EXTRAIT DU *JOURNAL OFFICIEL* DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE DU 9 OCTOBRE 1953

MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

RAPPORT

SUR L'APPLICATION DE LA LÉGISLATION

DE

SÉCURITÉ SOCIALE

(Statistiques du 1er janvier 1951 au 31 décembre 1952)

PRÉSENTÉ

A M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PAR

M. PAUL BACON

Ministre du Travail et de la Sécurité sociale

PARIS

IMPRIMERIE DES JOURNAUX OFFICIELS

31, QUAI VOLTAIRE, 31

—

1953

MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

RAPPORT

SUR L'APPLICATION DE LA LÉGISLATION

DE

SÉCURITÉ SOCIALE

(Statistiques du 1er janvier 1951 au 31 décembre 1952)

PRÉSENTÉ

A M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PAR

M. PAUL BACON

Ministre du Travail et de la Sécurité sociale

PARIS

IMPRIMERIE DES JOURNAUX OFFICIELS

31, QUAI VOLTAIRE, 31

—

1953

MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

RAPPORT

SUR

L'APPLICATION DE LA LÉGISLATION DE SÉCURITÉ SOCIALE

(Statistiques du 1er janvier 1951 au 31 décembre 1952)

PRÉSENTÉ

A M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PAR

M. PAUL BACON, ministre du travail et de la sécurité sociale.

Paris, le 24 juillet 1953.

Monsieur le Président,

Le rapport que j'ai l'honneur de vous présenter sur l'application de la législation de sécurité sociale comporte, dans une première partie, un commentaire sur l'évolution de la législation de sécurité sociale et de la jurisprudence en 1952, dans une seconde partie, le bilan financier de l'année 1952 établi à partir des résultats statistiques mensuels ou trimestriels, et dans une troisième partie, les résultats rectifiés et complétés de l'année 1951, notamment l'indication, par région, des opérations relatives à cet exercice. Il comprend, en outre, une quatrième partie relative à l'application de la loi du 17 janvier 1948 instituant une allocation de vieillesse pour les personnes non salariées.

Les recettes et les dépenses totales du régime général des professions non agricoles telles qu'elles ressortent de la seconde partie s'établissent comme suit pour l'année 1952 (en millions de francs).

	ASSURANCES SOCIALES	ACCIDENTS DU TRAVAIL	PRESTATIONS FAMILIALES	
			Salariés.	Employeurs et travailleurs indépendants.
Recettes	384.111	54.185	371.599	21.421
Dépenses	415.841	53.008	330.834	21.880
Excédent	»	1.177	40.765	»
Déficit	31.730	»	»	459

En ce qui concerne les assurances sociales, les tableaux ci-après permettent de comparer les résultats des deux derniers exercices.

1. — COUT DES ASSURANCES SOCIALES PAR RAPPORT AUX SALAIRES SOUMIS A COTISATION

	1951 (Résultats rectifiés.)	1952 (Résultats provisoires.)
Recettes (1).		
Cotisations du régime général (en millions de francs)	287.578	365.645
Cotisations des régimes divers (en millions de francs)	4.230	5.877
Total des cotisations	291.808	371.522
Salaires soumis à cotisations (en millions de francs)	1.868.000	2.383.000

	1951		1952	
	EN MILLIONS DE FRANCS	POURCENTAGE aux salaires.	EN MILLIONS DE FRANCS	POURCENTAGE aux salaires.
Dépenses (1).				
Maladie	114.953	6,16	142.257	5,97
Longue maladie	27.621	1,48	37.541	1,58
Maternité	12.019	0,64	14.206	0,60
Invalidité	11.703	0,63	13.626	0,57
Décès	2.499	0,13	3.221	0,14
Vieillesse (2)	133.779	7,16	155.979	6,54
Action sanitaire et sociale et contrôle médical	5.202	0,28	6.715	0,28
Gestion administrative	18.889	1,01	21.500	0,90
Dépenses diverses	3.425	0,18	2.497	0,10
Total	330.090	17,67	397.542	16,68

(1) Non compris les opérations relatives aux régimes des fonctionnaires, des étudiants, des grands invalides, veuves et orphelins de guerre.

(2) Y compris les remboursements à l'assurance vieillesse agricole et la charge supportée au titre de l'allocation temporaire.

2. — COUT DE L'ASSURANCE MALADIE

	1951		1952	
	En millions de francs	Pourcentage aux salaires.	En millions de francs	Pourcentage aux salaires.
Frais médicaux	15.570	0,83	17.778	0,75
Frais chirurgicaux	7.126	0,38	8.598	0,36
Frais pharmaceutiques	26.049	1,40	33.598	1,41
Soins dentaires	8.661	0,47	10.590	0,45
Hospitalisation	34.378	1,84	43.942	1,84
Indemnités journalières	22.925	1,23	27.492	1,15
Divers	244	0,01	259	0,01
Total	114.953	6,16	142.257	5,97

3. — REPARTITION PAR CATEGORIES DE BENEFICIAIRES DES PRESTATIONS EN NATURE DE L'ASSURANCE MALADIE

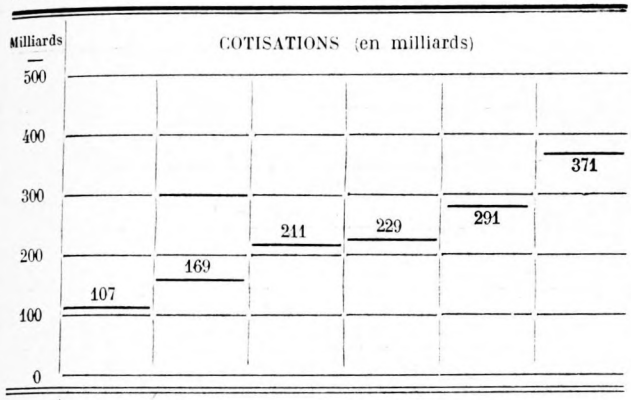
	1951		1952	
	En millions de francs	Pourcentage aux salaires.	En millions de francs	Pourcentage aux salaires.
Bénéficiaires.				
Assurés	47.711	2,55	57.244	2,40
Conjoints	14.336	0,77	17.464	0,73
Enfants	19.759	1,06	24.632	1,04
Autres membres de la famille	59	»	61	»
Invalides et leurs ayants droit	7.004	0,38	10.603	0,45
Pensionnés et leurs ayants droit	3.159	0,17	4.762	0,20
Total	92.028	4,93	114.766	4,82

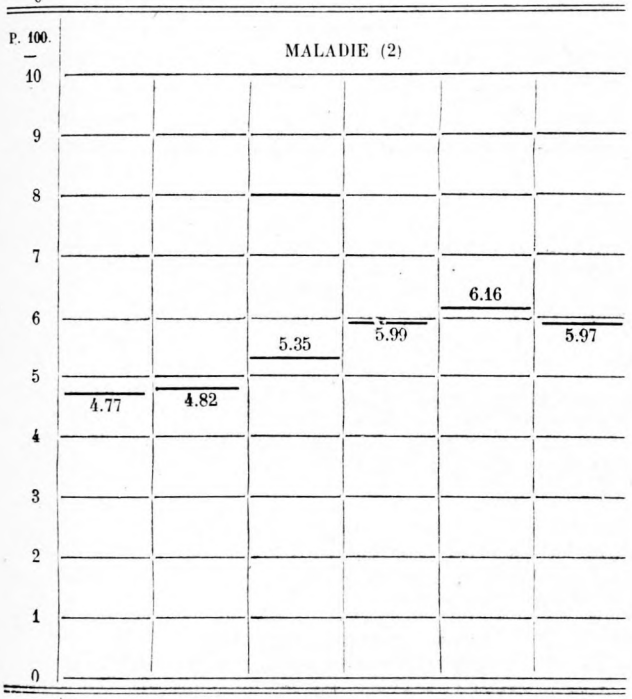
Les graphiques suivants traduisent la variation de 1947 à 1952 des encaissements de cotisations, d'une part, et du coût des assurances sociales par rapport aux salaires soumis à cotisation, d'autre part:

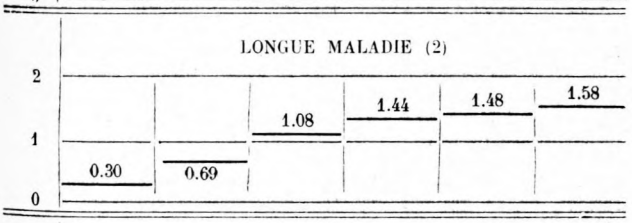
I. — VARIATION DE 1947 A 1952

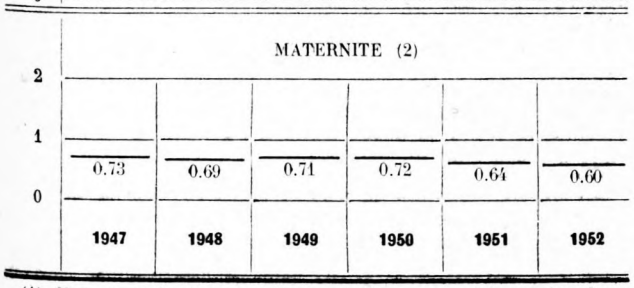
a) Des encaissements de cotisations;

b) Du coût des assurances sociales par rapport aux salaires soumis à cotisation (1).

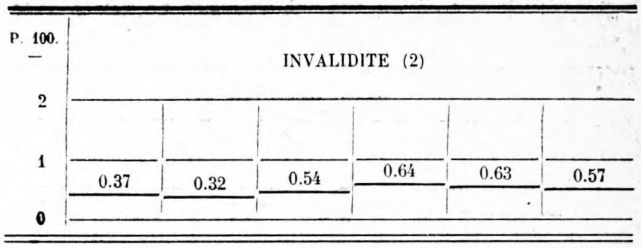


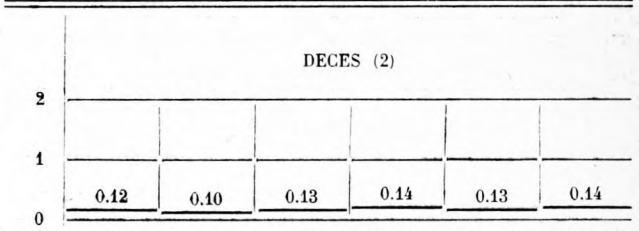


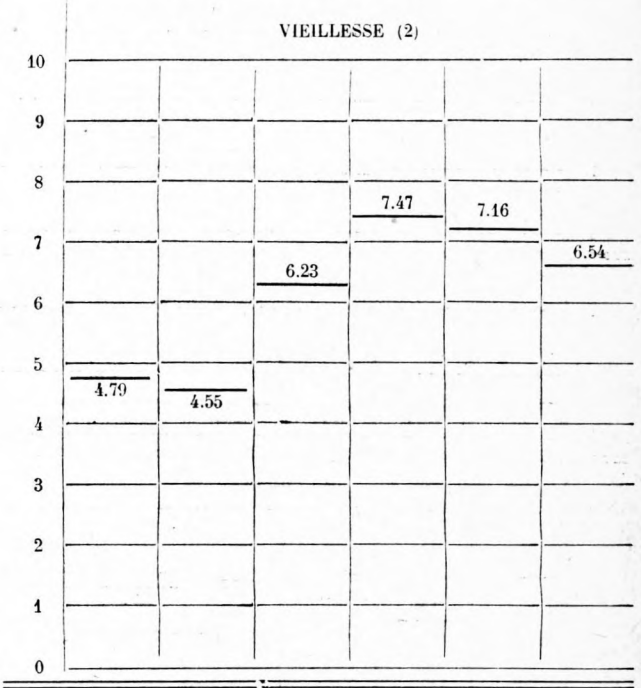


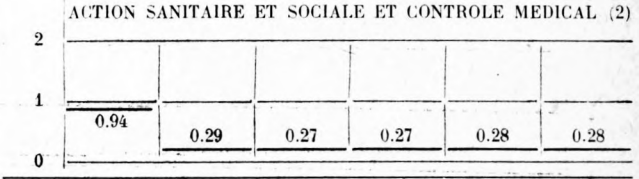


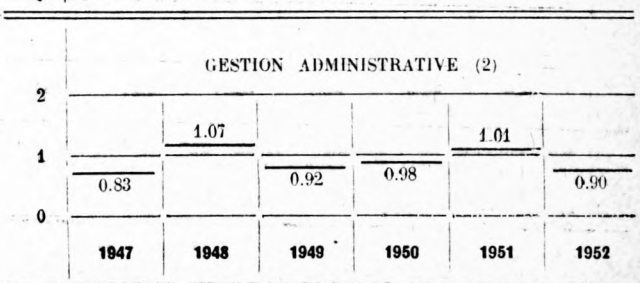
(1) Non compris les opérations relatives aux régimes des fonctionnaires, des étudiants, des grands invalides, veuves et orphelins de guerre;





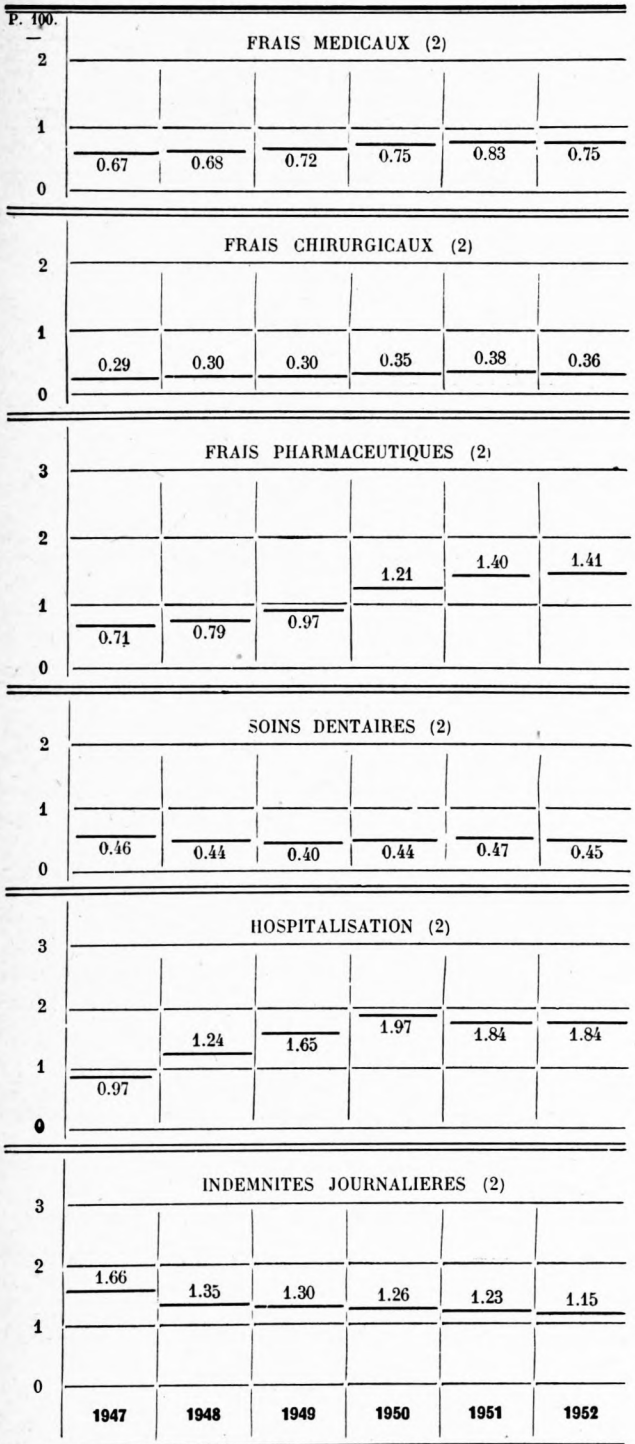






(2) Pourcentage par rapport aux salaires soumis à cotisation.

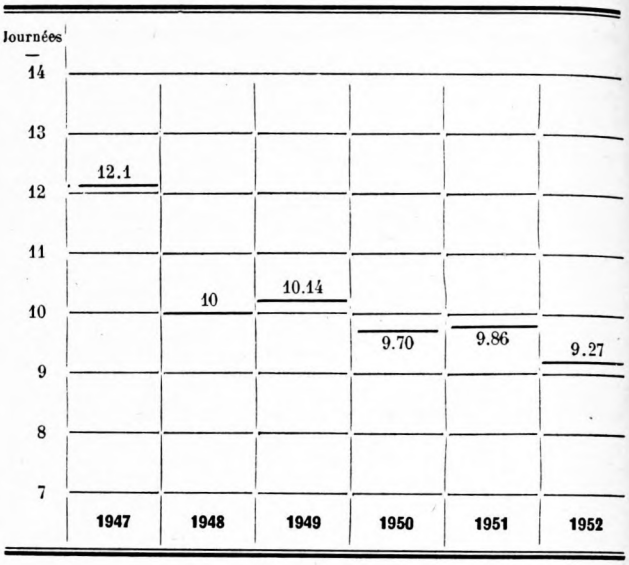
5. — VARIATION DE 1947 A 1952 DES DEPENSES DE L'ASSURANCE MALADIE PAR RAPPORT AUX SALAIRES SOUMIS A COTISATION (1)



(1) Non compris les opérations relatives aux régimes des fonctionnaires, des étudiants, des grands invalides, veuves et orphelins de guerre.
(2) Pourcentage par rapport aux salaires soumis à cotisation.

Le coût des indemnités journalières exprimé en pourcentage des salaires soumis à cotisation marque une baisse constante depuis 1947. Le graphique ci-après, relatif au nombre de journées d'arrêt de travail indemnisées par an et par assuré au titre de l'assurance maladie confirme cette tendance.

6. — NOMBRE DE JOURNEES D'ARRET DE TRAVAIL INDEMNISEES PAR AN ET PAR ASSURE AU TITRE « MALADIE »



On peut constater, en rapprochant les résultats de 1952 de ceux de 1951, que la situation des assurances sociales s'est très nettement améliorée au cours de l'année 1952, le coût global par rapport aux salaires soumis à cotisation se trouvant ramené de 17,67 p. 100 à 16,68 p. 100. Compte tenu des cotisations des régimes divers, le taux moyen de la cotisation s'établit à 15,60 p. 100 environ. L'insuffisance des recettes représente donc, en 1952, 1 p. 100 des salaires soumis à cotisation.

La réduction du déficit est due principalement à l'amélioration du recouvrement des cotisations. En effet, si l'on compare l'indice des encaissements et l'indice des salaires versés dans l'industrie et le commerce, on constate qu'à la fin de 1952, le premier se situe au-dessus du second

On obtient un indice relativement satisfaisant de la masse salariale du commerce et de l'industrie en retenant les indices établis à partir de l'enquête trimestrielle de la division statistique de la direction de la main-d'œuvre et traduisant la durée du travail, le niveau des effectifs et les taux de salaires horaires. Si l'on prend comme base les trois premiers trimestres de 1947 au cours desquels les cotisations encaissées ont correspondu à des salaires relativement stables et si l'on admet que les cotisations d'un trimestre peuvent être rapprochées de l'indice des salaires au premier jour du même trimestre, on remarque que l'indice des encaissements s'est situé au-dessous de celui de la masse salariale en 1948, qu'il a rejoint ce dernier en 1949, qu'il lui a été de nouveau inférieur en 1950 et 1951 et qu'il l'a rejoint et même dépassé au cours du second semestre 1952

Ces différences dans la variation des deux indices s'expliquent surtout, en ce qui concerne les cotisations d'assurances sociales, par les modifications du salaire limite et la qualité du recouvrement. Le salaire limite, qui était de 150.000 F au cours de la période de référence (trois premiers trimestres de 1947) a subi six relèvements de 1947 à 1952, mais ces relèvements sont toujours demeurés, en pourcentage, inférieurs à l'augmentation des salaires horaires. Le retard du salaire limite a, toutefois, été en partie rattrapé à compter du 1er avril 1952.

Par ailleurs, il convient de rappeler que, du 1er janvier au 30 septembre 1948, les heures supplémentaires au delà de la quarante-cinquième heure ont été exonérées de cotisation.

Ainsi, le relèvement du salaire limite et l'amélioration constante de la qualité du recouvrement constituent les principales raisons de la réduction du déficit des assurances sociales en 1952.

7. — **VARIATION COMPAREE DE L'INDICE DES SALAIRES VERSES DANS LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE** (1) **ET DE L'INDICE DES ENCAISSEMENTS DE COTISATIONS D'ASSURANCES SOCIALES**

PERIODES	INDICES BASE 100 = MOYENNE DES 1er, 2e ET 3e TRIMESTRES 1947					COTISATIONS d'assurances sociales (4) (en millions de francs).	VARIATION DU SALAIRE LIMITE	
	Indice de la durée du travail (2) (3). (a)	Indice des effectifs (2). (b)	Indice des taux de salaires horaires (2). (c)	Indice de la masse salariale (2). (a × b × c)	Indice des cotisations d'assurances sociales.		En francs.	Indice.
1er, 2e 3e trimestre 1947.....	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	24.961 (5)	150.000 (au 1er octobre 1946).	100
4e trimestre 1947.....	101,3	101,0	120,7	123,5	128,8	32.144	204.000 (au 1er octobre 1947).	136
1er, 2e, 3e trimestre 1948.....	100,9	103,3	165,0	171,9	160,4	40.030 (5)	228.000 (au 1er mars 1948).	152
4e trimestre 1948.....	101,1	105,2	183,4	195,1	187,7	46.822		
Année 1949.....	99,1	106,8	196,4	207,8	207,4	51.760 (5)	264.000 (au 1er mars 1949).	176
1er, 2e, 3e trimestre 1950.....	100,0	107,5	207,0	222,5	216,9	54.149 (5)		
4e trimestre 1950.....	101,5	109,3	226,6	251,3	250,1	62.431		
1er trimestre 1951.....	100,4	109,4	238,7	262,1	250,6	62.553	324.000 (au 1er janvier 1951).	216
2e trimestre 1951.....	100,1	110,8	252,2	282,5	271,3	67.720		
3e trimestre 1951.....	101,5	112,3	274,4	312,3	288,7	72.058		
4e trimestre 1951.....	101,5	113,6	308,8	356	339,9	84.844	408.000 (au 1er octobre 1951).	272
1er trimestre 1952.....	101,1	113,0	316,9	361,9	355,2	88.660		
2e trimestre 1952.....	100,2	113,3	320,3	363,5	355,3	88.867	456.000 (au 1er avril 1952).	304
3e trimestre 1952.....	100,0	113,7	323,0	367,3	367,9	91.849		
4e trimestre 1952.....	100,4	113,7	324,3	370,4	386,4	96.447		

(1) Industries de transformation et activités commerciales et libérales.

(2) Au premier jour de chaque trimestre.

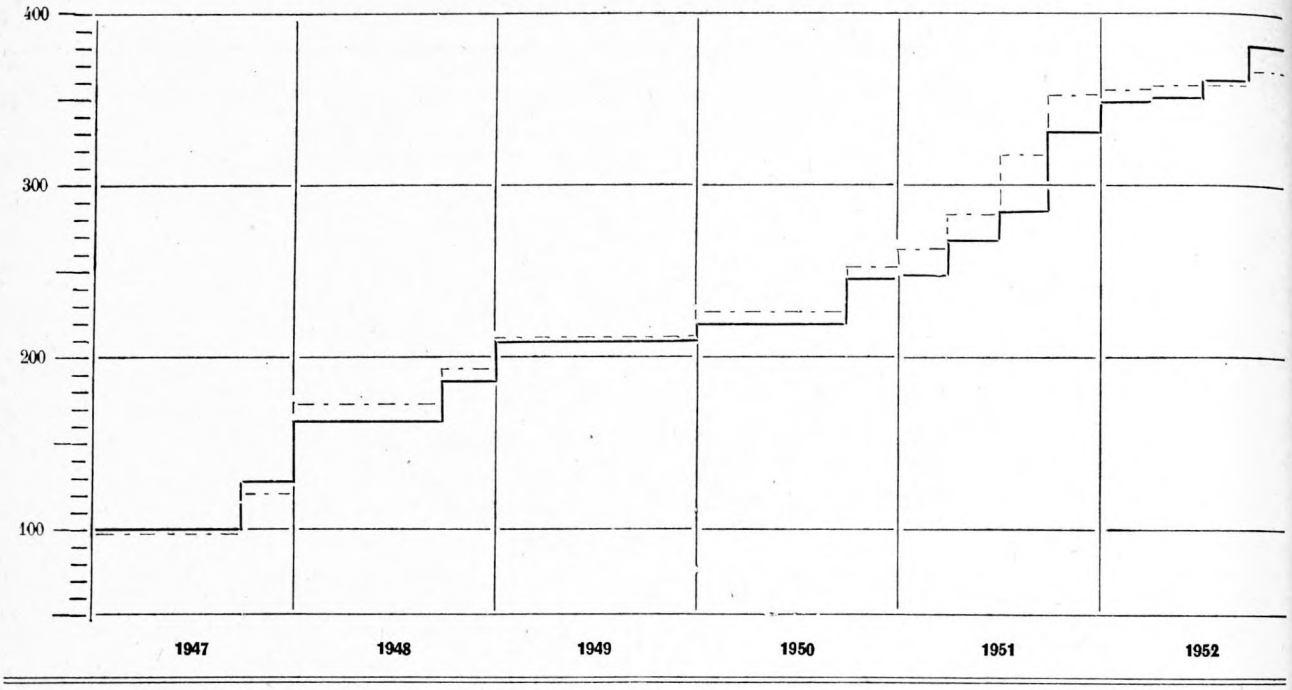
(3) Pour le calcul de cet indice, la durée du travail a été augmentée de 25 p. 100 au-dessus de la quarantième heure pour tenir compte de la rémunération des heures supplémentaires.

(4) Cotisations du régime général proprement dit (16 p. 100 des salaires assujettis).

(5) Moyenne trimestrielle.

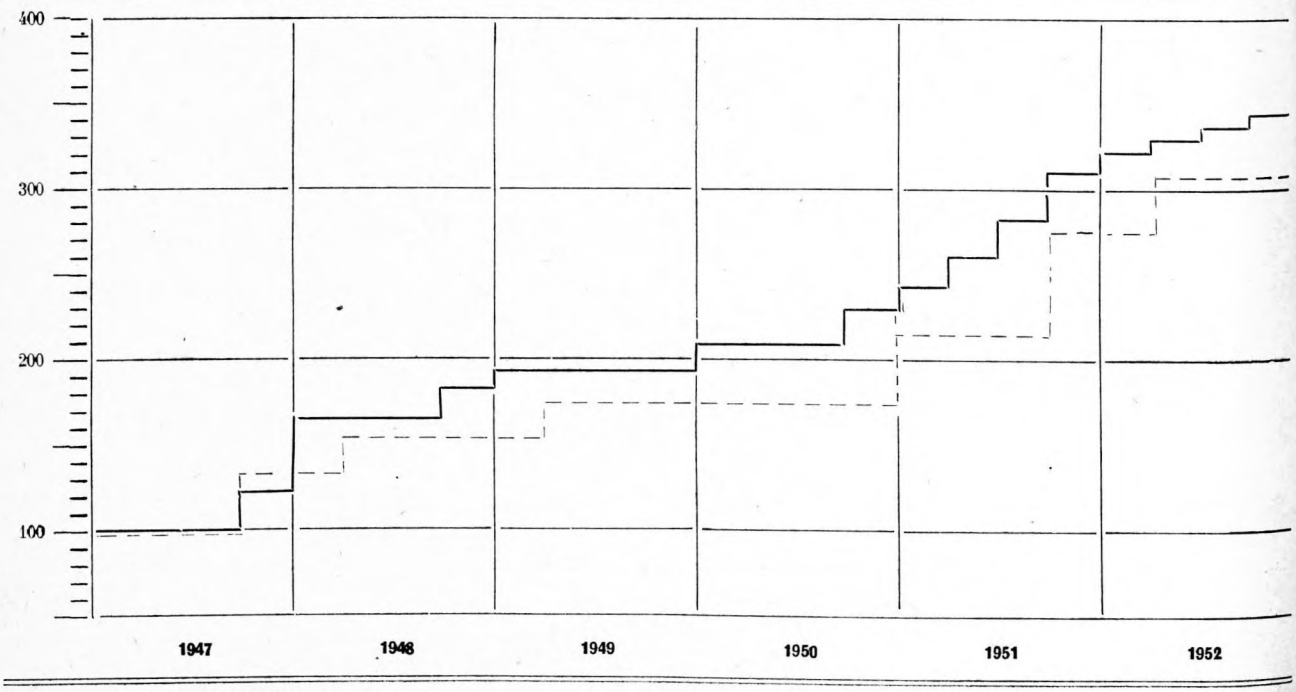
La comparaison des deux graphiques ci-après, établis à partir de certaines des données du tableau 7, montre nettement que lorsque l'indice du salaire horaire est supérieur à celui du salaire limite, l'indice des cotisations est inférieur à celui de la masse des salaires.

8 — **VARIATION COMPAREE DE L'INDICE DES SALAIRES VERSES DANS LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE ET DE L'INDICE DES ENCAISSEMENTS DE COTISATIONS D'ASSURANCES SOCIALES**



——— Indice des cotisations d'assurances sociales.
– – – – Indice de la masse salariale.

9 — **VARIATION COMPAREE DE L'INDICE DU SALAIRE HORAIRE ET DE L'INDICE DU SALAIRE LIMITE**



——— Indice salaire horaire.
– – – – Indice salaire limite.

Les recettes et les dépenses de l'assurance « accidents du travail » des deux années 1951 et 1952 sont strictement équilibrées malgré la diminution continue du taux moyen de la cotisation, le versement de ristournes aux employeurs au titre des années 1947, 1948, 1949 et l'augmentation, à compter du 1er janvier 1953, des rentes et majorations de rentes.

Le relèvement de 16 à 16,75 p. 100 à compter du 1er octobre 1951 du taux de la cotisation d'allocations familiales et, également, l'amélioration du recouvrement, expliquent l'excédent réalisé en 1952 par la section des salariés malgré la poussée démographique et la prise en charge, au cours du deuxième semestre, du régime déficitaire des prestations familiales des mineurs.

Cet excédent des allocations familiales a permis de maintenir la trésorerie de l'ensemble du régime.

Telles sont les caractéristiques essentielles de l'évolution, au cours de l'année 1952, de la situation financière du régime général des professions non agricoles. Les premiers résultats de 1953 font craindre que cette situation n'évolue, au cours de cette année, dans un sens moins favorable en raison, notamment, du ralentissement de l'activité économique constaté depuis plusieurs mois et de l'importance de l'épidémie de grippe des mois de janvier et février.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'assurance de mon respectueux dévouement.

PAUL BACON.

PREMIÈRE PARTIE

L'EVOLUTION DE LA LEGISLATION DE SECURITE SOCIALE ET DE LA JURISPRUDENCE EN 1952

A. — LEGISLATION

L'évolution de la législation de sécurité sociale, au cours de l'année 1952, est jalonnée par trois lois essentielles:

La loi de finances du 14 avril 1952;

La loi du 10 juillet 1952 assurant la mise en œuvre du régime de l'allocation de vieillesse des personnes non salariées et la substitution de ce régime à celui de l'allocation temporaire;

La loi du 25 juillet 1952 majorant les indemnités dues au titre des législations sur les accidents du travail.

Les mesures de réorganisation et d'allégement de la sécurité sociale prises dans le cadre de la loi de finances s'inscrivent dans une perspective déjà esquissée par la loi du 1er septembre 1951, qui avait édicté des mesures tendant à faciliter la rentrée des cotisations arriérées et à doter les caisses d'une procédure de recouvrement plus rapide.

La mise en place prévue par la loi du 10 juillet 1952, d'une organisation autonome d'allocation de vieillesse des non-salariés des professions agricoles complète l'ensemble des organisations instituées dans le cadre de la loi du 17 janvier 1948.

Enfin, la majoration des indemnités dues au titre des assurances accidents du travail et invalidité représente, pour certaines catégories de bénéficiaires du régime de sécurité sociale, un accroissement sensible du montant des prestations.

La loi du 14 avril 1952 (loi de finances pour l'exercice 1952) énonce un certain nombre de mesures de réorganisation et d'allégement de la sécurité sociale dont les modalités d'application ont été définies par des textes subséquents.

Les mesures de réorganisation portent d'abord sur une amélioration du recouvrement des cotisations. L'article 14 de la loi prévoit qu'un arrêté du ministre du travail et de la sécurité sociale et des ministres des finances et des affaires économiques peut obliger les caisses de sécurité sociale et d'allocations familiales à organiser un service commun chargé du recouvrement des cotisations. Le décret du 12 septembre et l'arrêté du 18 novembre 1952 ont fixé respectivement les règles de constitution et les modèles de statuts des unions de recouvrement. Cinq unions ont été constituées, sur l'initiative des caisses, depuis avril 1952, ce qui porte à neuf le nombre des unions fonctionnant actuellement.

Le principe d'une plus juste évaluation de l'assiette des cotisations avait été posé par l'article 18, qui prévoyait une régularisation annuelle compte tenu du plafond annuel de cotisation. Cette disposition, qui ne fut pas appliquée pour l'année 1952, a été reprise dans la loi de finances du 7 février 1953 sous la forme d'un régularisation trimestrielle. Par ailleurs, la rémunération du conjoint participant à l'entreprise ou à l'activité d'un travailleur non salarié peut désormais être saisie avec plus d'exactitude puisque son assujettissement au régime général des salariés est maintenant subordonné à la participation effective à l'activité à titre professionnel et constant et à l'octroi d'une rémunération au moins égale au montant du salaire minimum national interprofessionnel garanti.

Les mesures d'allégement tendent, en premier lieu, à accroître le contrôle des caisses sur l'utilisation des médicaments remboursés au moyen de l'introduction d'une vignette dans leur conditionnement. Le décret du 7 août 1952 a fixé les caractéristiques auxquelles doit répondre cette vignette qui doit être jointe à toute demande de remboursement de frais pharmaceutiques présentée par un assuré social.

D'autre part, « l'allégement de la sécurité sociale » est partiellement réalisé par le transfert à la caisse centrale de secours mutuels agricoles, à compter du 1er juillet 1952, de la charge supportée par le régime général au titre de l'allocation aux vieux travailleurs salariés servie aux assurés sociaux agricoles. Restent encore à la charge du régime général les titulaires de l'allocation aux vieux travailleurs salariés ayant exercé une activité agricole, sans avoir cependant cotisé au titre des assurances sociales.

La loi de finances prévoyait, enfin, la création d'un fonds national d'allocation de vieillesse agricole et d'un fonds spécial d'allocation de vieillesse devant être versée aux bénéficiaires de l'allocation temporaire, qui ne relèveront d'aucun régime de non-salariés.

La mise en place des régimes que ces fonds sont appelés à financer a été réalisée par la loi du 10 juillet 1952, qui a fixé le montant de l'allocation de vieillesse agricole et de l'allocation spéciale à la moitié du taux minimum de l'allocation aux vieux travailleurs salariés.

Le financement de l'organisation autonome des professions agricoles est assuré par une double cotisation professionnelle, l'une à la charge de chaque membre majeur non salarié dépendant du régime, l'autre assise sur le revenu cadastral et par le produit d'une taxe de statistique et de contrôle douanier de 0,4 p. 100 sur les importations et les exportations.

Les dépenses entraînées par l'attribution de l'allocation spéciale sont à la charge du fonds spécial géré par la caisse des dépôts et consignations; ce fonds est alimenté, d'une part, par une taxe spéciale à la charge des personnes qui ne se trouvent pas dans l'impossibilité d'exercer une activité professionnelle, sont assujetties à la surtaxe progressive et ne cotisent à aucun régime d'assurance vieillesse et d'autre part, par une contribution de tous les organismes chargés d'allouer des retraites.

Les cotisations et les prestations dues au titre de l'allocation de vieillesse agricole ont été fixées par le décret du 18 octobre 1952; d'autre part, le décret du 26 septembre 1952 a précisé les conditions d'application de la loi du 10 juillet 1952 relatives à l'allocation spéciale.

Le troisième texte essentiel adopté par le Parlement au cours de l'année 1952 est la loi du 25 juillet, qui a prévu à la fois un rajustement des rentes d'accidents du travail et une amélioration de la réparation accordée à certains ayants droit.

Le rajustement des rentes afférentes aux accidents survenus avant le 1er juin 1952 a été réalisé, à compter de cette dernière date, par le relèvement de 180.000 à 252.000 F du salaire de base annuel minimum intervenant dans leur calcul.

D'autre part, pour les accidents survenus après le 31 mai 1952, ce salaire annuel ne peut être inférieur à 252.000 F; par ailleurs, le montant maximum de rémunération ne subissant pas de réduction pour l'évaluation du salaire de base est porté de 350.000 à 500.000 F, et le maximum de la tranche de salaire réductible s'élève désormais à 2.044.000 F au lieu de 1.460.000 F.

Enfin, le montant minimum de la majoration de rente due aux victimes d'accidents du travail obligées d'avoir recours à l'assistance d'une tierce personne pour effectuer les actes ordinaires de la vie s'élève désormais à 200.000 F

Le montant de la rente accordée au conjoint survivant est porté de 25 p. 100 du salaire de base à 30 p. 100 et le montant maximum de l'ensemble des rentes servies aux ayants droit de 75 à 85 p. 100 de ce salaire. Par ailleurs, l'article 13 de cette loi prévoit que le conjoint survivant, qui n'est pas lui-même bénéficiaire d'une pension de vieillesse ou d'invalidité de son propre chef bénéficie d'une rente égale à 50 p. 100 du salaire annuel lorsqu'il atteint l'âge de soixante ans ou avant cet âge, aussi longtemps qu'il est atteint d'une incapacité de travail d'au moins 50 p. 100.

A côté de ces trois textes essentiels, il convient de rappeler divers textes qui ont marqué, sur des points particuliers, l'évolution de la législation en 1952.

Tout d'abord le régime de sécurité sociale a été étendu, par la loi du 19 juillet 1952, aux aveugles de la Résistance bénéficiaires de la loi du 8 juillet 1948.

Les aveugles et grands infirmes ont été exonérés, par la loi du 19 avril 1952, de la cotisation patronale due par eux au titre de la tierce personne qu'ils emploient pour les assister dans l'exercice des actes ordinaires de la vie.

D'autre part, des modifications de détail relatives aux modalités d'octroi de certaines prestations ont été apportées au décret du 29 décembre 1945 par le décret du 22 décembre 1952.

Ce décret donne aux caisses la possibilité de refuser les prestations en cas de maladie ou de maternité si les pièces nécessaires aux différents contrôles ne leur sont pas remises.

Il augmente d'autre part le nombre des cas dans lesquels, bien qu'il n'ait pas travaillé pendant la période de référence, l'assuré a droit néanmoins aux indemnités journalières de l'assurance maladie et, notamment, en cas de chômage partiel, de service militaire ou d'appel sous les drapeaux.

Enfin, le décret du 30 juin 1952 a prévu l'intégration du régime des prestations familiales des ouvriers mineurs dans le système de compensation des charges familiales du régime de l'industrie et du commerce.

B. — JURISPRUDENCE

Pendant l'année 1952, la jurisprudence a suivi sensiblement les mêmes tendances qu'au cours des dernières années. Elle fait montre de prudence dans l'interprétation de la législation de sécurité sociale, particulièrement pour les dispositions qui marquent une extension par rapport à l'ancienne loi des assurances sociales.

L'assujettissement.

Le champ d'application de l'ordonnance du 19 octobre 1945 a donné lieu à divers arrêts importants de la cour de cassation, spécialement en ce qui concerne la question toujours très controversée de l'assujettissement des gérants de sociétés à responsabilité limitée (1).

Ces arrêts confirment la position toujours adoptée par la haute juridiction qui écarte toute règle générale pré-établie, en particulier la discrimination basée sur le nombre de parts, pour examiner dans chaque cas si la situation réelle de l'intéressé dans la société gérée le place vis-à-vis d'elle dans un état de subordination ou de dépendance économique. Sa qualité de gérant minoritaire, égalitaire ou majoritaire n'est qu'un des éléments d'appréciation. Il convient de rechercher, en outre, notamment si l'intéressé reçoit une rémunération, quel est le montant et la nature de celle-ci, quels sont les pouvoirs du gérant et le contrôle auquel il est soumis.

Les cotisations.

Le privilège garantissant les cotisations ne s'étend pas aux majorations de retard.

Les travaux préparatoires de la loi du 1er septembre 1951, relative à diverses mesures contribuant au redressement financier de la sécurité sociale, s'appuyant sur un arrêt de la cour de cassation du 26 juillet 1951 (2) suivant lequel les majorations de retard ont la même nature juridique que les cotisations avaient permis à l'administration (3) de déclarer que le privilège institué par l'article 36, 5e alinéa, de l'ordonnance du 4 octobre 1945, pour garantir le payement des cotisations s'étendait aux majorations de retard. Cette position, avait dû être revisée (4) à la suite d'un arrêt de la cour de cassation intervenu le 30 novembre 1951 (5).

Un nouvel arrêt en date du 24 mai 1952 (6) s'est prononcé dans le même sens en reprenant les attendus déjà énoncés en 1951 et aux termes desquels : « les privilèges ne pouvant être établis que par la loi et les dispositions qui les établissent doivent être interprétés restrictivement, il s'ensuit que la loi n'ayant institué aucun privilège pour les majorations, celles-ci n'ont pas le caractère privilégié ».

Le rachat des cotisations des « cadres ».

Concernant les questions de cotisations, la cour de cassation a eu à se prononcer dans un cas où les termes de la loi n'auraient dû, semble-t-il, laisser aucun doute. Aussi son interprétation, en s'appuyant sur ses termes, n'a-t-elle fait que confirmer la thèse administrative. Il s'agit du rachat des cotisations des « cadres » et plus spécialement en faveur des conjoints survivants des personnes décédées antérieurement à la loi du 23 août 1948. Cette loi a modifié l'ordonnance du 19 octobre 1945 pour permettre aux travailleurs qui se trouvaient exclus de l'ancien régime des assurances sociales du fait que leur rémunération dépassait le chiffre limite d'assujettissement, d'être intégralement rétablis dans les droits qu'ils auraient eus si ce régime leur avait été applicable comme l'est actuellement le nouveau régime de la sécurité sociale.

Toutefois, la loi du 23 août 1948 ne contenant aucune disposition rétroactive et le décret d'application du 7 mars 1949 précisant que le rachat des cotisations prévu pouvait être effectué par les conjoints survivants des « personnes décédées postérieurement au 23 août 1948 », il a été jugé (7) que le conjoint survivant d'un agent des cadres décédé le 3 août 1948, c'est-à-dire 20 jours avant la promulgation de la loi visée, ne pouvait bénéficier de celle-ci.

---

(1) 1° Cassation soc., 17 juillet 1952. — Direction régionale de la sécurité sociale de Limoges contre société Dalle frères;
2° Cass. soc., 28 juillet 1952. — Société Lorraine-Films contre caisse primaire centr. de sécurité sociale de la Gironde;
3° Cass. soc., 28 juillet 1952. — Caisse d'all. familiales d'Aubenas contre établissements Riou. — *Bulletin jurisprudence* octobre-novembre 1952 n° 25. — Ministère du travail et de la sécurité sociale.

(2) *Bulletin des Arrêts de la Cour de cassation*, juillet 1951, n° 608.

(3) Voir circulaire n° 155 S. S. du 28 septembre 1951.

(4) Voir circulaire n° 176 S. S. du 22 novembre 1951.

(5) Cass. civ. — Caisse primaire de S. S. de Metz contre Société Lorraine-Travaux, *Bulletin des Arrêts de la Cour de cassation*, novembre 1951, n° 787.

(6) Cass. civ. — Caisse d'allocations familiales d'Angers contre Dubois. Bulletin jurisprudence. — Ministère du travail et de la sécurité sociale, octobre-novembre 1952, n° 25.

(7) Cass soc. — 17 juillet 1952. Veuve Blondeau contre caisse régionale d'assurance vieillesse. Bulletin de jurisprudence. — Ministère du travail et de la sécurité sociale, octobre-novembre 1952, n° 25.

La tutelle administrative.

Des décisions importantes ont été rendues en cette matière, d'une part, par la cour de cassation, d'autre part, par le conseil d'Etat, au sujet des dispositions de l'article 25, paragraphe 4, de l'ordonnance du 4 octobre 1945. Ce texte stipule que les décisions des conseils d'administration des caisses primaires de sécurité sociale, qui paraissent contraires à la loi ou de nature à compromettre l'équilibre financier de la caisse, sont communiquées au directeur régional, qui peut demander que leur exécution soit suspendue jusqu'à décision ministérielle.

L'annulation, qui peut être prononcée par le ministre en exécution de ces dispositions, est-elle une décision susceptible de recours devant le contentieux de la sécurité sociale institué par la loi du 24 octobre 1946 ?

La cour de cassation confirmant la thèse administrative a tranché cette question par la négative en déclarant (1) que les dispositions légales octroyant au ministre ce pouvoir d'annulation constituent « la manifestation d'une tutelle administrative exercée à l'égard des organismes de sécurité sociale; que cette tutelle et ses applications, par voie d'arrêté, se manifestent par des décisions administratives non susceptibles de recours devant les autorités de l'ordre judiciaire ».

Il s'ensuit que c'est la juridiction administrative qui est compétente en l'occurrence.

En fait, le conseil d'Etat a eu à connaître de la légalité d'une annulation prononcée par le ministre du travail et de la sécurité sociale en application de son pouvoir de tutelle.

Le point litigieux concernait le délai imparti au ministre pour prononcer l'annulation.

En vertu de l'article 25 susvisé, celle-ci doit intervenir dans le délai d'un mois suivant la demande du directeur régional à la caisse de sécurité sociale en cause de suspendre sa décision.

Le conseil a donné de ce texte une interprétation stricte en déclarant que, même dans le cas d'enquête effectuée par la direction régionale, le délai d'un mois court dès la demande de suspension adressée à la caisse de sécurité sociale (2).

Contentieux.

Si le conseil d'Etat s'est reconnu compétent pour statuer sur des décisions prises par application de la tutelle administrative, il n'en va pas de même concernant les contestations relatives à l'attribution de prestations alors même que les décisions contestées sont prises par des autorités administratives, dès lors que ces décisions sont inhérentes à la gestion d'un régime spécial.

Dans un avis émis le 18 octobre 1949, le conseil d'Etat avait déjà déclaré que les commissions contentieuses instituées par la loi du 24 octobre 1946 étaient compétentes pour connaître des contestations concernant les prestations familiales des agents de l'Etat et des collectivités locales.

Il a décidé dans le même sens, par un arrêt (3) du 12 décembre 1952, que le capital décès, dont la loi du 12 avril 1949 portant application aux militaires du régime de sécurité sociale prévoit l'attribution aux ayants droit des militaires à solde mensuelle, est une prestation du régime spécial de sécurité sociale indépendante des avantages statutaires, alors même que le payement du capital est à la charge de l'Etat et qu'il est assuré par l'administration militaire.

Il en résulte que le contentieux de la sécurité sociale est compétent pour statuer sur les recours dirigés contre les décisions attribuant ou refusant le bénéfice de ce capital.

(1) Cass. soc. — 25 juillet 1952. Direction régionale de la sécurité sociale de Lyon contre demoiselle Leyre. Bulletin de jurisprudence, octobre-novembre 1952, n° 25, p. 15. Ministère du travail et de la sécurité sociale.

(2) Conseil d'Etat (sect. cont.). — 2 juillet 1952. Bulletin de jurisprudence. — Ministère du travail et de la sécurité sociale, octobre-novembre 1952, n° 25.

(3) Conseil d'Etat (sect. soc.). — 12 décembre 1952. Bulletin du ministère du travail et de la sécurité sociale, décembre 1952.

L'assurance maladie.

Le conseil d'Etat a eu à trancher dans ce domaine une question délicate concernant le payement des soins médicaux donnés par un médecin à un client personnel dans un hôpital n'ayant pas de clinique ouverte autorisée (1).

Il a fait une application stricte des dispositions réglementaires aux termes desquelles « les prix de journée et les honoraires médicaux et chirurgicaux sont payés obligatoirement à la caisse de l'établissement ».

Il a, en effet, jugé que dans le cas où un hôpital n'a pas été autorisé à ouvrir une clinique ouverte, le médecin n'a pas le droit de réclamer directement des honoraires à un client personnel qu'il a soigné, même s'il l'a fait dans des conditions reconnues identiques à celles d'une clinique ouverte.

Il n'est pas possible, malgré cette circonstance, de considérer que l'hôpital a fonctionné, comme une clinique ouverte et le malade ne doit payer les honoraires qu'à la caisse de l'établissement.

Remboursement du capital décès par application du recours des caisses de sécurité sociale contre le tiers responsable.

Ce recours est prévu, d'une part, par l'article 95 de l'ordonnance du 19 octobre 1945 en cas d'accident de droit commun, d'autre part, par l'article 68 de la loi du 30 octobre 1946 en cas d'accident du travail.

Donne-t-il le droit à la caisse de réclamer au tiers responsable outre le remboursement de frais tels que les indemnités journalières, les soins médicaux et pharmaceutiques, les arrérages de rente, le remboursement du capital décès versé aux ayants droit de la victime d'un assuré décédé en vertu de l'article 73 de l'ordonnance du 19 octobre 1945 ?

Cette question était controversée depuis fort longtemps et déjà sous l'empire de l'ancienne législation tant par la doctrine que par la jurisprudence.

Elle a donné lieu en 1952 à deux arrêts importants de la cour de cassation qui, en présence d'un accident de droit commun et d'un accident du travail, a donné une solution opposée.

Le cas des accidents de droit commun a été tranché par une décision de la cour de cassation qui, réunie le 16 juillet en assemblée plénière (2), a admis le droit de la caisse au remboursement du capital décès.

Cet arrêt intervient après un arrêt de la chambre criminelle (3) qui s'était prononcée en sens contraire le 7 juin 1951, en déclarant que « le versement du capital décès incombe à la caisse par l'effet d'un statut légal particulier et ne peut être considéré comme la conséquence directe de l'infraction ».

L'assemblée plénière civile a estimé au contraire que c'est bien l'accident qui fait naître l'obligation pour la caisse de verser l'allocation du capital décès et que le versement de ce capital constitue bien une dépense pour la caisse comme toutes les prestations dues par celles-ci et sans qu'il puisse être établi de distinction entre ces diverses prestations toutes étant financées de la même manière.

On a fait remarquer que les arrêts de l'assemblée plénière civile ne s'imposent pas à la chambre criminelle et n'ont pas la portée des arrêts rendus toutes chambres réunies. L'arrêt du 16 juillet 1952 fixe tout au moins la jurisprudence des chambres civiles.

Dans le cas d'accident du travail, la cour de cassation (chambre civile, section sociale) a, au contraire, décidé, par un arrêt (4) du 8 mai 1952, que la caisse primaire de sécurité sociale n'a pas droit au remboursement du capital décès.

(1) Conseil d'Etat (sect. soc.), 24 octobre 1952. — Caisse primaire de sécurité sociale de Grenoble Bulletin de jurisprudence. — Ministère du travail et de la sécurité sociale, octobre-novembre 1952, n° 25

(2) Cour de cassation (assemblée plénière civile), 16 juillet 1952. Veuve Lemaire contre caisse régionale d'assurance vieillesse de la sécurité sociale de Paris, *Gazette du Palais*, 18-19 septembre 1952.

(3) Cour de cassation (chambre criminelle, 7 juin 1951). — Caisse primaire de sécurité sociale de Nancy contre Pernot. — D. 1951, 493.

(4) Cour de cassation (chambre civile), 8 mai 1952. — Caisse primaire de sécurité sociale contre dame Lehalle. — *Gazette du Palais*, 22 juillet 1952.

Les raisons de cette divergence s'expliquent par les termes de la loi.

En effet, l'article 95 de l'ordonnance du 19 octobre 1945 qui prévoit la subrogation de la caisse de sécurité sociale aux ayants droit de la victime dans leur action contre le tiers responsable, exclut expressément le cas des accidents du travail.

D'autre part, l'article 68 de la loi du 30 octobre 1946 sur les accidents du travail ne prévoit de recours contre le tiers responsable que pour le remboursement des indemnités dues en vertu de « la présente loi ».

C'est donc aux termes mêmes de la loi qu'il faut imputer l'anomalie qui résulte de l'opposition entre les solutions apportées par la cour de cassation à un problème dont le fonds est le même dans les deux cas.

L'assurance accidents du travail.

Les accidents du travail ont donné lieu comme par le passé à une jurisprudence abondante, en particulier dans l'interprétation de la notion d'accident du trajet.

Avant la loi du 30 octobre 1946, les accidents du trajet n'étaient pas assimilés aux accidents du travail. Cependant la jurisprudence de la cour de cassation avait apporté de nombreux tempéraments à cette exclusion.

En effet, dans toutes les circonstances où l'on pouvait considérer que la victime était restée pendant le trajet sous la dépendance de son employeur, elle considérait l'accident comme étant un accident du travail.

Il en était ainsi, par exemple, dans le cas d'un travailleur envoyé en mission ou empruntant un moyen de transport organisé par l'employeur. La cour de cassation avait donc déjà ouvert la voie à l'extension réalisée en 1946. Elle est intervenue depuis pour délimiter cette extension.

La loi pose d'ailleurs elle-même des limites puisqu'elle n'admet comme accident du travail l'accident du trajet que « dans la mesure où le parcours n'a pas été interrompu ou détourné pour un motif dicté par l'intérêt personnel ou indépendant de leur emploi ».

La cour de cassation a donné de ces dispositions une interprétation assez stricte, adoptant d'une manière générale une attitude plus restrictive que celle des commissions contentieuses de la sécurité sociale qui parfois prêtaient à la notion d'accident du trajet une trop large extension.

En même temps, elle assure la continuité de sa jurisprudence en conservant pour reconnaître l'accident du trajet le caractère d'accident du travail le même critère que celui qu'elle avait déjà adopté sous l'empire de l'ancienne législation.

Ainsi, l'innovation de la loi de 1946 n'est pas l'adoption d'un principe nouveau, mais seulement une extension plus grande accordée à la notion du lien de dépendance que l'on considère comme rattachant encore la victime à son employeur sur le trajet de sa résidence au lieu du travail et inversement.

Tant que ce lien subsiste l'accident doit être réputé accident du travail.

Ainsi, une interruption purement occasionnelle, ayant sa cause même dans l'accomplissement du trajet normal, ne doit pas être considérée comme dictée par l'intérêt personnel, dès lors qu'il était établi « qu'à aucun moment la victime n'avait entendu reprendre sa complète liberté en se dégageant du lien de dépendance qui, à partir de sa résidence, l'unissait à l'employeur » (1).

Par contre, la victime, qui était dans la rue pour un motif indépendant des nécessités de son emploi, et il en est ainsi, en particulier, lorsque la durée normale du trajet est dépassée (2), est considérée comme ayant repris son indépendance.

L'accident ne constitue un accident du trajet « qu'autant que le parcours effectué se trouve en rapport direct et immédiat avec le travail ».

Il n'est donc pas surprenant que la cour de cassation ait écarté du bénéfice de la loi un accident lorsque le trajet a été interrompu pour se rendre dans un café (3) ou encore pour faire des achats (4).

Encore fait-elle ici des distinctions : si l'arrêt au café dure peu et est motivé par la longueur du trajet, la fatigue d'une montée à bicyclette, la cour de cassation estime alors « qu'il n'y a eu là qu'un incident de trajet qu'expliquent suffisamment la longueur et la difficulté du chemin déjà accompli et restant à accomplir » (5).

Elle a également reconnu le caractère d'accident du travail à l'accident survenu à un salarié empruntant son trajet de retour normal, bien qu'il se soit arrêté pour faire des achats, parce que l'arrêt n'ayant duré que quelques minutes « il n'y avait pas lieu de faire état du caractère minime de ce retard sur la durée totale d'un trajet qui absorbait deux heures » (6).

---

(1) Cassation, chambre civile, section sociale, 18 octobre 1951, *Bulletin de jurisprudence du ministère du travail et de la sécurité sociale*, août-septembre 1952, n° 24, p. 17.

(2) Cassation, chambre civile, section sociale, 22 février 1952, *Bulletin de jurisprudence du ministère du travail et de la sécurité sociale*, août-septembre 1952, n° 24, p. 26.

(3) Cassation, chambre civile, section sociale, 24 janvier 1952, *Bulletin de jurisprudence du ministère du travail et de la sécurité sociale*, août-septembre 1952, n° 24, p. 20.

(4) Cassation, chambre civile, section sociale, 24 janvier 1952, *Bulletin de jurisprudence du ministère du travail et de la sécurité sociale*, août-septembre 1952, n° 24, p. 21.

(5) Cassation, chambre civile, section sociale, 5 décembre 1952, caisse régionale de sécurité sociale de Montpellier contre Brunel, *Gazette du Palais*, 1953, 1240.

(6) Cassation, chambre civile, section sociale, 20 juin 1952, caisse primaire centrale de sécurité sociale contre Harsant. *Bulletin des Arrêts de la Cour de cassation*, juin 1952, n° 541.

DEUXIÈME PARTIE

BILAN FINANCIER DE L'ANNEE 1952

(Régime général des professions non agricoles.)

Pour dresser un bilan de la sécurité sociale, il est nécessaire d'examiner successivement les résultats financiers des trois législations: assurances sociales, accidents du travail et prestations familiales. En effet, le champ d'application de ces législations ne coïncide pas exactement, et chacune d'elles comporte un financement différent.

Par ailleurs, les dépenses effectuées au titre de l'action sanitaire et sociale sont très souvent communes aux assurances sociales et aux accidents du travail, dans certains cas même aux trois législations. Par suite, elles doivent faire l'objet d'un chapitre distinct.

Enfin, il convient d'indiquer le patrimoine des organismes de sécurité sociale en fin d'exercice et de compléter les résultats relatifs à l'ensemble des caisses par des renseignements statistiques régionaux.

Le présent compte rendu peut donc se diviser en six chapitres intitulés:

I. — Assurances sociales.
II. — Accidents du travail.
III. — Prestations familiales.
IV. — Action sanitaire et sociale et contrôle médical.
V. — Patrimoine des organismes.
VI. — Principaux résultats par région de sécurité sociale.

I. — ASSURANCES SOCIALES

Le régime général des assurances sociales couvre les risques maladie, longue maladie, invalidité, vieillesse et décès, ainsi que les charges de la maternité. Il s'étend à tous les travailleurs salariés ou assimilés des professions non agricoles.

Une fraction importante des travailleurs salariés relève de régimes spéciaux comportant une autonomie financière et des règles de fonctionnement propres. C'est le cas du personnel de la Société nationale des chemins de fer français, des ouvriers mineurs, des inscrits maritimes, des agents des chemins de fer secondaires, des clercs de notaire, du personnel de la Banque de France, du Crédit foncier, de la Banque d'Algérie, des théâtres nationaux.

Les agents d'Electricité et de Gaz de France, les fonctionnaires titulaires et les ouvriers de l'Etat, sont affiliés au régime général seulement pour les prestations en nature des assurances maladie, longue maladie et maternité. Ils bénéficient, par ailleurs, de régimes spéciaux pour la vieillesse et les diverses prestations en espèces.

Le bénéfice des prestations en nature des assurances maladie, longue maladie, maternité a été étendu également:

1° Aux étudiants, par la loi du 23 septembre 1948, à compter du 1er janvier 1949;

2° Aux militaires de carrière, en activité ou retraités, par la loi du 12 avril 1949, à compter du 1er juin 1949;

3° Aux grands invalides de guerre, veuves de guerre, veuves des grands invalides de guerre et orphelins de guerre, par la loi du 29 juillet 1950, à compter du 1er novembre 1950.

Le service des prestations du régime des étudiants et du régime des grands invalides, veuves et orphelins de guerre est assuré par les caisses du régime général, mais ces prestations donnent lieu à une comptabilité distincte. Le recouvrement des cotisations et le service des prestations du régime des militaires ont été confiés à une caisse militaire de sécurité sociale jouissant de l'autonomie financière.

Le nombre des assurés cotisant aux caisses du régime général pour le service des prestations ci-dessus indiquées peut être évalué comme suit pour l'année 1952:

Régime général proprement dit	8.400.000
Régimes divers y rattachés (agents d'Electricité et de Gaz de France, agents des collectivités locales, autres assurés partiels, assurés volontaires)	300.000
Total	8.700.000
Régime des fonctionnaires et ouvriers d'Etat	760.000
Régime des étudiants	90.000
Régime des grands invalides, veuves et orphelins de guerre (estimation provisoire)	120.000
Total général	9.670.000

Il est précisé que ces nombres ne comprennent pas les assurés retraités, cotisant ou non, bénéficiaires des prestations de l'assurance maladie.

Les résultats relevés dans ce compte rendu ne concernent que le régime général des professions non agricoles, les salariés qui lui sont rattachés pour une partie des risques, les assurés volontaires, les fonctionnaires civils, les étudiants et les grands invalides, veuves et orphelins de guerre.

A. — RECETTES

Le montant des cotisations encaissées au cours de l'année 1952 au titre des assurances sociales est indiqué ci-après (en millions de francs). Les chiffres donnés tiennent compte des cotisations identifiées postérieurement à l'encaissement, des annulations et des remboursements.

	RÉGIME général.	RÉGIMES divers.	RÉGIME des fonctionnaires.	RÉGIME des étudiants.
Janvier 1952.....	33.147	485	1.261	18,2
Février	28.586	402	625	10,7
Mars	26.927	416	541	15,7
1er trimestre 1952...	88.660	1.303	2.427	44,6
Avril	31.056	504	1.979	0,4
Mai	29.454	453	579	1,4
Juin	28.178	441	204	1
2e trimestre 1952....	88.688	1.398	2.762	2,8
Juillet	33.900	578	793	0,8
Août	28.457	536	166	1,7
Septembre	29.492	453	598	0,9
3e trimestre 1952....	91.849	1.567	1.557	3,4
Octobre	35.743	563	1.137	1,1
Novembre	31.485	486	494	7,2
Décembre	29.220	560	3.457	13,7
4e trimestre 1952....	96.448	1.609	5.088	22
Année 1952.....	365.645	5.877	11.834	72,8

Les cotisations du régime général représentent 16 p. 100 des salaires assujettis; 10 p. 100 étant à la charge de l'employeur et 6 p. 100 à la charge de l'assuré. Ce dernier taux est abaissé à 2 p. 100 pour les travailleurs salariés âgés de plus de soixante-cinq ans.

Pour les salariés des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, la cotisation est égale à 17 p. 100, dont 7 p. 100 à la charge de l'assuré et 10 p. 100 à la charge de l'employeur.

Les cotisations versées pour les fonctionnaires en activité étaient égales, du 1er janvier au 30 novembre 1951, à 3,50 p. 100 des traitements assujettis, ce taux étant ramené à 2 p. 100 pour les retraités. Elles ont été portées, par le décret du 19 novembre 1951, respectivement à 5 et 2,50 p. 100, à compter du 1er décembre 1951. Ces cotisations sont supportées moitié par les assujettis et moitié par l'Etat employeur.

En application du décret du 26 janvier 1951, la cotisation de sécurité sociale à la charge des fonctionnaires retraités est précomptée, depuis le 1er janvier 1951, sur les arrérages des pensions servies aux intéressés et le produit de cette cotisation et de la cotisation à la charge de l'Etat est ordonnancé en fin de trimestre par le ministre des finances et des affaires économiques, au profit de la caisse nationale de sécurité sociale.

Depuis le 1er janvier 1952, la cotisation des fonctionnaires en activité est également versée directement à la caisse nationale, en application du décret du 16 juin 1952. Un décret du 30 décembre 1952 a étendu ces dispositions aux cotisations des ouvriers de l'Etat, à compter du 1er janvier 1953. Les sommes relevées dans la statistique des encaissements concernent les cotisations versées aux caisses primaires (4.406 millions) et à la caisse nationale (5.895 millions pour les fonctionnaires en activité et 1.533 millions pour les retraités).

Les encaissements des régimes divers comprennent les versements effectués au titre des agents d'Electricité et de Gaz de France (4,50 p. 100 des émoluments assujettis, depuis le 1er juillet 1951) des agents des collectivités locales ne relevant pas d'un régime spécial en matière d'assurance maladie, des autres assurés partiels et des assurés volontaires. Ils comprennent également des reliquats de versements rétroactifs de cotisations d'assurance vieillesse pour les agents des cadres.

Le plafond annuel des salaires soumis à cotisation avait été fixé à 408.000 F par la loi du 26 septembre 1951, à compter du 1er octobre 1951. Il a été relevé à 456.000 F à partir du 1er avril 1952, par la loi du 14 avril 1952.

La cotisation annuelle des étudiants a été fixée à 1.000 F pour les années 1952 et 1953. Par ailleurs, l'Etat a versé à la caisse nationale une contribution au régime des étudiants s'élevant à 682 millions, soit 112 millions au titre de l'exercice 1951 et 570 millions au titre de l'exercice 1952. Le crédit inscrit au budget du ministère de l'éducation nationale s'élève à 686.956.000 F pour l'exercice 1953.

Le financement du régime des grands invalides, veuves et orphelins de guerre doit être assuré par une cotisation due par les bénéficiaires et prélevée sur leur pension et par une contribution de l'Etat. La caisse nationale de sécurité sociale n'a rien reçu à ce titre en 1952. Le ministère des finances lui a versé 617 millions en mars-avril 1953, ce qui porte à 667 millions le total des sommes reçues par elle depuis l'institution du régime.

Le produit de la majoration de 0,5 p. 1000 par jour de retard, s'est élevé en 1952, à 1.056 millions pour l'ensemble des cotisations d'assurances sociales et d'accidents du travail non versées dans les délais légaux. Ce produit, qui n'est pas compris dans la statistique des encaissements, a été affecté en totalité, du 1er janvier 1951 au 30 juin 1952, au compte d'action sanitaire et sociale des caisses primaires. Un arrêté du 16 juillet 1952 lui a donné, à compter du 1er juillet 1952, la même affectation que celle des cotisations proprement dites.

B. — DEPENSES

Parmi les dépenses d'assurances sociales effectuées en 1952 il y a lieu de distinguer:

1° Les prestations légales;
2° L'action sanitaire et sociale et le contrôle médical;
3° La gestion administrative;
4° Les dépenses diverses.

1° Prestations légales

a) *Maladie et longue maladie.*

Les dépenses de l'assurance maladie représentent à la fois le coût des indemnités journalières versées aux travailleurs pendant la durée où ils sont privés de leur salaire par suite de leur incapacité de travail, et le montant du remboursement des frais médicaux et chirurgicaux, des soins dentaires, des frais pharmaceutiques et des dépenses d'hospitalisation entraînés par la maladie, soit de l'assuré lui-même, soit des membres de sa famille.

Le maximum des indemnités journalières qui était de 565 F depuis le 1er octobre 1951 (755 F pour les assurés bénéficiant des indemnités égales aux deux tiers du salaire de base) a été porté à 635 F, à compter du 1er avril 1952 (845 F pour l'indemnité journalière majorée).

Le maximum de l'allocation mensuelle versée en cas de longue maladie qui était de 17.000 F depuis le 1er octobre 1951 (allocation majorée: 22.665 F) a été relevé à 19.000 F à compter du 1er avril 1952 (allocation majorée: 25.335 F).

Le nombre des bénéficiaires de l'assurance longue-maladie est indiqué ci-après, au dernier jour de chaque trimestre. Il concerne l'ensemble des bénéficiaires (assurés et ayants droit) des différents régimes gérés par les caisses du régime général.

31 décembre 1951	424.315
31 mars 1952	432.836
30 juin 1952	445.227
30 septembre 1952	455.334
31 décembre 1952	458.280

Les caisses primaires de sécurité sociale ont versé, au total, en 1952, 156.363 millions au titre de l'assurance maladie, et 39.449 millions au titre de l'assurance longue-maladie. La ventilation des dépenses, par catégorie de prestations et par mois, est relevée, pour les différents régimes, dans les tableaux A 1 à A 8. Le tableau A 9 récapitule les résultats des tableaux A 1 à A 8 et donne, pour l'année, une ventilation plus détaillée des prestations servies aux fonctionnaires, aux étudiants et aux grands invalides, veuves et orphelins de guerre.

Il est précisé que les prestations servies aux bénéficiaires des régimes divers autres que les fonctionnaires, les étudiants et les grands invalides, veuves et orphelins de guerre, sont comprises dans les dépenses du régime général.

Le nombre d'indemnités journalières servies, en 1952, au titre de l'assurance maladie est indiqué ci-après:

Janvier	6.809.934	Juillet	6.484.557
Février	7.072.063	Août	5.628.426
Mars	7.494.983	Septembre	6.008.551
1er trimestre	21.376.980	3e trimestre	18.121.534
Avril	7.259.773	Octobre	6.377.951
Mai	6.723.985	Novembre	5.526.926
Juin	6.131.161	Décembre	6.386.817
2e trimestre	20.114.919	4e trimestre	18.291.694
		Année 1952	77.905.127

A 1. — **PRESTATIONS DE L'ASSURANCE MALADIE. — REGIME GENERAL**

(En millions de francs.)

	FRAIS médicaux (1).	FRAIS chirurgicaux.	FRAIS pharmaceutiques (1).	SOINS dentaires.	HOSPITALISATION et A. M. G. (1).	DIVERS	INDEMNITES journalières.	TOTAL (2).
Année 1951.....	15.570	7.126	26.049	8.661	34.378	244	22.925	114.953
Moyenne mensuelle.....	1.298	594	2.170	722	2.865	20	1.910	9.579
Année 1952:								
Janvier.....	1.486	625	2.736	802	2.808	22	2.304	10.783
Février.....	1.516	661	2.868	850	3.075	30	2.427	11.427
Mars.....	1.625	706	3.143	930	3.648	11	2.603	12.666
1er trimestre.....	4.627	1.992	8.747	2.582	9.531	63	7.334	34.876
Avril.....	1.630	736	3.120	952	3.261	17	2.541	12.197
Mai.....	1.558	778	3.001	948	3.466	13	2.341	12.105
Juin.....	1.472	760	2.794	946	3.847	16	2.166	12.001
2e trimestre.....	4.660	2.274	8.915	2.846	10.514	46	7.048	36.303
Juillet.....	1.542	779	2.867	1.076	3.951	17	2.290	12.522
Août.....	1.278	580	2.273	744	3.155	19	1.985	10.034
Septembre.....	1.286	645	2.447	676	3.939	16	2.141	11.150
3e trimestre.....	4.106	2.004	7.587	2.496	11.045	52	6.416	33.706
Octobre.....	1.510	854	2.872	894	4.315	51	2.305	12.781
Novembre.....	1.329	688	2.540	786	4.309	57	2.018	11.717
Décembre.....	1.546	786	2.957	976	4.228	10	2.371	12.874
4e trimestre.....	4.385	2.328	8.349	2.666	12.852	98	6.694	37.372
Année 1952.....	17.778	8.598	33.598	10.590	43.942	259	27.492	142.257
Moyenne mensuelle.....	1.481	717	2.800	882	3.662	22	2.291	11.855

(1) Voir au tableau A 2 la ventilation de ces prestations.
(2) Voir au tableau A 5 la ventilation des prestations en nature entre les bénéficiaires.

A 2. — **ASSURANCE MALADIE. — REGIME GENERAL. — VENTILATION DES FRAIS MEDICAUX, PHARMACEUTIQUES ET D'HOSPITALISATION**
(En millions de francs.)

	FRAIS MÉDICAUX					FRAIS pharmaceutiques.		FRAIS D HOSPITALISATION				
	Consultations.	Visites.	Pratique médicale courante.	Soins d'auxiliaires	Frais de déplacement	Pharmacie.	Lunettes et orthopédie.	Hospitalisation.	Honoraires médicaux dans les hôpitaux publics.	Cures thermales.	Remboursements à l'A. M. G. non ventilés.	Rééducation professionnelle des invalides
Année 1951...	5.925	4.758	2.076	1.751	1.060	23.954	2.095	30.573	2.343	898	564	»
Moyenne mensuelle	494	397	173	146	88	1.996	174	2.548	195	75	47	»
Année 1952:												
Janvier	517	491	216	170	92	2.548	188	2.572	188	12	32	4
Février	531	507	202	176	100	2.674	194	2.747	243	3	77	5
Mars	582	522	223	193	105	2.932	211	3.331	249	7	56	5
1er trimestre....	1.630	1.520	641	539	297	8.154	593	8.650	680	22	165	14
Avril	589	498	244	194	105	2.912	208	2.923	214	5	56	3
Mai	582	446	232	197	101	2.795	206	3.147	234	25	56	4
Juin	560	402	235	181	94	2.595	199	3.379	248	146	69	5
2e trimestre.....	1.731	1.346	711	572	300	8.302	613	9.449	696	176	181	12
Juillet	572	402	274	191	103	2.663	204	3.386	282	217	59	7
Août	524	324	192	143	95	2.112	161	2.696	192	225	40	2
Septembre.....	495	347	198	141	105	2.264	183	3.363	261	251	57	7
3e trimestre.....	1.591	1.073	664	475	303	7.039	548	9.445	735	693	156	16
Octobre .....,	611	397	221	179	102	2.633	239	3.894	258	87	70	6
Novembre	498	368	221	160	82	2.326	194	3.911	284	42	64	8
Décembre	552	476	234	188	96	2.745	212	3.634	267	40	82	5
4e trimestre.....	1.661	1.241	676	527	280	7.704	645	11.639	809	169	216	19
Année 1952....	6.613	5.180	2.692	2.113	1.180	31.199	2.399	39.183	2.920	1.060	718	61
Moyenne mensuelle	551	432	224	176	98	2.600	200	3.265	243	88	60	5

A 3. — **PRESTATIONS DE L'ASSURANCE LONGUE MALADIE. — REGIME GENERAL**

(En millions de francs.)

	FRAIS médicaux (1).	FRAIS chirurgicaux.	FRAIS pharmaceutiques (1).	SOINS dentaires.	HOSPITALISATION et A. M. G. (1).	ALLOCATIONS mensuelles.	TOTAL (2)
Année 1951	1.388	1.005	2.443	16	14.218	8.540	(3) 27.610 (4) 27.621
Moyenne mensuelle	116	84	204	1	1.185	711	(3) 2.300 (4) 2.302
Année 1952 :							
Janvier	136	97	257	1	1.319	891	2.701
Février	136	97	260	2	1.717	878	3.090
Mars	152	101	277	2	1.609	911	3.052
1er trimestre	424	295	794	5	4.645	2.680	8.843
Avril	150	104	285	2	1.445	924	2.910
Mai	145	101	274	2	1.804	913	3.239
Juin	138	97	257	2	1.744	869	3.107
2e trimestre	433	302	816	6	4.993	2.706	9.256
Juillet	148	101	268	2	1.693	945	3.157
Août	119	83	226	1	1.398	896	2.723
Septembre	131	94	255	2	1.656	1.024	3.162
3e trimestre	398	278	749	5	4.747	2.865	9.042
Octobre	150	114	295	2	1.831	1.086	3.478
Novembre	137	101	262	2	1.859	924	3.285
Décembre	159	121	298	2	1.962	1.095	3.637
4e trimestre	446	336	855	6	5.652	3.105	10.400
Année 1952	1.701	1.211	3.214	22	20.037	11.356	37.541
Moyenne mensuelle	141	101	268	2	1.670	946	3.128

(1) Voir au tableau A 4 la ventilation de ces prestations.
(2) Voir au tableau A 5 la ventilation des prestations en nature entre les bénéficiaires.
(3) Non compris les dépenses diverses.
(4) Y compris les dépenses diverses.

A 4 — **ASSURANCE LONGUE MALADIE. — REGIME GENERAL. — VENTILATION DES FRAIS MEDICAUX, PHARMACEUTIQUES ET D'HOSPITALISATION**

(En millions de francs.)

	FRAIS MEDICAUX					FRAIS pharmaceutiques.		FRAIS D'HOSPITALISATION				
	Consultations	Visites.	Pratique médicale courante.	Soins d'auxiliaires	Frais de déplacement	Pharmacie.	Lunettes et orthopédie.	Hospitalisation.	Honoraires médicaux dans les hôpitaux publics	Cures thermales.	Remboursements à l'A. M. G. non ventilés.	Rééducation professionnelle
Année 1951...	437	241	292	262	156	2.350	93	13.499	362	205	152	»
Moyenne mensuelle	37	20	24	22	13	196	8	1.125	30	17	13	
Année 1952:												
Janvier	42	24	30	28	12	248	9	1.275	30	3	6	5
Février	40	24	28	29	15	251	9	1.650	49	1	12	5
Mars	44	25	35	32	16	268	9	1.545	48	2	8	6
1er trimestre....	126	73	93	89	43	767	27	4.470	127	6	26	16
Avril	44	25	33	31	17	275	10	1.391	38	2	9	5
Mai	44	24	31	30	16	264	10	1.727	51	8	12	6
Juin	42	21	30	29	16	248	9	1.636	42	46	12	6
2e trimestre.....	130	70	94	90	49	787	29	4.754	131	58	33	17
Juillet	44	23	34	30	17	257	11	1.577	44	52	15	5
Août	38	19	25	23	14	219	7	1.306	32	47	11	2
Septembre.....	41	21	28	24	17	245	10	1.555	43	46	8	4
3e trimestre.....	123	63	87	77	48	721	28	4.438	119	145	34	11
Octobre .....,	49	24	30	29	18	264	10	1.750	44	18	13	6
Novembre	42	22	31	27	15	252	10	1.791	47	7	7	7
Décembre	49	26	34	33	17	288	11	1.885	50	10	11	6
4e trimestre.....	140	72	95	89	50	824	31	5.426	141	35	31	19
Année 1952....	519	278	369	345	190	3.099	115	19.088	518	244	124	63
Moyenne mensuelle	43	23	31	28	16	258	10	1.591	44	20	10	5

A 5. — **REPARTITION, PAR CATEGORIES DE BENEFICIAIRES, DES PRESTATIONS EN NATURE DES ASSURANCES MALADIE ET LONGUE MALADIE. — REGIME GENERAL**

(En millions de francs.)

	ASSURANCE MALADIE							ASSURANCE LONGUE MALADIE				
	Assurés.	Conjoints.	Enfants.	Autres membres de la famille.	Invalides.	Pensionnés.	Total.	Assurés.	Conjoints.	Enfants.	Autres membres de la famille.	Total.
Année 1951.....	47.711	14.336	19.759	59	7.004	3.159	92.028	13.286	1.789	4.000	6	19.081
Moyenne mensuelle.....	3.976	1.194	1.647	5	584	263	7.669	1.108	149	333	»	1.590
Année 1952:												
Janvier	4.161	1.283	1.898	5	819	313	8.479	1.259	173	377	1	1.810
Février	4.429	1.355	1.966	5	888	357	9.000	1.522	211	478	1	2.212
Mars	5.095	1.519	2.142	4	902	401	10.063	1.495	203	442	1	2.141
1er trimestre.....	13.685	4.157	6.006	14	2.609	1.071	27.542	4.276	587	1.297	3	6.163
Avril	4.904	1.517	2.050	5	775	405	9.656	1.339	192	454	1	1.986
Mai	4.910	1.535	2.031	6	880	402	9.764	1.635	214	476	1	2.326
Juin	4.873	1.517	2.086	5	957	397	9.835	1.538	212	487	1	2.238
2e trimestre.....	14.687	4.569	6.167	16	2.612	1.204	29.255	4.512	618	1.417	3	6.550
Juillet	5.230	1.595	2.133	6	875	392	10.231	1.527	235	449	1	2.212
Août	4.086	1.243	1.649	4	723	345	8.050	1.259	183	384	1	1.827
Septembre	4.388	1.343	2.065	5	827	381	9.009	1.472	205	460	1	2.138
3e trimestre.....	13.704	4.181	5.847	15	2.425	1.118	27.290	4.258	623	1.293	3	6.177
Octobre	5.204	1.555	2.288	5	949	475	10.476	1.673	219	499	1	2.392
Novembre	4.830	1.411	2.073	6	958	421	9.699	1.625	215	520	1	2.361
Décembre	5.134	1.591	2.250	5	1.050	473	10.503	1.710	244	587	1	2.542
4e trimestre.....	15.168	4.557	6.611	16	2.957	1.369	30.678	5.008	678	1.606	3	7.295
Année 1952.....	57.244	17.464	24.632	61	10.603	4.762	114.765	18.054	2.506	5.613	12	26.185
Moyenne mensuelle.. ...	4.770	1.455	2.053	5	884	397	9.564	1.504	209	468	1	2.182

A 6. — **PRESTATIONS DES ASSURANCES MALADIE ET LONGUE MALADIE DU REGIME DES FONCTIONNAIRES**
(En millions de francs.)

	ASSURANCE MALADIE							ASSURANCE LONGUE MALADIE				
	Frais médicaux	Frais chirurgicaux	Frais pharmaceutiques.	Soins dentaires.	Hospitalisation et A. M. G.	Divers.	Total.	Frais médicaux	Frais chirurgicaux	Frais pharmaceutiques.	Hospitalisation et A. M. G.	Total
Année 1951.....	1.967	1.027	3.489	1.272	2.061	11	9.827	113	100	208	843	(1) 1.264 (2) 1.269
Moyenne mensuelle.....	164	86	290	106	172	1	819	9	8	18	70	(1) 105 (2) 106
Année 1952:												
Janvier	186	90	359	117	139	»	891	11	10	22	71	114
Février	203	99	401	126	190	1	1.020	12	10	22	103	147
Mars	217	105	438	131	183	»	1.074	12	11	24	94	141
1er trimestre.....	606	294	1.198	374	512	1	2.985	35	31	68	263	402
Avril	210	109	433	137	170	1	1.060	11	11	24	87	133
Mai	211	118	428	135	191	»	1.083	12	11	24	92	139
Juin	196	115	404	138	218	1	1.072	11	10	23	104	148
2e trimestre.....	617	342	1.265	410	579	2	3.215	34	32	71	283	420
Juillet	192	116	390	147	239	1	1.085	11	10	22	102	145
Août	153	86	301	108	245	1	894	10	9	18	79	116
Septembre	167	100	343	98	302	1	1.011	10	9	20	107	146
3e trimestre.....	512	302	1.034	353	786	3	2.990	31	28	60	288	407
Octobre	197	126	411	128	281	1	1.144	13	12	25	106	156
Novembre	177	104	370	119	220	»	990	11	10	22	103	146
Décembre	201	118	414	139	289	1	1.162	12	12	25	109	158
4e trimestre.....	575	348	1.195	386	790	2	3.296	36	34	72	318	460
Année 1952.....	2.310	1.286	4.692	1.523	2.667	8	12.486	136	125	271	1.157	1.689
Moyenne mensuelle.. ...	193	107	391	127	222	»	1.040	11	10	23	96	140

(1) Non compris 4 millions de soins dentaires et 1 million de divers.
(2) Y compris 4 millions de soins dentaires.

A 7. — **PRESTATIONS DU REGIME DES ETUDIANTS**

(En millions de francs.)

	ASSURANCE MALADIE						ASSURANCE longue maladie.	ASSURANCE maternité.	TOTAL des prestations servies aux étudiants.
	Frais médicaux.	Frais chirurgicaux.	Frais pharmaceutiques.	Soins dentaires	Hospitalisation et A. M. G.	Total			
Année 1951.....	43,0	38,7	85,9	58,7	84,2	310,5	165,3	23,5	499,3
Année 1952:									
Janvier	3,5	3,0	6,9	4,4	7,8	25,6	16,3	1,6	43,5
Février	4,0	3,5	8,4	5,1	6,1	27,1	14,7	2,2	44,0
Mars	4,4	3,3	8,9	5,6	7,9	30,1	15,2	2,3	47,6
1er trimestre.....	11,9	9,8	24,2	15,1	21,8	82,8	46,2	6,1	135,1
Avril	4,2	3,7	9,6	6,2	7,4	31,1	19,2	2,7	53
Mai	4,8	4,0	10,7	6,5	8,9	34,9	18,5	2,9	56,3
Juin	4,9	4,1	10,6	7,0	8,8	35,4	17,8	2,3	55,5
2e trimestre.....	13,9	11,8	30,9	19,7	25,1	101,4	55,5	7,9	164,8
Juillet	4,9	4,0	10,1	6,7	11,3	37,0	18,5	2,9	58,4
Août	2,5	2,3	5,5	3,6	8,3	22,2	15,3	1,5	39,0
Septembre	4,5	3,5	8,3	4,2	11,7	32,2	18,6	2,9	53,7
3e trimestre.....	11,9	9,8	23,9	14,5	31,3	91,4	52,4	7,3	151,1
Octobre	4,8	5,1	10,8	6,0	14,8	41,5	21,0	3,4	65,9
Novembre	3,9	3,8	8,8	5,7	10,9	33,1	16,5	2,6	52,2
Décembre	4,5	4,5	10,0	6,7	9,4	35,1	17,1	2,7	54,9
4e trimestre.....	13,2	13,4	29,6	18,4	35,1	109,7	54,6	8,7	173,0
Année 1952.....	50,9	44,8	108,6	67,7	113,3	385,3	208,7	30,0	624,0

A 8. — **PRESTATIONS DU REGIME DES GRANDS INVALIDES, VEUVES ET ORPHELINS DE GUERRE**

(En millions de francs.)

	ASSURANCE MALADIE						ASSURANCE longue maladie.	ASSURANCE maternité.	TOTAL des prestations servies aux grands invalides, veuves et orphelins de guerre.
	Frais médicaux.	Frais chirurgicaux.	Frais pharmaceutiques.	Soins dentaires.	Hospitalisation et A. M. G.	Total.			
Année 1951.....	74,3	44,1	133,4	42,1	49,3	343,2	0,4	2,7	346,3
Année 1952:									
Janvier	16,9	8,4	30,5	10,7	11,5	78	»	1,2	79,2
Février	18,6	9,1	34,5	10,9	16,9	90	0,2	1,4	91,6
Mars	20,6	9,5	38,9	11	16,6	96,6	0,3	1,2	98,1
1er trimestre.....	56,1	27	103,9	32,6	45	264,6	0,5	3,8	268,9
Avril	21,4	9,7	41,7	13,9	19,4	106,1	1,6	1,3	109
Mai	21,1	11,8	41,5	13,2	21,8	109.4	0,4	1,6	111,4
Juin	19,5	10,7	38,8	14	21,6	104,6	0,5	1,5	106,6
2e trimestre.....	62	32,2	122	41,1	62,8	320,1	2,5	4,4	327
Juillet	20,5	11,1	39,9	14,6	26,4	112,5	0,6	1,7	114,8
Août	18,2	9,1	35,6	11,1	22,3	96,3	0,6	1,6	98,5
Septembre	19	9,2	37,3	10,3	24,7	100,5	0,5	1,6	102,6
3e trimestre.....	57,7	29,4	112,8	36	73,4	309,3	1,7	4,9	315,9
Octobre	23	11,1	44,2	13,6	30,3	122,2	1,5	1,5	125,2
Novembre	18,9	9,5	37	10,8	27,1	103,3	2,3	1,6	107,2
Décembre	21,5	10,9	40,2	13	29,2	114,8	2,3	1,7	118,8
4e trimestre.....	63,4	31,5	121,4	37,4	86,6	340,3	6,1	4,8	351,2
Année 1952.....	239,2	120,1	460,1	147,1	267,8	1.234,3	10,8	17,9	1.263

A 9. — **RECAPITULATION DES PRESTATIONS SERVIES AU TITRE DES ASSURANCES MALADIE ET LONGUE MALADIE**

(En millions de francs.)

	RÉGIME GÉNÉRAL		RÉGIME des fonctionnaires.		RÉGIME des étudiants.		RÉGIME des grands invalides de guerre.		TOTAL	
	Maladie.	Longue maladie.	Maladie.	Longue maladie.	Maladie	Longue maladie.	Maladie.	Longue maladie.	Maladie	Longue maladie.
Prestations en nature.										
Consultations	6.613	519	828	37	22,2	1,2	74,0	0,2	7.537	557
Visites	5.180	278	756	26	9,4	0,8	82,0	0,1	6.027	305
Pratique médicale courante	2.692	369	248	24	10,9	2,4	23,6	0,2	2.974	396
Soins d'auxiliaires	2.113	345	267	30	4,7	0,7	25,7	0,2	2.410	376
Frais de déplacement	1.180	190	211	20	3,7	1,1	33,9	0,2	1.429	211
Frais chirurgicaux	8.598	1.211	1.286	120	44,8	9,0	120,0	0,6	10.049	1.341
Soins et prothèse dentaires	10.590	22	1.523	5	67,7	0,2	147,2	»	12.328	27
Pharmacie	31.199	3.099	4.314	260	98,2	9,6	414,5	1,9	36.026	3.370
Lunettes et orthopédie	2.399	115	378	10	10,4	0,2	45,5	»	2.833	125
Frais d'hospitalisation	39.183	19.088	2.199	1.097	101,6	182,5	239,5	7,2	41.723	20.375
Honoraires médicaux et chirurgicaux dans les établissements publics	2.920	519	144	21	4,9	0,7	16,0	0,2	3.085	541
Frais de cure thermale	1.060	244	316	35	6,7	0,3	7,0	»	1.390	279
Remboursements à l'A. M. G. non ventilés	718	124	8	3	0,1	»	4,7	»	731	127
Rééducation professionnelle	61	62	»	»	»	»	»	»	61	62
Divers	259	»	8	1	»	»	0,7	»	268	1
Total des prestations en nature	114.765	26.185	12.486	1.689	385,3	208,7	1.234,3	10,8	128.871	28.093
Indemnités journalières (maladie)	27.492	»	»	»	»	»	»		27.492	»
Allocations mensuelles (longue maladie)	»	11.356	»	»	»	»	»			11.356
Total général des prestations	142.257	37.541	12.486	1.689	385,3	208,7	1.234,3	10,8	156.363	39.449
Répartition des prestations en nature par catégories de bénéficiaires.										
Assurés	57.243	18.054	5.391	1.072	366,3	205,9	946,8	5,3	63.747	19.337
Conjoints	17.464	2.506	2.153	244	9,6	0,8	166,4	1,5	19.793	2.752
Enfants	24.632	5.613	2.794	372	9,4	2,0	121,1	4,0	27.557	5.991
Autres membres de la famille (1)	61	12	12	1	»	»	»	»	73	13
Invalides et leurs ayants droit	10.603	»	265	»	»	»	»	»	10.868	»
Pensionnés et leurs ayants droit	4.762	»	1.871	»	»	»	»	»	6.633	»
Total	114.765	26.185	12.486	1.689	385,3	208,7	1.234,3	10,8	128.871	28.093

(1) Bénéficiaires de l'article 23 (3°) de l'ordonnance du 19 octobre 1945.

b) *Maternité.*

Les dépenses de l'assurance maternité comportent:

1° La couverture des frais de soins de toute nature se rapportant à la période de grossesse, à l'accouchement et à ses suites;

2° Le montant d'une indemnité journalière versée à la femme assurée sociale, pendant la période des couches (en principe 14 semaines) et correspondant à la moitié ou aux deux tiers du salaire perçu par l'intéressée. Le maximum de cette indemnité varie dans les mêmes conditions que celui de l'assurance maladie;

3° Des primes d'allaitement et des bons de lait dont les taux n'ont pas varié depuis le 1er octobre 1947.

En 1952, 445.988 naissances ont donné lieu au versement des prestations de l'assurance maternité (régime général: 414.691, régime des fonctionnaires: 29.647, régime des étudiants: 869, régime des grands invalides, veuves et orphelins de guerre: 781). Les prestations ont représenté au total 15.031 millions. Les tableaux B1, B2, B3 donnent la ventilation de ces dépenses pour le régime général et celui des fonctionnaires. Les prestations servies aux étudiants figurent dans le tableau A7 et les prestations aux grands invalides, veuves et orphelins de guerre dans le tableau A8. On peut récapituler comme suit les dépenses de l'assurance maternité des quatre régimes (en millions de francs).

	RÉGIME GÉNÉRAL	RÉGIME des fonctionnaires.	RÉGIME des étudiants.	RÉGIME des grands invalides de guerre.	TOTAL
Frais médicaux autres que ceux relatifs à l'accouchement proprement dit	1.037	76	3,2	1,9	1.118
Frais pharmaceutiques et d'appareils	569	47	2,0	1,0	619
Frais d'hospitalisation	4.627	308	13,4	6,1	4.954
Frais médicaux d'accouchement	2.302	196	7,1	5,4	2.510
Primes d'allaitement servies aux assurées	390	31	1,4	0,3	424
Primes d'allaitement servies aux conjointes	885	65	1,6	2,1	953
Bons de lait servis aux assurées	202	16	0,4	0,1	219
Bons de lait servis aux conjointes	370	30	0,6	0,9	402
Primes diverses	108	8	0,3	0,1	116
Total des prestations en nature	10.490	777	30,0	17,9	11.315
Indemnités journalières	3.716	»	»	»	3.716
Total général	14.206	777	30,0	17,9	15.031

Le nombre d'indemnités journalières servies au titre de l'assurance maternité, le nombre de naissances ayant donné lieu à indemnisation et le nombre de déclarations de grossesse enregistrées par les caisses primaires au cours de l'année 1952 sont indiqués ci-après, en ce qui concerne le régime général (fonctionnaires, étudiants et grands invalides, veuves et orphelins de guerre exclus).

	NOMBRE d'indemnités journalières.	NOMBRE DE NAISSANCES			DÉCLARATIONS DE GROSSESSE		
		Mères assurées	Mères non assurées.	Total.	Assurées.	Non assurées.	Total.
Année 1951	11.625.791	145.392	252.017	397.409	154.618	290.971	445.589
Année 1952:							
Janvier	942.633	10.819	21.177	31.996	14.540	28.249	42.789
Février	901.782	10.366	21.589	31.955	12.991	24.893	37.884
Mars	946.523	11.965	22.507	34.472	13.068	25.943	39.011
1er trimestre	2.790.938	33.150	65.273	98.423	40.599	79.085	119.684
Avril	998.999	12.488	23.256	35.744	11.812	23.236	35.048
Mai	1.018.808	12.109	23.658	35.767	12.117	24.888	37.005
Juin	951.687	12.806	23.287	36.093	11.365	22.014	33.379
2e trimestre	2.969.494	37.403	70.201	107.604	35.294	70.138	105.432
Juillet	1.007.044	12.444	22.288	34.732	12.859	24.331	37.190
Août	925.258	11.059	20.934	31.993	11.634	22.555	34.189
Septembre	1.018.612	12.090	22.915	35.005	14.255	26.631	40.886
3e trimestre	2.950.914	35.593	66.137	101.730	38.748	73.517	112.265
Octobre	1.039.643	12.702	24.455	37.157	15.225	28.305	43.530
Novembre	837.911	11.371	21.403	32.774	12.947	23.657	36.604
Décembre	934.837	13.002	24.001	37.003	13.804	25.540	39.344
4e trimestre	2.812.391	37.075	69.859	106.934	41.976	77.502	119.478
Année 1952	11.523.737	143.221	271.470	414.691	156.617	300.242	456.859

B. 1. — **PRESTATIONS DES ASSURANCES MATERNITE ET DECES. — REGIME GENERAL. — TOTAL DES PRESTATIONS DU REGIME GENERAL SERVIES PAR LES CAISSES PRIMAIRES DE SECURITE SOCIALE**

(En millions de francs.)

	MATERNITÉ				DÉCÈS	TOTAL des prestations du régime général (2).
	Prestations en nature (1)	Primes d'allaitement et bons de lait (1).	Indemnités journalières	Total.		
Année 1951	6.994	1 981	3.044	12.019	2.499	(3) 157.081 (4) 157.092
Moyenne mensuelle	583	165	254	1.002	208	(3) 13.090 (4) 13.091
Année 1952:						
Janvier	577	162	289	1.028	253	14.765
Février	605	153	284	1.042	267	15.826
Mars	695	158	299	1.152	293	17.163
1er trimestre	1.877	473	872	3.222	813	47.754
Avril	704	154	319	1.177	280	16.564
Mai	731	163	327	1.221	276	16.841
Juin	751	156	312	1.219	246	16.573
2e trimestre	2.186	473	958	3.617	802	49.978
Juillet	734	161	330	1.225	263	17.167
Août	631	143	299	1.073	242	14.072
Septembre	722	182	332	1.236	266	15.814
3e trimestre	2.087	486	961	3.534	771	47.053
Octobre	780	195	339	1.314	298	17.871
Novembre	752	154	278	1.184	250	16.436
Décembre	854	173	308	1.335	287	18.133
4e trimestre	2.386	522	925	3.833	835	52.440
Année 1952	8.536	1.954	3.716	14.206	3 221	197.225
Moyenne mensuelle	711	163	310	1.184	268	16.435

(1) Voir au tableau B 2 la ventilation de ces prestations.
(2) Assurances maladie, longue maladie, maternité, décès.
(3) Non compris les dépenses diverses.
(4) Y compris les dépenses diverses.

B 2. — **ASSURANCE MATERNITE. — REGIME GENERAL. — VENTILATION DES PRESTATIONS EN NATURE**

(En millions de francs.)

	FRAIS médicaux (1).	FRAIS pharmaceutiques.	HOSPITALISATION	FRAIS d'accouchement.	PRIMES D'ALLAITEMENT		BONS DE LAIT		PRIMES diverses.	TOTAL
					aux assurées.	aux conjointes.	aux assurées.	aux conjointes.		
Année 1951.....	823	404	3.798	1.969	423	942	188	331	97	8.975
Moyenne mensuelle.....	69	34	316	164	35	78	16	28	8	748
Année 1952:										
Janvier	72	39	291	175	33	74	17	29	9	739
Février	87	46	300	172	31	69	16	29	8	758
Mars	77	43	389	186	31	73	16	30	8	853
1er trimestre.....	236	128	980	533	95	216	49	88	25	2.350
Avril	81	46	384	193	30	71	16	28	9	858
Mai	89	47	392	203	33	74	17	31	8	894
Juin	81	48	422	200	31	70	16	30	9	907
2e trimestre.....	251	141	1.198	596	94	215	49	89	26	2.659
Juillet	83	44	408	198	32	74	17	31	8	895
Août	75	44	328	184	29	65	14	27	8	774
Septembre	88	51	381	202	38	82	19	33	10	904
3e trimestre.....	246	139	1.117	584	99	221	50	91	26	2.573
Octobre	100	58	410	212	39	87	20	38	11	975
Novembre	92	48	433	179	30	68	16	30	10	906
Décembre	112	55	489	198	33	78	18	34	10	1.027
4e trimestre.....	304	161	1.332	589	102	233	54	102	31	2.908
Année 1952.....	1.037	569	4.627	2.302	390	885	202	370	108	10.490
Moyenne mensuelle.. ...	86	47	386	192	32	74	17	31	9	874

(1) Frais médicaux autres que ceux relatifs à l'accouchement proprement dit.

B 3. — **PRESTATIONS DE L'ASSURANCE MATERNITE. — REGIME DES FONCTIONNAIRES**

TOTAL DES PRESTATIONS SERVIES AUX FONCTIONNAIRES

(En millions de francs.)

	PRESTATIONS en nature.	PRIMES D'ALLAITEMENT et bons de lait.	TOTAL	TOTAL DES PRESTATIONS servies aux fonctionnaires (1).
Année 1951	499	150	649	(2) 11.735 (3) 11.743
Moyenne mensuelle	42	12	54	(2) 978 (3) 979
Année 1952:				
Janvier	39	12	51	1.056
Février	48	12	60	1.227
Mars	46	13	59	1.274
1er trimestre	133	37	170	3.557
Avril	49	11	60	1.253
Mai	56	12	68	1.290
Juin	60	12	72	1.292
2e trimestre	165	35	200	3.835
Juillet	51	12	63	1.293
Août	44	10	54	1.064
Septembre	57	14	71	1.228
3e trimestre	152	36	188	3.585
Octobre	63	16	79	1.379
Novembre	51	12	63	1.199
Décembre	64	13	77	1.397
4e trimestre	178	41	219	3.975
Année 1952	628	149	777	14.952
Moyenne mensuelle	52	13	65	1.246

(1) Assurance maladie, longue maladie, maternité.
(2) Non compris les dépenses diverses.
(3) Y compris les dépenses diverses.

c) *Invalidité.*

Les dépenses de l'assurance invalidité comprennent la charge des pensions d'invalidité servies aux assurés dont la capacité de travail est réduite des deux tiers par rapport à la normale

En application de l'arrêté du 2 octobre 1952, les pensions ont été revalorisées de 10 p. 100 à compter du 1er avril 1952. Le taux annuel minimum est fixé à 59.800 F depuis le 1er octobre 1951 (loi du 26 septembre 1951).

En 1952, les caisses régionales de sécurité sociale ont versé 13.626 millions de pensions d'invalidité. Par ailleurs, elles remboursent aux caisses primaires les dépenses effectuées au titre de la rééducation professionnelle des invalides (ces dépenses sont indiquées dans le tableau A2). Le montant et le nombre de pensions servies sont indiqués ci-après par trimestre :

	MONTANT des pensions servies (en millions).	NOMBRE DE PENSIONS AU DERNIER JOUR du trimestre.			
		Complètes	Suspendues.		Total
			En partie.	Totalement	
1er trimestre...	3.245	164.341	10.253	58.607	232.601
2e trimestre...	3.380	167.875	10.400	58.667	236.942
3e trimestre...	3.360	170.176	10.667	58.435	237 278
4e trimestre...	3.641	173.010	10.726	58.590	242.326
Total.....	13.626				

d) *Décès.*

L'assurance décès couvre la charge d'un capital versé aux ayants droit de tout assuré qui décède. Ce capital est égal à trois mois de salaire, dans les limites d'un minimum égal à 2.500 F et d'un maximum fixé à 102.000 F au 1er octobre 1951 et 114.000 F au 1er avril 1952.

La charge de l'assurance représente 3.221 millions en 1952. Les dépenses mensuelles sont relevées dans le tableau B 1. Le nombre de décès ayant donné lieu au versement du capital décès, qui s'est élevé au total à 50.701 pour l'année, est indiqué ci-après :

Janvier	4.141	Juillet	4.055
Février	4.311	Août	3.765
Mars	4.685	Septembre	4.191
1er trimestre	13.137	3e trimestre	12.011
Avril	4.634	Octobre	4.476
Mai	4.407	Novembre	3.890
Juin	3.912	Décembre	4.234
2e trimestre	12.953	4e trimestre	12.600

e) *Vieillesse.*

La charge supportée par la caisse nationale de sécurité sociale comprend :

1° Les pensions de vieillesse versées aux assurés sociaux ou en cas de décès à leur conjoint survivant ;

2° L'allocation attribuée a tous les vieux travailleurs salariés qui, en raison de leur âge et de la date d'entrée en application des assurances sociales, ne réunissent pas les conditions exigées pour avoir droit à la pension.

Depuis le 1er octobre 1951, le montant annuel de cette allocation est fixé comme suit (loi du 26 septembre 1951) :

Allocation principale :

a) Ville de plus de 5.000 habitants.....	59.800 F.
b) Villes de moins de 5.000 habitants.....	56.400
Allocation complémentaire de résidence (Paris et communes assimilées de Seine et Seine-et-Oise).....	3.400

Majoration pour conjoint à charge :

a) Agé de moins de 65 ans.....	5.000
b) Agé de plus de 65 ans.....	29.900

Bonification pour enfants (10 p. 100 de l'allocation principale) :

a) Villes de plus de 5.000 habitants.....	5.980
b) Villes de moins de 5.000 habitants.....	5.640

En raison de la date d'application des assurances sociales (1er juillet 1930) aucun assuré ne se trouve actuellement dans les conditions pour pouvoir prétendre à une pension normale attribuée, en principe après trente ans de cotisation. Aussi jusqu'au 1er juillet 1948, le minimum des pensions vieillesse était-il porté, à soixante-cinq ans, au taux de l'allocation aux vieux travailleurs salariés des villes de plus de 5.000 habitants, augmenté de la rente acquise par les versements portés au compte de l'intéressé au 31 décembre 1940. La loi du 23 août 1948 a accordé, à compter du 1er juillet 1948, de nouveaux avantages aux pensionnés en revalorisant leur pension compte tenu de l'année d'entrée en jouissance.

Les pensions ainsi revalorisées ont été majorées de 17 p. 100 à compter du 1er janvier 1949, puis de 15 p. 100 au 1er avril 1949, 15 p. 100 au 1er janvier 1950, 16 p. 100 au 1er janvier 1951 et 10 p. 100 au 1er avril 1952 (arrêté du 2 octobre 1952).

Par ailleurs, la loi du 3 février 1950 a étendu, à partir du 1er janvier 1950, aux titulaires de pensions et rentes n'ayant pas atteint l'âge de soixante-cinq ans, le bénéfice de la revalorisation prévue par la loi du 23 août 1948.

La statistique des dépenses de l'assurance vieillesse et de l'allocation aux vieux travailleurs salariés a été établie à partir des états mensuels présentés à la caisse nationale de sécurité sociale en vue du remboursement des prestations payées. Le tableau C indique la ventilation de ces dépenses par trimestre et par catégorie de prestations.

C. — **DEPENSES EFFECTUEES AU TITRE DE L'ASSURANCE VIEILLESSE ET DE L'ALLOCATION AUX VIEUX TRAVAILLEURS SALARIES**

(En millions de francs.)

	ANNÉE 1951		ANNÉE 1952				
	Total.	Moyenne trimestrielle.	1er trimestre.	2e trimestre.	3e trimestre.	4e trimestre.	Total.
Pensions R. O. P., rentes, pensions et bonifications confondues	54	14	12	13	8	11	44
Pensions « Assurances sociales » et « Sécurité sociale »	10.449	2.612	3.051	3.216	3.138	3.518	12.923
Pensions revisées à 65 ans (assurés sociaux).....	53.070	13.268	15.804	15.866	15.704	16.111	63.485
Allocations aux vieux travailleurs salariés.....	52.634	13.158	14.674	14.571	14.202	14.104	57.551
Allocations aux mères de cinq enfants.....	4.846	1.211	1.516	1.538	1.535	1.493	6.082
Pensions de réversion.....	2.088	522	636	750	745	766	2.897
Secours viagers.....	2.627	657	853	876	881	877	3.478
Remboursements de cotisations.....	1.525	381	705	711	674	840	2.930
Divers	305	76	84	88	83	97	352
Total	127.598	31.899	37.335	37.620	36.970	37.817	149.742

Au total, ces dépenses ont représenté 149.742 millions en 1952. Mais il y aurait lieu de leur ajouter, d'une part, les remboursements au régime agricole et, d'autre part, la charge des allocations temporaires dont bénéficient les conjoints sans activité professionnelle des travailleurs salariés, qui doit incomber au régime général des professions non agricoles, en exécution de l'article 3 de la loi du 4 septembre 1947.

En 1952, la caisse nationale de sécurité sociale a effectué pour un montant de 2.594 millions de remboursements au régime agricole, la caisse centrale de secours mutuels agricoles procédant pour le compte de la caisse nationale, au payement d'allocations aux vieux travailleurs salariés de l'agriculture et de rentes acquises, au titre des retraites ouvrières et paysannes, par des assurés sociaux agricoles.

En fait, la caisse nationale n'a effectivement versé que 1.998 millions à la caisse centrale agricole, une somme de 596 millions ayant été imputée sur une créance du régime général.

La loi de finances du 14 avril 1952 a, par son article 17, transféré la charge de ces rentes et allocations à la caisse centrale de secours mutuels agricoles, à partir du 1er juillet 1952.

La charge à supporter par le régime général, au titre des conjoints de salariés, ne sera connue avec précision que lorsque sera achevé le rattachement des bénéficiaires de l'allocation temporaire à l'une des caisses instituées en application de la loi du 17 janvier 1948 et de la loi du 10 juillet 1952, ou à l'un des régimes de salariés. Toutefois, on peut indiquer que la caisse nationale de sécurité sociale a avancé les sommes nécessaires au payement, par les caisses régionales d'assurance vieillesse des travailleurs salariés, d'un certain nombre d'allocations temporaires.

Ces sommes se sont élevées à 3.643 millions en 1952. Le taux trimestriel de l'allocation temporaire est fixé à 7.050 F depuis le 1er octobre 1951 (loi du 26 septembre 1951).

La loi n° 52.799 du 10 juillet 1952 a supprimé l'allocation temporaire à compter du 1er juillet 1952 et institué une allocation spéciale pour les bénéficiaires de l'ancienne allocation temporaire ne pouvant être rattachés ni à une organisation autonome de non salariés, ni à un régime de salariés. Les dépenses entraînées par l'attribution de l'allocation spéciale dont le taux est égal à celui de l'ancienne allocation temporaire (28.200 F par an), sont à la charge d'un fonds spécial géré par la caisse des dépôts et consignations. Ce fonds spécial est alimenté par:

1° Une taxe spéciale de 10.000 F par an à la charge des personnes ne se trouvant pas dans l'impossibilité d'exercer une activité professionnelle, assujetties à la surtaxe progressive et ne cotisant à aucun régime d'assurance vieillesse;

2° Une contribution de tous les organismes chargés d'allouer des retraites, pensions, rentes ou allocations de vieillesse en application de dispositions législatives ou réglementaires.

Un arrêté du 23 mars 1953 a fixé le montant de la contribution provisionnelle à verser au fonds spécial par les collectivités et organismes. La contribution de la caisse nationale de sécurité sociale s'élève à 3.870 millions sur un total de 6.900 millions. Cette somme doit être versée en deux fractions égales, la première avant le 1er avril, la seconde avant le 1er juillet 1953. Un arrêté ultérieur fixera le montant et la date d'exigibilité du versement définitif.

2° Action sanitaire et sociale et contrôle médical

Comme il a été dit plus haut, il n'est pas possible de ventiler entre les trois législations les dépenses effectuées au titre de l'action sanitaire et sociale et du contrôle médical, et ces dépenses feront l'objet du chapitre IV du présent bilan.

Néanmoins, il est nécessaire d'indiquer au chapitre « Assurances sociales » les prélèvements effectués en application des arrêtés de ventilation.

Depuis le 1er janvier 1949, les caisses primaires et régionales doivent tenir un compte de contrôle médical distinct de l'action sanitaire et sociale proprement dite. Elles se voient attribuer, de ce fait, des ressources spéciales.

En 1952, 0,85 p. 100 des cotisations du régime général ont été affectées à l'action sanitaire et 0,30 p. 100 au contrôle médical. Des coefficients différents s'appliquent aux cotisations des régimes divers.

Les cotisations des fonctionnaires donnent lieu à un prélèvement au titre du contrôle médical. Le prélèvement de base est égal à 76 F par liquidation de dossier de prestations; il peut être l'objet de certains correctifs. En ce qui concerne le régime des étudiants, les caisses de sécurité sociale affectent, au contrôle médical, une somme de 100 F par an et par étudiant cotisant. Un prélèvement provisoirement égal par assuré est effectué pour le contrôle médical des grands invalides, veuves et orphelins de guerre.

L'action sanitaire et sociale des étudiants fait l'objet d'un prélèvement au profit du fonds d'action sanitaire et sociale géré par la caisse nationale de sécurité sociale. Ce prélèvement a été fixé à 10 millions pour chacun des exercices 1949 et 1950 et 15 millions pour l'exercice 1951 par les arrêtés des 4 octobre 1950 et 25 juin 1952.

Au total, les prélèvements de l'année peuvent être ainsi retenus:

Action sanitaire et sociale (régime général et régimes y rattachés)	3.266 millions.
Contrôle médical:	
Régime général et régimes y rattachés	3.449 millions.
Régime des fonctionnaires	280 —
Régime des étudiants	9 —
Régime des grands invalides, veuves et orphelins de guerre	12 —
Total	3.750 —

Portés en dépenses au chapitre « Assurances sociales », ces prélèvements sur cotisations sont relevés en recettes au chapitre « Action sanitaire et sociale et contrôle médical ».

3° Gestion administrative

Le prélèvement maximum que les caisses de sécurité sociale sont autorisées à effectuer sur leurs ressources, pour couvrir leurs dépenses administratives, est fixé chaque année par un arrêté pris après avis de la section permanente du conseil supérieur de la sécurité sociale.

Les dépenses administratives de l'année 1952 sont indiquées ci-après:

Caisses primaires de sécurité sociale	19.778 millions.
Union pour le recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales de la région parisienne	1.038 —
Caisses régionales de sécurité sociale	2.761 —
Caisses régionales d'assurance vieillesse des travailleurs salariés	4.920 —

Ces dépenses comprennent les frais de premier établissement amortis ou non au cours de l'année.

Pour établir le présent bilan, les dépenses des caisses primaires et des caisses régionales, communes aux assurances sociales et aux accidents du travail, ont été ventilées proportionnellement aux coefficients 4,5 et 1 en ce qui concerne les caisses primaires, et 2 et 3 en ce qui concerne les caisses régionales. Ces coefficients résultent du rapport des prélèvements effectués en 1951 sur les cotisations des deux législations. Les dépenses de l'union de la région parisienne ont été réparties entre la caisse primaire et la caisse d'allocations familiales au prorata des cotisations encaissées au titre de chaque législation. Cette répartition est la suivante: caisse primaire, 551 millions; caisse d'allocations familiales, 181 millions.

On obtient alors à la charge des assurances sociales:

Caisses primaires et union de la région parisienne	16.635 millions.
Caisses régionales	1.104 —
Caisses d'assurance vieillesse des travailleurs salariés	4.920 —

4° Dépenses diverses

Les dépenses relevées sous cette rubrique comprennent:

a) Les dépenses des services administratifs de la caisse nationale de sécurité sociale, les frais de fonctionnement de la direction générale et des directions régionales de la sécurité sociale qui doivent être remboursés à l'Etat par la caisse nationale de sécurité sociale, le forfait prévu au titre de la franchise postale;

b) Les frais entraînés par l'élection des conseils d'administration des caisses, les dépenses afférentes au contentieux;

c) Le remboursement au budget annexe des postes, télégraphes et téléphones des frais postaux afférents au payement des pensions, les frais de fonctionnement des commissions d'inaptitude au travail ou d'invalidité, le remboursement à l'institut national de la statistique des frais occasionnés par les opérations d'immatriculation.

Les dépenses visées à l'alinéa *a*) effectuées au titre de 1951 et 1952 et les dépenses de l'alinéa *b*) constatées en 1952 ont été réparties entre les trois fonds nationaux des assurances sociales, des prestations familiales et des accidents du travail proportionnellement aux coefficients 7,5 et 1. Ces coefficients ont été fixés, pour l'année 1951, par l'arrêté du 31 mars 1953. On les a retenus provisoirement pour 1952, l'arrêté fixant la ventilation pour cette année n'étant pas pris lors de l'établissement du présent bilan.

Les dépenses communes aux trois fonds effectuées en 1952 sont relevées ci-après (en millions de francs):

Services administratifs de la caisse nationale (exercice 1952)	173,1
Frais de fonctionnement des services de la direction générale et des directions régionales:	
Exercice 1951	352,6
Exercice 1952	1.193,5
Forfait postal:	
Exercice 1951	1.082,5
Exercice 1952	1.634,2
Frais d'élections	89,4
Frais de contentieux	61,7
Total	4.587,0

La ventilation de ces dépenses entre les trois fonds donne les résultats suivants:

Assurances sociales	2.469,9
Prestations familiales	1.764,2
Accidents du travail	352.9

Au total, les dépenses diverses supportées en 1952 par le fonds national des assurances sociales peuvent être ainsi récapitulées:

Participation aux dépenses communes	2.469,9
Frais de fonctionnement des commissions d'inaptitude et d'invalidité	25,3
Opérations d'immatriculation	1,6
Total	2.496,8

En ce qui concerne les dépenses de la direction générale et des directions régionales de la sécurité sociale, il faut noter que le total des remboursements de la caisse nationale à l'Etat s'est élevé à 1.367 millions au titre de l'exercice 1951, quelle que soit la date de ces remboursements. La recette prévue au budget de l'Etat pour 1952 est de 1.624 millions.

Les tableaux D 1 et D 2 constituent une récapitulation des opérations effectuées en 1952 au titre des assurances sociales. Ils contiennent également les résultats rectifiés de l'année 1951.

D 1. — **RECAPITULATION ASSURANCES SOCIALES**

(En millions de francs.)

	1951 (Résultats rectifiés).	1952 (Résultats provisoires).
Recettes.		
Cotisations du régime général	287.578	365.645
Cotisations des régimes divers	4.230	5.877
Cotisations des fonctionnaires	7.834	11.834
Cotisations des étudiants	51	73
Contribution de l'Etat au régime des étudiants	520	682
Contribution de l'Etat au régime des grands invalides, veuves et orphelins de guerre	50	»
Total	300.263	384.111
Dépenses.		
Maladie	125.434	156.363
Longue maladie	29.056	39.449
Maternité	12.694	15.031
Invalidité	11.703	13.626
Décès	2.499	3.221
Gestion administrative:		
Caisses primaires	14.336	16.635
Caisses régionales	978	1.104
Assurance vieillesse et allocation aux vieux travailleurs salariés	127.598	149.742
Gestion administrative des caisses vieillesse	4.417	4.920
Action sanitaire et sociale (crédits ouverts)	2.545	3.266
Contrôle médical (crédits ouverts)	2.745	3.750
Dépenses diverses	3.425	2.497
Total des dépenses	337.430	409.604
Remboursement à l'assurance vieillesse agricole	2.909	2.594
Allocation temporaire	3.272	3.643
Total	343.611	415.841

D 2. — **REPARTITION DES RECETTES ET DES DEPENSES DES ASSURANCES SOCIALES (TABLEAU D 1) ENTRE LES DIFFERENTS REGIMES**

	1951 (Résultats rectifiés).	1952 (Résultats provisoires).
Régime général.		
Recettes (cotisations du régime général et des régimes divers)	291.808	371.522
Dépenses:		
Maladie	114.953	142.257
Longue maladie	27.621	37.541
Maternité	12.019	14.206
Invalidité	11.703	13.626
Décès	2.499	3.221
Vieillesse	127.598	149.742
Gestion administrative	18.889	21.500
Action sanitaire et sociale	2.530	3.266
Contrôle médical	2.672	3.449
Dépenses diverses	3.425	2.497
Remboursement à l'assurance vieillesse agricole	2.909	2.594
Allocation temporaire	3.272	3.643
Total	330.090	397.542
Régime des fonctionnaires.		
Recettes (cotisations)	7.834	11.834
Dépenses:		
Maladie	9.827	12.486
Longue maladie	1.269	1.689
Maternité	649	777
Gestion administrative (1)	750	960
Contrôle médical (1)	64	280
Total	2.559	16.192
Régime des étudiants.		
Recettes (cotisations et contribution de l'Etat).	571	755
Dépenses:		
Maladie	310,5	385,3
Longue maladie	165,3	208,7
Maternité	23,5	30
Gestion administrative (1)	92	115
Action sanitaire et sociale	15	»
Contrôle médical (1)	9	9
Total	615,3	748
Régime des grands invalides, veuves et orphelins de guerre.		
Recettes	50	»
Dépenses:		
Maladie	343,2	1.234,3
Longue maladie	0,4	10,8
Maternité	2,7	17,9
Gestion administrative (1)	»	84
Contrôle médical (1)	»	12
Total	346,3	1.359

(1) Evaluation des prélèvements autorisés.

II. — ACCIDENTS DU TRAVAIL

Les organismes de sécurité sociale assument la couverture des accidents du travail et des maladies professionnelles depuis le 1er janvier 1947.

Le champ d'application de l'assurance des accidents du travail diffère quelque peu de celui des assurances sociales. En effet, un certain nombre de salariés appartenant, soit à des administrations de l'Etat ou des collectivités locales, soit à des entreprises d'intérêt public, ne relèvent pas, pour les accidents du travail, des organismes de sécurité sociale, alors qu'ils y sont rattachés au titre des assurances sociales.

A. — RECETTES

Les ressources de l'assurance des accidents du travail proviennent d'une cotisation incombant exclusivement aux employeurs et qui varie suivant les catégories professionnelles et suivant les entreprises.

Le taux moyen de la cotisation n'atteint pas 3 p. 100.

L'abattement appliqué aux cotisations qui était de 5 p. 100 depuis le 1er janvier 1950, a été supprimé à compter du 1er octobre 1952 par la loi n° 52-898 du 25 juillet 1952 majorant les indemnités dues au titre des législations sur les accidents du travail.

Les encaissements de l'année 1952 se sont élevés à 54.291 millions. Ils sont relevés ci-dessous par mois (en millions de francs).

Janvier	4.602	Juillet	4.918
Février	4.151	Août	4.478
Mars	3.669	Septembre	4.287
1er trimestre	12.422	3e trimestre	13.683
Avril	4.459	Octobre	5.252
Mai	4.682	Novembre	5.025
Juin	4.278	Décembre	4.490
2e trimestre	13.419	4e trimestre	14.767

Ces encaissements concernent les cotisations versées pour la couverture de la totalité des risques, les cotisations versées pour le personnel des entreprises autorisées à assurer elles-mêmes le service des prestations d'incapacité temporaire et les taxes dues à titre de participation à l'alimentation des fonds énumérés à l'article 83 de la loi du 30 octobre 1946 par les collectivités ou entreprises assumant directement la charge totale de la réparation des accidents du travail. Toutefois, ils ne comprennent pas un versement de 505 millions de francs au titre desdites taxes effectué directement à la caisse nationale de sécurité sociale par la caisse autonome nationale de la sécurité sociale dans les mines.

Le montant total des taxes affectées en 1952, à la caisse nationale qui supporte la charge des dépenses du fonds de majoration de rentes, s'est élevé à 1.181 millions, y compris le versement de 505 millions de la caisse des mines.

Les ristournes accordées aux employeurs en application de l'article 35 de l'ordonnance du 4 octobre 1945, au titre de la période 1947-1950, qui n'ont pas été déduites des encaissements des caisses primaires, ont représenté, en 1952, 647 millions. Si on les considère comme des remboursements de cotisations, elles viennent en déduction desdits encaissements.

Au total, les recettes de l'assurance des accidents du travail correspondant aux encaissements des caisses primaires et unions de recouvrement (54.291 millions) augmentés des taxes versées directement à la caisse nationale (505 millions) et déduction faite des ristournes (647 millions), représentent pour 1952: 54.149 millions. Par ailleurs, il convient d'ajouter à ces résultats, un reliquat du produit des taxes sur primes d'assurances « accidents du travail » versées à la caisse des dépôts et consignations, au titre d'exercices antérieurs à 1947, soit 36 millions.

B. — DEPENSES

1° Prestations légales

a) Les caisses primaires assument la charge de l'incapacité temporaire: frais médicaux, chirurgicaux, pharmaceutiques, d'hospitalisation et indemnités journalières; elles supportent également les frais funéraires en cas d'accident suivi de mort, la fourniture, la réparation et le renouvellement gratuits des appareils de prothèse et d'orthopédie, les dépenses relatives à la réadaptation fonctionnelle et la rééducation professionnelle des accidentés.

Elles ont enregistré, en 1952, 1.908.829 déclarations d'accidents. Elles en ont signalé aux caisses régionales 81.371 pouvant donner lieu à incapacité permanente. La statistique mensuelle du nombre d'accidents du travail enregistrés et du nombre d'indemnités journalières versées, est relevée ci-après:

	NOMBRE d'indemnités journalières.	NOMBRE d'accidents du travail.	NOMBRE d'accidents du trajet (1).	NOMBRE de maladies professionnelles déclarées.	NOMBRE D'ACCIDENTS pouvant donner lieu à incapacité permanente (2).
Année 1951	22.376.964	1.804.204	96.478	5.308	75.259
Janvier 1952	2.071.417	156.202	10.395	376	7.385
Février	1.979.622	153.806	10.227	382	7.126
Mars	1.979.879	157.256	8.174	530	7.217
1er trimestre 1952	6.030.918	467.264	28.796	1.288	21.728
Avril	1.985.689	159.488	8.313	473	7.527
Mai	1.902.259	163.411	9.157	516	7.099
Juin	1.859.004	164.066	9.210	466	6.689
2e trimestre 1952	5.746.952	486.965	26.680	1.455	21.317
Juillet	2.134.709	183.572	10.707	519	6.498
Août	1.916.680	126.385	7.582	445	5.947
Septembre	1.880.346	161.180	11.109	427	5.157
3e trimestre 1952	5.931.735	471.137	29.398	1.391	17.602
Octobre	2.060.691	173.561	10.975	515	8.104
Novembre	1.806.887	144.570	10.581	433	6.876
Décembre	2.082.124	165.332	12.312	500	5.746
4e trimestre 1952	5.949.702	483.463	33.868	1.448	20.726
Année 1952	23.659.307	1.908.829	118.742	5.582	81.371

(1) Compris dans le nombre d'accidents de la colonne précédente.
(2) Signalés au cours de la période considérée par la caisse primaire à la caisse régionale.

Au total, les caisses primaires ont supporté, en 1952, une charge globale de 22.820 millions, dont 14.228 millions au titre des indemnités journalières. La répartition de ces dépenses entre les catégories de prestations est donnée, par mois, dans le tableau E1.

E 1. — **PRESTATIONS D'INCAPACITE TEMPORAIRE**

(En millions de francs.)

	FRAIS médicaux.	FRAIS chirurgicaux.	FRAIS pharmaceutiques.	HOSPITALISATION	APPAREILS orthopédie, lunettes.	PROTHESE et soins dentaires.	FRAIS funéraires.	INDEMNITÉS journalières.	RÉADAPTATION fonctionnelle, rééducation.	DIVERS	TOTAL
Année 1951.....	2.194,9	645,8	1.275,4	2.303	83,1	20,8	26,8	10.833	66	48,8	17.497,6
Moyenne mensuelle...	182,9	53,8	106,3	191,9	6,9	1,7	2,2	902,8	5,5	4,1	1.458,1
Année 1952:											
Janvier	182,8	50,5	110,3	158,5	9,5	1,9	2,3	1.202,1	5,4	2,8	1.726,1
Février	238,2	56,7	146,3	213,4	10	2,1	2,8	1.146,1	10,6	7,7	1.833,9
Mars	231,3	55	142,3	302,7	11,9	2,2	2,9	1.164,2	5,6	4	1.922,1
1er trimestre 1952.	652,3	162,2	398,9	674,6	31,4	6,2	8	3.512,4	21,6	14,5	5.482,1
Avril	238,5	59,3	134,2	231,3	8,2	2,2	2,9	1.162,8	8,4	3,5	1.851,3
Mai	238,6	56,4	138	294,5	14,3	2	3,4	1.144	9,4	3,6	1.904,2
Juin	223,3	53,9	135,2	236,6	10,9	1,8	3,3	1.121,8	7,1	4,1	1.798
2e trimestre 1952...	700,4	169,6	407,4	762,4	33,4	6	9,6	3.428,6	24,9	11,2	5.553,5
Juillet	209,9	53,7	118,8	210,3	7,9	2	3,5	1.257,2	7,6	3,4	1.874,3
Août	191,5	51,4	118,3	215,7	10,5	1,5	3,9	1.164,9	7,5	3,8	1.769
Septembre	231,3	54,6	136,8	233,8	8,6	1,9	4,6	1.163,8	5,7	4,6	1.845,7
3e trimestre 1952..	632,7	159,7	373,9	659,8	27	5,4	12	3.585,9	20,8	11,8	5.489
Octobre	295,3	72,7	174,9	286,4	9,5	2	4,8	1.277,2	8,9	5,9	2.137,6
Novembre	252,7	66,4	155,1	285	15	1,9	4,4	1.126	6,5	4,5	1.919,5
Décembre	294,8	86,6	171,3	349	16	2,5	5,4	1.298,1	7,6	7	2.238,3
4e trimestre 1952..	842,8	225,7	501,3	920,4	40,5	6,4	14,6	3.701,3	25	17,4	6.295,4
Année 1952.....	2.828,2	717,2	1.681,5	3.017,2	132,3	24	44,2	14.228,2	92,3	54,9	22.820
Moyenne mensuelle...	235,7	59,8	140,1	251,4	11	2	3,7	1.185,7	7,7	4,5	1.901,6

b) Les caisses régionales versent les rentes d'incapacité permanente pour les accidents survenus depuis le 1er janvier 1947. En 1952, elles ont payé 6.940 millions d'arrérages.

De plus, elles sont chargées de promouvoir et coordonner dans la région la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles. Les dépenses effectuées à ce titre, les frais de participation aux services de soins d'urgence fonctionnant dans les entreprises (frais de fonctionnement des services médicaux excédant ceux du service médical du travail, fourniture de matériel de secours d'urgence) et diverses dépenses, se sont élevés à 1.035 millions.

Les dépenses des caisses régionales sont relevées ci-après par trimestre (en millions de francs):

	RENTES	AUTRES DEPENSES				TOTAL
		DÉPENSES de prévention.	PARTICIPATION aux services de soins d'urgence.	FRAIS d'expertise et de contentieux.	DIVERS	
1er trimestre...	1.420	97	136	18	7	1.678
2e trimestre...	1.540	98	114	19	3	1.774
3e trimestre...	1.775	93	126	20	6	2.020
4e trimestre...	2.205	127	118	31	22	2.503
Année 1952...	6.940	415	494	88	38	7.975

Le fonds national de prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles géré par la caisse nationale de sécurité sociale doit rembourser aux caisses régionales la plus grande partie des dépenses effectuées par ces organismes, au titre de la prévention. En 1952, le fonds national a effectivement remboursé 368 millions aux caisses régionales. Dans le tableau récapitulatif, on a déduit des dépenses des caisses régionales de 1952 les remboursements effectués par le fonds national de prévention au cours de cette année.

Le montant des arrérages de rentes payés accuse une progression très nette à chaque trimestre, mais il faut noter que les dépenses d'incapacité permanente n'atteindront leur maximum qu'après une quinzaine d'années de fonctionnement du nouveau régime.

Le nombre total d'arrérages de rentes servis par les caisses régionales, au 31 décembre de chaque année est indiqué ci-après:

	31 DÉCEMBRE 1947	31 DÉCEMBRE 1948	31 DÉCEMBRE 1949	31 DÉCEMBRE 1950	31 DÉCEMBRE 1951	31 DÉCEMBRE 1952
Ensemble des départements à l'exclusion du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle	10.253	48.886	110.405	169.641	230.689	296.68
Départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle.....	16.174	16.932	18.932	20.303	23.001	24.37

Les renseignements concernant les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle ont été isolés, la caisse régionale de Strasbourg gérant le risque accidents du travail depuis de longues années;

c) Des majorations destinées à mettre les rentes en harmonie avec le coût de la vie sont versées par le fonds de majoration des rentes géré par la caisse des dépôts et consignations:

1° Aux titulaires de rentes liquidées par les compagnies d'assurances pour les accidents survenus sur le territoire métropolitain avant le 1er janvier 1947;

2° Aux titulaires de rentes se rapportant aux accidents survenus en Algérie, où subsiste l'ancienne législation des accidents du travail.

Depuis 1951, le fonds de majoration discrimine les opérations afférentes à la métropole de celles concernant l'Algérie.

En ce qui concerne les accidents survenus dans les professions non agricoles, sur le territoire métropolitain, le fonds de majoration était alimenté jusqu'au 1er janvier 1947 par des taxes versées par les employeurs. Depuis cette date, c'est la caisse nationale de sécurité sociale qui en assure l'alimentation.

Le rajustement des rentes liquidées par les caisses régionales pour les accidents survenus depuis le 1er janvier 1947 incombe à ces organismes.

Le salaire annuel de rajustement des rentes correspondant à une incapacité de travail au moins égal à 10 p. 100 qui avait été fixé à 180.000 F à compter du 1er septembre 1948, par la loi du 2 août 1949, a été porté à 252.000 F au 1er juin 1952, par la loi du 25 juillet 1952 qui a, par ailleurs, relevé de 120.000 à 200.000 F l'allocation pour aide d'une tierce personne.

Les dépenses effectuées en 1952 par le fonds de majoration des rentes se sont élevées à 13.850 millions. La caisse nationale de sécurité sociale a effectivement versé à la caisse des dépôts et consignations, pour l'alimentation du fonds, 13.005 millions. Le nombre des bénéficiaires de majorations servies par la caisse des dépôts et consignations s'élevait à environ 378.000 au 31 décembre 1952.

Le fonds de solidarité assure la réparation des accidents du travail résultant de faits de guerre. Les dépenses de l'année 1952 représentent 35 millions.

2° Action sanitaire et sociale, contrôle médical fonds national de prévention

Des prélèvements sur les cotisations « accidents du travail » sont effectués au titre de l'action sanitaire et sociale, du contrôle médical et du fonds de prévention des accidents du travail géré par la caisse nationale de sécurité sociale.

Ces prélèvements sont indiqués ci-après pour l'année entière:

Action sanitaire et sociale: 3 p. 100 des cotisations proprement dites (taxes non comprises), soit..... 1.590 millions.
Contrôle médical: 2 p. 100 des cotisations, soit..... 1.060 —
Fonds de prévention: 1 p. 100 des cotisations, soit. 530 —

Les dépenses effectives du fonds de prévention ont été de 634 millions en 1952, y compris le remboursement indiqué plus haut de 368 millions aux caisses régionales.

3° Gestion administrative

Les dépenses administratives, ventilées comme il a été dit au chapitre « Assurances sociales », peuvent être ainsi retenues:

Caises primaires et union pour le recouvrement de la région parisienne ..... 3.697 millions.
Caisses régionales..... 1.657 —

4° Dépenses diverses

Les dépenses diverses à la charge du fonds national des accidents du travail comprennent:

a) Une fraction des dépenses administratives communes aux trois législations ..... 352,9 millions.
b) La charge du reclassement des agents des caisses ..... 74,9 —
c) Les frais de fonctionnement des commissions régionales d'invalidité en cas de contestation portant sur le taux d'incapacité de travail..... 1,7 —
d) Un reliquat de dépenses au titre de l'indemnisation des agents et courtiers d'assurances..... 2,6 —
soit, au total..... 432,3 —

Le tableau E 2 donne la récapitulation des opérations effectuées en 1951 et 1952, au titre des accidents du travail.

E 2. — **RECAPITULATION ACCIDENTS DU TRAVAIL** (En millions de francs.)

Recettes.	1951 (Résultats rectifiés).	1952 (Résultats provisoires).	*Dépenses.*	1951 (Résultats rectifiés).	1952 (Résultats provisoires)
			Incapacité temporaire (caisses primaires)....	17.498	22.820
Cotisations (1).....	43.465	54.149	Rentes d'incapacité permanente (caisses régionales)	4.753	6.940
			Autres dépenses des caisses régionales.....	1.006	397
Produit des taxes versées à la caisse des dépôts et consignations (fonds de majoration et de solidarité).....	46	36	Fonds de majoration des rentes.....	12.155	13.850
			Fonds de solidarité.....	61	35
			Action sanitaire et sociale (crédits ouverts)...	1.282	1.590
			Contrôle médical (crédits ouverts).....	853	1.060
			Fonds de prévention (crédits ouverts).....	436	530
			Gestion administrative:		
			Caisses primaires.....	3.186	3.697
			Caisses régionales.....	1.467	1.657
			Indemnités aux agents et courtiers d'assurances	1.247	3
			Dépenses diverses.....	478	429
Total.....	43.511	54.185	Total.....	44.422	53.008

(1) Déduction faite des ristournes versées aux employeurs au titre des années 1947-1948-1949 (1.788 millions en 1951, 647 millions en 1952).

III. — PRESTATIONS FAMILIALES

La législation des prestations familiales couvre l'ensemble de la population. Toutefois, les caisses d'allocations familiales du régime général n'ont la charge que des prestations à servir aux salariés, aux employeurs, aux travailleurs indépendants des professions non agricoles et aux personnes sans activité professionnelle, à l'exclusion des bénéficiaires de régimes spéciaux

Le service des prestations familiales aux bénéficiaires du régime spécial de la sécurité sociale dans les mines a été transféré aux caisses d'allocations familiales du régime général, à compter du 1er juillet 1952, en application du décret n° 52-760 du 30 juin 1952.

En ce qui concerne les salariés, le champ d'application des prestations familiales du régime général est différent de celui des assurances sociales, du fait notamment que les prestations dues aux agents de l'Etat, qu'ils soient titulaires ou auxiliaires, sont directement à la charge du budget et que, depuis le 1er juillet 1952, les travailleurs des exploitations minières et assimilées sont rattachés au régime général pour les prestations familiales alors qu'ils conservent leur régime propre pour les assurances sociales.

Par ailleurs, les caisses d'allocations familiales étendent leur action au delà de celle des caisses de sécurité sociale, du fait qu'elles englobent des éléments non salariés de la population.

Au 31 décembre 1952, les caisses d'allocations familiales servaient des prestations à 2.631.000 familles pour 5.706.000 enfants. Les tableaux ci-après indiquent la répartition de ces familles d'après le nombre d'enfants à charge, ainsi que le nombre de versements d'allocations prénatales et de maternité effectués au cours de l'année.

Répartition des familles de salariés au 31 décembre 1952 (1).

COMPOSITION DES FAMILLES	FAMILLES BÉNÉFICIAIRES des allocations familiales.		FAMILLES BÉNÉFICIAIRES de l'allocation de salaire unique.		FAMILLES BÉNÉFICIAIRES des prestations familiales.	
	Effectifs.	Pourcentage.	Effectifs.	Pourcentage.	Effectifs.	Pourcentage.
Jeunes ménages			39.906	2,1	39.906	1,8
Familles de 1 enfant S. U. à 10 p. 100	(2) 26.595	1,9	96.530	4,9	778.445	35,9
Familles de 1 enfant S. U. à 20 p. 100			655.320	33,0		
Familles de 2 enfants	720.006	52,3	627.848	31,5	720.006	33,2
Familles de 3 enfants	356.131	25,9			356.131	16,4
Familles de 4 enfants	156.164	11,1			156.164	7,2
Familles de 5 enfants	67.346	4,9	567.730	28,5	67.346	3,1
Familles de 6 enfants	29.817	2,2			29.817	1,4
Familles de 7 enfants	13.218	1			13.218	0,6
Familles de 8 enfants et plus	9.610	0,7			9.610	0,4
Total	1.378.887	100,0	1.987.334	100,0	2.170.643	100,0

(1) Y compris les personnes n'exerçant aucune activité professionnelle ; non compris les bénéficiaires du régime minier.
(2) Familles de travailleurs nord-africains.

Répartition des familles du régime minier au 31 décembre 1952.

COMPOSITION DES FAMILLES	FAMILLES BÉNÉFICIAIRES des allocations familiales.		FAMILLES BÉNÉFICIAIRES de l'allocation de salaire unique		FAMILLES BÉNÉFICIAIRES des prestations familiales.	
	Effectifs.	Pourcentage.	Effectifs.	Pourcentage.	Effectifs.	Pourcentage
Jeunes ménages			5.714	3,2	5.714	3,1
Familles de 1 enfant S. U. à 10 p. 100	1.517	1,4	10.163	5,6	68.205	36,6
Familles de 1 enfant S. U. à 20 p. 100			56.525	31,3		
Familles de 2 enfants	60.065	52,7	57.384	31,7	60.065	32,2
Familles de 3 enfants	29.858	26,2			29.858	16,0
Familles de 4 enfants	12.820	11,2			12.820	6,9
Familles de 5 enfants	5.705	5,0	50.959	28,2	5.705	3,0
Familles de 6 enfants	2.389	2,1			2.389	1,3
Familles de 7 enfants	957	0,8			957	0,5
Familles de 8 enfants et plus	715	0,6			715	0,4
Total	114.026	100,0	180.745	100,0	186.428	100,0

Répartition des familles d'employeurs et travailleurs indépendants au 31 décembre 1952.

COMPOSITION DES FAMILLES	TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS		EMPLOYEURS		TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS et employeurs.	
	Effectifs.	P. 100.	Effectifs.	P. 100.	Effectifs.	P. 100.
Familles de 2 enfants	104.846	61,8	62.534	59,7	167.380	61,0
Familles de 3 enfants	41.257	24,3	27.015	25,8	68.272	24,9
Familles de 4 enfants	14.300	8,4	9.470	9,0	23.770	8,7
Familles de 5 enfants	5.466	3,2	3.455	3,3	8.921	3,2
Familles de 6 enfants	2.150	1,3	1.330	1,2	3.480	1,2
Familles de 7 enfants	977	0,6	567	0,6	1.544	0,6
Familles de 8 enfants et plus	583	0,4	466	0,4	1.049	0,4
Total	169.579	100,0	104.837	100,0	274.416	100,0

Nombre d'enfants ouvrant droit aux prestations familiales au 31 décembre 1952 (1)

COMPOSITION DES FAMILLES	ENFANTS des salariés du régime général (2).		ENFANTS des salariés des mines.		ENFANTS des travailleurs indépendants.		ENFANTS des employeurs.		TOTAL
	Effectifs.	P. 100.	Effectifs.	P. 100.	Effectifs.	P. 100.	Effectifs.	P. 100.	
Famille de 1 enfant	778.445	16,9	68.205	17,7	»	»	»	»	846.650
Familles de 2 enfants	1.440.012	31,3	120.130	31,2	209.692	47,4	125.068	45,1	1.894.902
Familles de 3 enfants	1.068.393	23,2	89.574	23,4	123.771	28	81.045	29,2	1.362.783
Familles de 4 enfants	624.656	13,6	51.280	13,3	57.200	12,9	37.880	13,7	771.016
Familles de 5 enfants	336.730	7,3	28.525	7,4	27.330	6,2	17.275	6,2	409.860
Familles de 6 enfants	178.902	3,9	14.334	3,7	12.900	2,9	7.980	2,9	214.116
Familles de 7 enfants	92.526	2	6.699	1,7	6.839	1,5	3.969	1,5	110.033
Familles de 8 enfants et plus	81.685	1,8	6.077	1,6	4.956	1,1	3.961	1,4	96.679
Total	4.601.349	100	384.824	100	442.688	100	277.178	100	5.706.039

(1) Nombre calculé à partir de la statistique des familles. Pour les familles de 8 enfants et plus, on a retenu le coefficient 8,5.
(2) Y compris les enfants des personnes n'exerçant aucune activité professionnelle.

Allocations prénatales et de maternité versées au cours de l'année 1952. — Congés de naissance.

	SALARIÉS et personnes sans activité professionnelle (1).	EMPLOYEURS et travailleurs indépendants.
Allocations prénatales.		
Nombre de payements après le premier examen (première mensualité)	376.656	37.906
Nombre de payements après le deuxième examen (deuxième et troisième mensualités)	374.092	38.059
Nombre de payements pour solde après le troisième examen	411.507	45.340
Allocations de maternité.		
Nombre d'allocations pour la première naissance :		
Premiers versements	130.405	11.773
Deuxièmes versements	124.926	10.699
Nombre d'allocations pour les naissances suivantes :		
Premiers versements	213.121	26.042
Deuxièmes versements	202.269	24.834
Totaux :		
Premiers versements	343.526	37.815
Deuxièmes versements	327.195	35.533
Nombre de congés à l'occasion d'une naissance	259.371	

(1) Non compris les bénéficiaires du régime spécial de la sécurité sociale dans les mines.

Pour apprécier les résultats financiers du régime général des prestations familiales, il est nécessaire de distinguer nettement le régime des salariés et celui des travailleurs indépendants.

SALARIES

A — RECETTES

La cotisation due à la section « salariée » des caisses d'allocations familiales est à la charge exclusive de l'employeur. Son taux est de 16,75 p. 100 depuis le 1er octobre 1951. Le plafond des salaires dans la limite duquel elle s'applique est le même que celui des assurances sociales et des accidents du travail.

Les caisses d'allocations familiales ont encaissé, au total, en 1952, 371.599 millions, au titre des salariés. Les encaissements mensuels sont indiqués ci-après (en millions). Les versements effectués par les exploitations minières au cours du 2e semestre ont été isolés.

1er SEMESTRE		2e SEMESTRE			TOTAL
			COTISATIONS du régime général proprement dit.	COTISATIONS des exploitations minières.	
Janvier	33.244	Juillet	34.356	»	34.356
Février	27.797	Août	28.296	1.106	29.402
Mars	26.802	Septembre	28.387	2.061	30.448
1er trimestre.	87.843	3e trimestre..	91.039	3.167	94.206
Avril	32.580	Octobre	37.478	1.745	39.223
Mai	28.971	Novembre	30.658	1.666	32.324
Juin	27.125	Décembre	27.548	1.779	29.327
2e trimestre..	88.676	4e trimestre..	95.684	5.190	100.874

Le produit de la majoration de 0,5 p. 1000 par jour de retard s'est élevé, en 1952, à 1.365 millions, pour l'ensemble des cotisations d'allocations familiales (sections « salariés » et sections « travailleurs indépendants ») versées après les délais légaux. Ce produit, qui n'est pas compris dans la statistique des encaissements, a été affecté en totalité, du 1er janvier 1951 au 30 juin 1952, au compte d'action sanitaire et sociale des caisses d'allocations familiales. Un arrêté du 16 juillet 1952 lui a donné, à compter du 1er juillet 1952, la même affectation que celle des cotisations proprement dites.

B. — DEPENSES

1° PRESTATIONS LÉGALES

Les prestations légales, allocations prénatales, allocations de maternité, allocations de salaire unique, allocations familiales proprement dites, congés de naissance, sont calculées par rapport à un salaire de base variable suivant les zones de salaires.

Le salaire mensuel de base est fixé à 12.000 F dans le département de la Seine, depuis le 1er septembre 1948. Dans les autres départements, il subit l'abattement applicable aux salaires à la date de promulgation de la loi du 11 février 1950 relative aux conventions collectives.

Aux allocations familiales proprement dites, déterminées en appliquant au salaire de base les taux fixés par la loi du 22 août 1946, s'ajoute, depuis le 1er septembre 1948, une majoration attribuée aux familles relevant des sections « salariés » et destinée à compenser les avantages fiscaux dont bénéficiaient les travailleurs salariés antérieurement à cette date, en matière d'impôt cédulaire, du fait de leurs charges de famille. Le décret du 6 octobre 1948 avait fixé cette majoration mensuelle, qui ne subit pas les abattements de zones, à 650 F pour le deuxième enfant à charge et 1.000 F pour chaque enfant à charge, à partir du troisième.

En 1950 et 1951, les prestations familiales ont été relevées à plusieurs reprises, sans que le salaire de base soit modifié. Depuis le 1er octobre 1951, le taux de majoration est égal à 43,75 p. 100 (loi du 26 septembre 1951). Il s'applique à l'ensemble des prestations familiales, à l'exclusion des allocations de maternité. En fait, pour la détermination des prestations majorées, la base mensuelle de calcul des allocations se trouve ainsi portée à 17.250 F et les allocations compensatrices s'établissent à 934 F et 1.437 F.

Le tableau F 1 donne le détail des prestations versées au cours de l'année 1952 aux salariés du régime général, aux bénéficiaires du régime spécial de la sécurité sociale dans les mines et aux personnes n'exerçant aucune activité professionnelle. Il est précisé que les allocations compensatrices de 934 francs et 1.437 francs sont comprises dans les résultats concernant les allocations familiales.

I 1. — **PRESTATIONS LEGALES SERVIES PAR LES SECTIONS « SALARIES »**

(En millions de francs.)

	1er TRIMESTRE	2e TRIMESTRE	3e TRIMESTRE	4e TRIMESTRE	ANNÉE 1952	
					En millions.	En pourcentage
Salariés.						
Allocations prénatales	3.889	4.045	4.312	3.902	16.148	5,0
Allocations de maternité	2.211	2.096	2.227	2.207	8.741	3,1
Allocations familiales	32.869	33.074	33.280	34.507	133.730	48,8
Allocations de salaire unique	29.645	29.738	29.446	30.486	119.315	42,8
Congés de naissance	212	227	232	254	925	0,3
Total	68.826	69.180	69.497	71.356	278.859	100,0
Personnes n'exerçant aucune activité professionnelle.						
Allocations prénatales	131	148	167	156	602	3,4
Allocations de maternité	162	156	169	172	659	3,8
Allocations familiales	2.260	2.275	2.296	2.589	9.420	53,3
Allocations de salaire unique	1.688	1.730	1.705	1.876	6.999	39,5
Total	4.241	4.309	4.337	4.793	17.680	100,0
Bénéficiaires du régime spécial de la sécurité sociale dans les mines (1).						
Allocations prénatales	»	»	188	364	552	5,0
Allocations de maternité	»	»	85	148	233	2,0
Allocations familiales	»	»	2.105	3.364	5.469	49,1
Allocations de salaire unique	»	»	1.842	2.988	4.830	43,4
Congés de naissance	»	»	18	33	51	0,5
Total	»	»	4.238	6.897	11.135	100,0

(1) Prestations versées à partir du 1er juillet 1952, par les caisses du régime général, en application du décret n° 52-760 du 30 juin 1952.

La charge des prestations payées à la population inactive est supportée par la section « salariés » des caisses, à l'exception des allocations de maternité, qui doivent être remboursées par le ministère de la santé publique. Ces prestations doivent donc être incorporées aux prestations versées aux salariés, après déduction des remboursements effectués par le ministère de la santé publique. On a retenu provisoirement, à ce titre, le crédit budgétaire de 460 millions.

Les dépenses de la section « salariés » deviennent alors les suivantes :

Allocations prénatales	17.302	millions.
Allocations de maternité	9.175	—
Allocations familiales	148.619	—
Allocations de salaire unique	131.144	—
Congés de naissance	976	—
Total	307.214	millions.

2° Allocation de logement

L'arrêté du 6 juillet 1951 a fixé le montant des ressources rendues provisoirement disponibles par la réforme de l'allocation de salaire unique et destinées au financement des allocations de logement et des primes d'aménagement et de déménagement. Ce montant est déterminé par l'application d'un pourcentage de 0,60 p. 100 des prestations versées par les caisses aux salariés ou assimilés. En 1952, il s'est élevé à 1.843 millions. Les dépenses effectives des caisses du régime général ont représenté 1.049 millions au titre des allocations de logement, primes d'aménagement et de déménagement et 362 millions au titre des prêts pour l'amélioration de l'habitat. Les frais de gestion afférents au service de ces prestations sont inclus dans les dépenses administratives totales.

3° Action sanitaire et sociale

Le prélèvement effectué au titre de l'action sanitaire et sociale représente :

a) Au profit des caisses d'allocations familiales, 3,5 p. 100 des prestations, soit 10.752 millions ;

b) Au profit de la caisse nationale de sécurité sociale, 0,25 p. 100 des cotisations, soit 929 millions.

4° Gestion administrative

Le prélèvement maximum que les caisses d'allocations familiales sont autorisées à effectuer sur leurs ressources pour couvrir leurs dépenses administratives est fixé chaque année par un arrêté, pris après avis de la commission supérieure des allocations familiales.

Les dépenses administratives des caisses d'allocations familiales se sont élevées, en 1952, à 9.558 millions, auxquels il convient d'ajouter une fraction des dépenses de l'union pour le recouvrement de la région parisienne, déterminée comme il a été dit au chapitre « assurances sociales », soit 484 millions.

Pour établir le présent bilan, les dépenses administratives des caisses d'allocations familiales, communes aux sections « salariés » et « travailleurs indépendants », ont été ventilées proportionnellement aux coefficients 5 et 1 résultant du rapport des prélèvements effectués en 1951 sur les cotisations des deux sections. Par suite, on a retenu 8.368 millions au titre de la section « salariés ».

5° Dépenses diverses

Les dépenses diverses à la charge du fonds national des prestations familiales comprennent, d'une part, une fraction des dépenses administratives communes aux trois législations (1.764,2 millions) et, d'autre part, la participation du régime général à l'alimentation du fonds spécial destiné à assurer le fonctionnement de l'union nationale et des unions départementales d'associations familiales.

La fraction des dépenses communes à la charge du fonds national des prestations familiales est répartie entre la section des salariés et la section des travailleurs indépendants proportionnellement aux coefficients 15 et 1 fixés par l'arrêté du 31 mars 1953 pour l'année 1951 et retenus provisoirement pour 1952.

Le montant de la participation à l'alimentation du fonds spécial des unions d'associations familiales a été fixé par l'article 2 de la loi du 24 mai 1951 à 0,03 p. 100 des prestations légales servies au cours de l'année précédente.

Au total, les dépenses diverses à la charge de la section des salariés pour l'année 1952 peuvent être retenues pour 1.727,6 millions se décomposant comme suit.

Participation aux dépenses communes aux trois fonds : 1.654.

Participation à l'alimentation du fonds spécial des unions d'associations familiales : 73,6.

EMPLOYEURS ET TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

A. — RECETTES

Les recettes des sections « travailleurs indépendants et employeurs » proviennent des cotisations des intéressés.

Depuis le 1er octobre 1948, ces cotisations sont assises sur le revenu professionnel. Elles ont été fixées comme suit, à compter du 1er octobre 1949, par l'arrêté du 29 septembre 1949.

REVENU ANNUEL	COTISATION ANNUELLE
	Francs.
120.001 à 180.000 F	4.800
180.001 à 240.000 F	7.200
240.001 à 300.000 F	9.600
300.001 à 360.000 F	12.000
360.001 à 420.000 F	14.400
420.001 à 480.000 F	16.800
480.001 à 600.000 F	19.200
600.001 à 720.000 F	24.000
720.001 à 840.000 F	28.800
840.001 à 960.000 F	33.600
960.001 à 1.080.000 F	38.400
Revenu supérieur à 1.080.000 F	42.000

Toutefois, la cotisation à verser par chaque employeur ou travailleur indépendant ne peut être inférieure à une cotisation minimum établie forfaitairement par l'arrêté.

L'arrêté du 12 février 1953 modifié par l'arrêté du 30 mars 1953 a relevé comme suit le plafond de la cotisation annuelle, à compter du 1er juillet 1953:

	COTISATION ANNUELLE
Revenu annuel compris entre:	Francs.
1.080.001 e 1.200.000 F	43.200
1.200.001 et 1.320.000 F	48.000
1.320.001 et 1.440.000 F	52.800
Revenu supérieur à 1.440.000 F	58.000

La statistique de la répartition des cotisants au 31 décembre 1952 est relevée ci-après:

Cotisants aux sections « employeurs et travailleurs indépendants » au 31 décembre 1952.

	EMPLOYEURS	TRAVAILLEURS indépendants.	TOTAL	REPARTITION de 100 cotisants
Cotisation basée sur le revenu professionnel	480.322	783.403	1.263.725	78,3
Cotisation forfaitaire minimum	64.340	263.216	327.556	20,3
Cotisation forfaitaire réduite	»	23.838	23.838	1,4
Total	544.662	1.070.457	1.615.119	100
Exonérations	»	52.142	52.142	

	EMPLOYEURS	TRAVAILLEURS indépendants.	TOTAL	REPARTITION de 100 cotisants
Répartition des cotisants d'après le revenu professionnel (1).				
Revenu annuel.				
120.001 à 180.000 F	15.512	99.464	114.976	9,1
180.001 à 240.000 F	31.281	158.457	189.738	15
240.001 à 300.000 F	40.260	123.734	163.994	13
300.001 à 360.000 F	34.178	70.244	104.422	8,3
360.001 à 420.000 F	33.327	53.701	87.028	6,9
420.001 à 480.000 F	30.394	37.511	67.905	5,4
480.001 à 600.000 F	53.873	54.514	108.387	8,6
600.001 à 720.000 F	37.866	26.314	64.180	5,1
720.001 à 840.000 F	29.556	17.071	46.627	3,7
840.001 à 960.000 F	23.874	11.635	35.509	2,8
960.001 à 1.080.000 F	16.612	6.671	23.283	1,9
Supérieur à 1.080.000 F	86.395	29.849	116.244	9,1
Non répartis	47.194	94.238	141.432	11,1
Total	480.322	783.403	1.263.725	100

(1) A l'exclusion des assujettis à la cotisation forfaitaire.

Au total, les caisses d'allocations familiales ont encaissé en 1952, 21.421 millions au titre des employeurs et travailleurs indépendants. Les encaissements mensuels sont indiqués ci-après (en millions):

Janvier	3.044	Juillet	2.853
Février	1.307	Août	997
Mars	984	Septembre	916
1er trimestre	5.335	3e trimestre	4.766
Avril	2.536	Octobre	4.084
Mai	1.256	Novembre	1.437
Juin	940	Décembre	1.067
2e trimestre	4.732	4e trimestre	6.588

B. — DEPENSES

1° Prestations légales

Les employeurs et les travailleurs indépendants bénéficient des allocations prénatales, des allocations de maternité et des allocations familiales proprement dites calculées à partir d'un salaire de base variable avec les zones de salaires.

En raison de l'insuffisance des recettes, le salaire de base du département de la Seine était demeuré à 6.250 F du 1er juillet 1947 au 30 septembre 1949.

La loi du 2 août 1949 avait posé le principe de l'identité du salaire de base des allocations familiales dues aux travailleurs indépendants et employeurs et de celui des allocations familiales des salariés. Mais l'application de cette disposition était subordonnée aux possibilités financières des sections « employeurs et travailleurs indépendants ». Provisoirement, la loi avait prévu la possibilité de majorer graduellement le salaire de base applicable à cette catégorie de bénéficiaires, suivant les ressources de l'ensemble des sections « employeurs et travailleurs indépendants ».

C'est ainsi que ce salaire, après avoir subi plusieurs relèvements depuis le 1er octobre 1949, a été porté au montant du salaire de base des salariés (12.000 F), à compter du 1er avril 1951, par la loi du 9 mai 1951 complétée par le décret du 7 juillet 1951.

D'autre part, les employeurs et travailleurs indépendants ont bénéficié de diverses majorations en application des lois des 30 décembre 1950, 2 mars 1951 et 9 mai 1951. La loi du 26 septembre 1951 a fixé à 26,50 p. 100, à compter du 1er octobre 1951, la majoration à appliquer aux prestations calculées à partir du salaire de base de 12.000 F. Il convient donc de considérer que le salaire de base se trouvait ainsi relevé à 15.180 F (exception faite pour l'allocation de maternité).

Le décret du 12 février 1953 a porté la majoration des prestations des employeurs et travailleurs indépendants au taux de celle des salariés, à compter du 1er janvier 1953. A partir de cette date, les prestations familiales des employeurs et travailleurs indépendants se trouveront donc calculées en fait sur le salaire de base de 17.250 F dans le département de la Seine.

Au total, les prestations légales servies par les sections « employeurs et travailleurs indépendants » se sont élevées en 1952 à 19.677 millions. Elles se décomposent comme suit:

Allocations prénatales	1.151	millions
Allocations de maternité	978	—
Allocations familiales	17.548	—

Le tableau F 2 donne la répartition de ces dépenses par trimestre :

F 2. — **PRESTATIONS LEGALES SERVIES PAR LES SECTIONS « EMPLOYEURS » ET « TRAVAILLEURS INDEPENDANTS »**

(En millions de francs.)

	1er TRIMESTRE	2e TRIMESTRE	3e TRIMESTRE	4e TRIMESTRE	ANNÉE 1952	
					En millions	En pourcentage
Employeurs.						
Allocations prénatales	86	85	84	81	336	4,5
Allocations de maternité	69	63	61	66	259	3,5
Allocations familiales	1.732	1.723	1.692	1.702	6.849	92,0
Total	1.887	1.871	1.837	1.849	7.444	100,0
Travailleurs indépendants.						
Allocations prénatales	220	217	202	206	845	6,9
Allocations de maternité	190	176	171	182	719	5,9
Allocations familiales	2.702	2.669	2.650	2.648	10.669	87,2
Total	3.112	3.062	3.023	3.036	12.233	100,0

2° ACTION SANITAIRE ET SOCIALE

Le prélèvement effectué au titre de l'action sanitaire et sociale représente 2 p. 100 des prestations, soit 393 millions, au profit des caisses d'allocations familiales, et 0,10 p. 100 des cotisations, soit 21 millions, au profit de la caisse nationale de sécurité sociale.

3° GESTION ADMINISTRATIVE ET DÉPENSES DIVERSES

Ventilées comme il a été dit au chapitre « Prestations familiales des salariés », les dépenses administratives et les dépenses diverses peuvent être ainsi retenues au titre de la section des travailleurs indépendants.

Gestion administrative	1.674 millions.
Dépenses diverses :	
Participation aux dépenses communes aux trois fonds	110,3 millions.
Participation à l'alimentation du fonds spécial des unions d'associations familiales	5 —
Total	115,3 millions.

Le tableau F 3 récapitule les recettes et les dépenses effectuées en 1951 et 1952, au titre des prestations familiales.

F 3. — **RECAPITULATION PRESTATIONS FAMILIALES**

(En millions de francs.)

1° SALARIÉS

	1951 Résultats rectifiés.	1952 Résultats provisoires.
Recettes.		
Cotisations	275.323	371.599
Dépenses.		
Prestations légales	245.852	307.214
Allocation de logement (crédits ouverts)	1.468	1.843
Action sanitaire et sociale (crédits ouverts)	9.293	11.681
Gestion administrative	7.112	8.368
Dépenses diverses	2.002	1.728
Total	265.727	330.834

2° EMPLOYEURS ET TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

	1951 Résultats rectifiés.	1952 Résultats provisoires.
Recettes.		
Cotisations	18.120	21.421
Dépenses.		
Prestations légales	16.539	19.677
Action sanitaire et sociale (crédits ouverts)	349	414
Gestion administrative	1.422	1.674
Dépenses diverses	129	115
Total	18.439	21.880

IV. — ACTION SANITAIRE ET SOCIALE ET CONTROLE MEDICAL

Les opérations effectuées au titre de l'action sanitaire et sociale et du contrôle médical sont indiquées dans le tableau G. On a porté en recettes les prélèvements sur cotisations relevés en dépenses en assurances sociales, accidents du travail et prestations familiales ainsi que les majorations de retard affectées à l'action sanitaire et sociale et, pour 1951, les remboursements d'avances et de prêts et les excédents d'exploitation des œuvres. Les prélèvements sur cotisations d'assurances sociales et d'accidents du travail de 1951 résultent de la statistique des cotisations ventilées au cours de l'année figurant dans la troisième partie du présent rapport. De plus, il a été tenu compte du prélèvement à effectuer au titre du contrôle médical des fonctionnaires et des étudiants. Les prélèvements sur cotisations d'allocations familiales de 1951 et l'ensemble des prélèvements de 1952 ont été évalués par application des coefficients de ventilation.

En 1952 les caisses primaires ont dépensé effectivement 3.636 millions, les caisses régionales 6.907 millions, les caisses d'allocations familiales 11.489 millions.

Les dépenses du fonds d'action sanitaire et sociale de la caisse nationale se sont élevées à 1.221 millions, dont 751 millions de subventions ou avances aux caisses régionales et aux caisses d'allocations familiales.

Les dépenses des caisses primaires se décomposent ainsi par mois (en millions de francs) :

MOIS	ACTION SANITAIRE ET SOCIALE					CONTROLE médical.
	Service social.	Prestations supplémentaires.	Œuvres appartenant aux caisses.	Autres dépenses.	Total.	
Janvier	8	48	5	26	87	168
Février	12	53	6	40	111	163
Mars	7	55	6	24	92	178
Avril	6	58	2	48	114	175
Mai	8	57	4	38	107	174
Juin	8	53	13	51	125	185
Juillet	9	62	12	51	134	175
Août	7	51	5	36	99	159
Septembre	8	58	2	82	150	164
Octobre	9	75	5	20	109	186
Novembre	5	59	3	42	109	167
Décembre	17	65	17	77	176	329
Année 1952	104	694	80	535	1.413	2.223

La ventilation des dépenses des caisses régionales est relevée ci-après (en millions de francs) :

	PREMIER trimestre.	DEUXIÈME trimestre.	TROISIÈME trimestre.	QUATRIÈME trimestre.	ANNÉE 1952
Action sanitaire et sociale :					
Œuvres réalisées par les caisses	331	395	325	528	1.579
Subventions	347	326	390	306	1.369
Avances et prêts	85	337	57	108	587
Service social	200	166	168	224	758
Autres dépenses	37	28	29	24	108
Total	990	1.252	969	1.190	4.401
Contrôle médical	553	593	606	754	2.506

G. — RECAPITULATION ACTION SANITAIRE ET SOCIALE ET CONTROLE MEDICAL

(En millions de francs.)

	1951 (résultats rectifiés)	1952 (résultats provisoires).
ACTION SANITAIRE ET SOCIALE		
Recettes (1).		
a) Caisses primaires :		
Prélèvements sur cotisations d'assurances sociales	746	967
Prélèvements sur cotisations d'accidents du travail	424	530
Majorations de retard	1.162	(4) 511
Remboursements d'avances et de prêts, excédent d'exploitation des œuvres	28	(5) »
Total	2.360	2.008
b) Caisses régionales :		
Prélèvements sur cotisations d'assurances sociales	1.784	2.299
Prélèvements sur cotisations d'accidents du travail	429	530
Remboursements d'avances et de prêts, excédent d'exploitation des œuvres	571	(5) »
Total	2.784	2.829
c) Caisses d'allocations familiales :		
Prélèvements sur cotisations « salariés »	8.605	10.752
Prélèvements sur cotisations « travailleurs indépendants »	331	393
Majorations de retard	1.116	(4) 655
Remboursements d'avances et de prêts, excédent d'exploitation des œuvres	353	(5) »
Total	10.405	11.800
d) Caisse nationale de sécurité sociale :		
Prélèvements sur cotisations d'accidents du travail	429	530
Prélèvements sur les ressources du régime des étudiants	15	»
Prélèvements sur cotisations d'allocations familiales :		
Salariés	688	929
Travailleurs indépendants	18	21
Total	1.150	1.480
Total général	16.699	18.117
Dépenses.		
Caisses primaires de sécurité sociale	1.128	1.413
Caisses régionales de sécurité sociale (2)	3.006	4.065
Caisses d'allocations familiales (3)	9.144	11.074
Caisse nationale de sécurité sociale	1.215	1.221
Total	14.493	17.773
CONTRÔLE MÉDICAL		
Recettes.		
a) Caisses primaires :		
Prélèvements sur cotisations d'assurances sociales	1.085	1.508
Prélèvements sur cotisations d'accidents du travail	424	530
Total	1.509	2.038
b) Caisses régionales :		
Prélèvements sur cotisations d'assurances sociales	1.660	2.242
Prélèvements sur cotisations d'accidents du travail	429	530
Total	2.089	2.772
Total général	3.598	4.810
Dépenses.		
Caisses primaires de sécurité sociale	1.924	2.223
Caisses régionales de sécurité sociale	1.913	2.506
Total	3.837	4.729

(1) Non compris les prélèvements sur les réserves des comptes de prestations des caisses d'allocations familiales et certaines recettes diverses.
(2) Déduction faite des subventions ou avances de la caisse nationale (351 millions en 1951, 336 millions en 1952).
(3) Déduction faite des subventions ou avances de la caisse nationale (369 millions en 1951, 415 millions en 1952).
(4) Majorations de retard encaissées au cours du premier semestre.
(5) Ces recettes n'apparaîtront que dans les résultats rectifiés.

V. — PATRIMOINE DES ORGANISMES DE SECURITE SOCIALE

Pour déterminer le patrimoine des organismes de sécurité sociale, il est nécessaire de connaître, d'une part, les disponibilités des caisses et, d'autre part, leurs investissements. Les renseignements ci-après ressortant de la comptabilité des caisses en ce qui concerne l'encaisse, les comptes courants et l'actif immobilier; ils ont été fournis par la caisse des dépôts et consignations en ce qui concerne les comptes d'encaissements et de fonds disponibles gérés par cet organisme.

1° Disponibilités

Dans les disponibilités des caisses, on peut distinguer:

a) L'encaisse;

b) Les comptes courants bancaires, postaux et chez le préposé de la caisse des dépôts et consignations;

c) Les fonds disponibles à la caisse des dépôts et consignations.

Par ailleurs, la caisse des dépôts et consignations détient des fonds aux comptes d'encaissement. Les sommes figurant à ces comptes concernent des cotisations centralisées à Paris, mais non encore ventilées, c'est-à-dire réparties entre les différentes catégories d'organismes. Bien que ces sommes ne puissent être utilisées par les caisses, elles peuvent être ajoutées aux disponibilités dans une situation d'ensemble.

Le tableau H 1 donne l'encaisse, l'avoir aux comptes courants et les fonds disponibles à la caisse des dépôts et consignations des différents organismes de sécurité sociale au 31 décembre 1952.

H 1. — **DISPONIBILITES** (en millions de francs).

	ENCAISSE	COMPTES courants.	FONDS disponibles C.D.C.	TOTAL des disponibilités.
Caisse nationale de sécurité sociale	1	396	29.485	29.882
Caisses régionales de sécurité sociale	7	6.181	5.657	11.845
Caisses d'assurance vieillesse des travailleurs salariés	6	5.063	13.698	18.767
Caisse nationale d'assurances sur la vie (section spéciale des assurances sociales)	»	»	399	399
Caisses primaires	977	8.726	4.214	14.070
Unions pour le recouvrement des cotisations	9	144		
Caisses d'allocations familiales	825	26.912	1.506	29.243
Total	1.825	47.422	54.959	104.206

Par ailleurs, le montant des comptes d'encaissement à la caisse des dépôts et consignations s'élevait, au 31 décembre 1952, à 971 millions.

2° Investissements

Les investissements concernent:

a) Les valeurs mobilières;

b) Les prêts simples et hypothécaires;

c) Les prêts sur le fonds commun du travail;

d) Les immeubles administratifs et les immeubles placement;

e) Les immeubles sanitaires.

Les chiffres donnés résultent de la comptabilité des caisses; ils représentent en ce qui concerne les placements et les immeubles le prix d'achat ou de revient. Le montant des prêts sur le fonds commun du travail peut différer des chiffres donnés par la caisse des dépôts et consignations, les caisses n'ayant une connaissance exacte des amortissements effectués qu'avec un certain retard.

Le tableau H 2 donne le détail des investissements au 31 décembre 1952:

H 2. — **INVESTISSEMENTS** (en millions de francs).

	VALEURS mobilières.	PRETS	PLACEMENTS fonds commun du travail.	IMMEUBLES administratifs	IMMEUBLES sanitaires.	TOTAL des investissements
Caisse nationale de sécurité sociale	3.803	391	1.318	187	955	6.654
Caisses régionales de sécurité sociale	1.106	723	»	1.013	2.998	5.840
Caisses d'assurance vieillesse des travailleurs salariés	3.776	444	4.317	1.956	»	10.493
Caisses primaires	260	62	»	2.816	785	3.923
Caisses d'allocations familiales	338	379	»	1.325	1.613	3.655
Total	9.283	1.999	5.635	7.297	6.351	30.565

On peut récapituler ainsi le patrimoine des organismes de sécurité sociale au 31 décembre 1951 et au 31 décembre 1952.

	AU 31 DÉCEMBRE 1951	AU 31 DÉCEMBRE 1952
Disponibilités.		
1° Encaisse	1.819	1.825
2° Comptes courants	44.055	47.422
3° Fonds disponibles à la caisse des dépôts et consignations	(1) 43.155	54.959
4° Comptes d'encaissement à la caisse des dépôts et consignations	4.668	971
Investissements.		
1° Valeurs mobilières	10.932	9.283
2° Prêts	1.927	1.999
3° Fonds commun du travail	5.930	5.635
4° Immeubles administratifs et immeubles placement	(2) 4.561	7.297
5° Immeubles sanitaires	4.391	6.351
Total général	121.438	135.742

(1) Résultat rectifié, le solde du compte de la caisse nationale de sécurité sociale s'élevant à 21.711 millions et non à 21.547 millions.
(2) Résultat rectifié.

On peut remarquer que le patrimoine a augmenté de 14.304 millions au cours de l'année 1952. Par ailleurs, l'excédent des recettes sur les dépenses tel qu'il se dégage des tableaux récapitulatifs (D 1, E 2, F 3) s'élève à 9.753 millions pour l'ensemble des trois législations. Le tableau H 3 explique les variations du patrimoine à partir des résultats de recettes et de dépenses des années 1951 et 1952.

H 3. — **RECAPITULATION DES OPERATIONS EFFECTUEES PAR LE REGIME GENERAL DE SECURITE SOCIALE**

(En millions de francs.)

	1951		1952	
1. Disponibilités et investissements au 1er janvier	123.059	123.059	121.438	121.438
2. Recettes relevées dans les tableaux D 1, E 2, F 3:				
Assurances sociales	300.263		384.111	
Accidents du travail	43.511		54.185	
Prestations familiales:				
Salariés	275.323		371.599	
Employeurs et travailleurs indépendants	18.120		21.421	
Total 2		637.217		831.316
3. Dépenses relevées dans les tableaux D 1, E 2, F 3:				
Assurances sociales	— 343.611		— 415.841	
Accidents du travail	— 44.422		— 53.008	
Prestations familiales:				
Salariés	— 265.727		— 330.834	
Employeurs et travailleurs indépendants	— 18.439		— 21.880	
Total 3		— 672.199		— 821.563
4. Différence entre les crédits ouverts relevés dans les tableaux D 1, E 2, F 3 et les dépenses effectives:				
Action sanitaire et sociale (1)	— 1.024		— 822	
Contrôle médical (1)	— 239		81	
Fonds de prévention des accidents du travail	272		— 104	
Allocation de logement	724		432	
Total 4		— 267		— 413
5 Recettes et dépenses comprises dans les tableaux D 1, E 2, F 3 n'ayant pas donné lieu ou n'ayant donné lieu qu'en partie à des opérations de trésorerie du régime général:				
Remboursements à l'assurance vieillesse agricole	2.659		596	
Taxes versées à la caisse des dépôts et consignations (accidents du travail)	— 46		— 36	
Fonds de majoration et de solidarité (accidents du travail)	(2)— 555		(3) 880	
Total 5		2.058		1.440
6. Recettes et dépenses non comprises dans les tableaux D 1, E 2, F 3:				
Versement de l'Etat au compte « Fonctionnaires » de la caisse nationale de sécurité sociale	13.000			
Avances du Trésor	16.000			
Revenus du patrimoine	(4) 1.190			
Règlement au titre de la contribution spéciale de 4 p. 100 (arriéré)	403			
Majorations de retard	2.278		2.421	
Avances aux hôpitaux et débiteurs divers de la caisse primaire centrale de la région parisienne (5)	— 1.658		— 225	
Accords internationaux	— 182		— 125	
Remboursements d'avances et de prêts, excédent d'exploitation des œuvres (6)	952			
Total 6		31.983		2.071
7. Opérations diverses et recettes à imputer	413	413	(7) 1.453	(7) 1.453
8. Disponibilités et investissements au 31 décembre (8)	121.438	121.438	135.742	135.742

(1) Les crédits ouverts relevés dans les tableaux D 1, E 2 et F 3 ne constituent pas la totalité des recettes de l'action sanitaire et du contrôle médical.

(2) Différence entre les versements effectifs de la caisse nationale à la caisse des dépôts et consignations (12.771 millions) et les dépenses des fonds de majoration et de solidarité (12.216 millions).

(3) Différence entre les dépenses des fonds de majoration et de solidarité (13.885 millions) et les versements effectifs de la caisse nationale de sécurité sociale à la caisse des dépôts et consignations (13.005 millions).

(4) Caisse nationale: 528 millions, caisses d'allocations familiales: 206 millions, caisses primaires: 148 millions, caisses régionales: 108 millions, caisses vieillesse: 200 millions.

(5) Augmentation accusée par ce poste au cours des deux années considérées.

(6) Au titre de l'action sanitaire et sociale.

(7) Y compris les revenus du patrimoine, les remboursements d'avances et de prêts, les excédents d'exploitation des œuvres qui n'apparaîtront que dans les résultats rectifiés.

(8) Ce poste correspond à la somme des postes 1 à 7.

VI. — PRINCIPAUX RESULTATS DE L'ANNEE 1952 PAR REGION DE SECURITE SOCIALE

I. — Cotisations et prestations d'assurances sociales par région de sécurité sociale (1).

(En millions de francs.)

RÉGIONS	COTISATIONS	PRESTATIONS MALADIE		PRESTATIONS LONGUE MALADIE		PRESTATIONS MATERNITÉ	
		En nature.	En espèces.	En nature.	En espèces.	En nature.	En espèces.
Paris	125.402	38.308	8.484	8.117	3.754	3.363	1.425
Rouen	18.974	4.975	1.502	1.115	649	552	185
Lille	41.643	9.331	3.622	2.405	1.360	1.037	439
Nancy	22.116	5.951	1.770	1.033	714	648	226
Rennes	9.450	3.125	636	836	366	345	86
Nantes	13.236	4.470	928	898	388	461	119
Orléans	7.465	2.062	516	335	202	212	80
Dijon	14.493	4.230	1.094	820	404	436	134
Limoges	8.524	3.012	586	653	249	316	83
Clermont-Ferrand	7.204	2.674	639	717	202	200	60
Lyon	35.979	10.694	2.984	3.731	1.063	981	342
Bordeaux	11.611	4.605	676	1.328	309	357	109
Toulouse	8.268	2.914	593	434	266	272	71
Montpellier	6.648	2.917	475	791	223	225	50
Marseille	18.970	7.220	1.541	2.024	817	593	130
Strasbourg	21.539	8.277	1.446	948	390	492	177
C. N. A. V. (5)	»	»	»	»	»	»	»
Total général	371.522	114.765	27.492	26.185	11.356	10.490	3.716

RÉGIONS	DÉCÈS	TOTAL des prestations servies par les caisses primaires (2).	PENSIONS d'invalidité.	ASSURANCE VIEILLESSE et allocation aux vieux travailleurs salariés.			
				Pensions vieillesse (3).	Allocation aux vieux travailleurs salariés (4).	Divers.	Total.
Paris	1.079	64.530	4.733	16.478	14.695	1.064	32.237
Rouen	176	9.154	675	2.122	3.456	142	5.720
Lille	397	18.591	1.498	7.069	5.435	192	12.696
Nancy	200	10.542	515	3.528	2.356	151	6.035
Rennes	80	5.474	396	1.373	3.485	114	4.972
Nantes	112	7.376	520	2.049	4.518	126	6.693
Orléans	57	3.464	247	964	2.811	120	3.895
Dijon	118	7.236	407	2.238	3.368	133	5.739
Limoges	61	4.960	385	1.093	4.524	184	5.801
Clermont-Ferrand	58	4.550	302	928	2.835	150	3.913
Lyon	341	20.136	1.194	4.729	4.631	133	9.493
Bordeaux	96	7.480	375	2.100	4.258	141	6.499
Toulouse	53	4.603	305	1.449	3.333	115	4.897
Montpellier	50	4.731	284	1.196	3.220	122	4.538
Marseille	166	12.491	528	2.544	3.720	229	6.493
Strasbourg	177	11.907	1.262	12.548	322	197	13.067
C. N. A. V. (5)	»	«	»	16.894	151	9	17.054
Total général	3.221	197.225	13.626	79.302	67.118	3.322	149 742

(1) Régime général proprement dit et régimes divers y rattachés, à l'exclusion des régimes « fonctionnaires », « étudiants », « grands invalides, veuves et orphelins de guerre ».

(2) Au titre des assurances maladie, longue maladie, maternité, décès.

(3) Pensions servies aux assurés sociaux ayant cotisé et pensions de réversion.

(4) Y compris l'allocation aux mères de cinq enfants et le secours viager.

(5) Caisse nationale d'assurances sur la vie.

II. — **Nombre d'indemnités, allocations ou pensions servies au titre des assurances sociales au cours de l'année ou au 31 décembre 1952** (1).

RÉGIONS	INDEMNITÉS JOURNALIÈRES		NOMBRE DE NAISSANCES			NOMBRE	PENSIONS D'INVALIDITÉ		
	Assurance maladie.	Assurance maternité.	Mères assurées.	Mères non assurées.	Total.	de décès.	Entrées de l'année.	Sorties de l'année.	Pensions en cours au 31 décembre 1952.
Paris	21.223.935	3.864.315	44.985	48.336	93.321	15.889	14.283	10.716	85.008
Rouen	4.443.976	612.482	8.250	20.067	28.317	2.765	2.574	1.200	12.590
Lille	10.054.271	1.398.531	17.210	38.250	55.460	6.006	4.799	2.970	26.779
Nancy	5.096.951	754.335	9.615	20.852	30.467	3.034	1.494	1.377	8.894
Rennes	2.307.414	318.606	4.070	12.406	16.476	1.484	1.308	909	7.384
Nantes	2.909.407	430.426	5.501	15.378	20.879	1.864	1.483	1.161	9.206
Orléans	1.658.057	296.095	3.640	6.863	10.503	994	735	475	4.279
Dijon	3.220.142	446.105	6.603	14.135	20.738	1.984	1.049	895	7.354
Limoges	2.030.268	307.025	4.193	10.384	14.577	1.099	1.008	608	7.105
Clermont-Ferrand	1.916.701	206.996	2.738	6.042	8.780	1.025	787	530	5.601
Lyon	8.710.713	1.083.125	13.060	25.206	38.266	5.677	4.231	2.623	23.814
Bordeaux	2.254.544	397.742	5.471	10.793	16.264	1.737	1.026	695	7.782
Toulouse	1.859.391	250.778	3.923	8.502	12.425	895	725	610	5.924
Montpellier	1.618.262	176.263	2.297	5.950	8.247	938	811	585	4.963
Marseille	4.535.792	426.453	4.989	13.150	18.139	2.562	1.622	960	8.352
Strasbourg	4.065.303	554.460	6.676	15.156	21.832	2.748	»	»	17.291
Total	77.905.127	11.523.737	143.221	271.470	414.691	50.701	(2) 37.935	(3) 26.314	242.326

(1) Régime général proprement dit et régimes divers y rattachés, à l'exclusion des régimes « fonctionnaires », « étudiants », « grands invalides, veuves et orphelins de guerre ».

(2) Non compris la région de Strasbourg.

(3) 16.541 sorties correspondent à des entrées postérieures au 1er janvier 1946 (nouveau régime) et 9.773 à des entrées antérieures (ancien régime), non compris la région de Strasbourg.

III. — **Cotisations et prestations « accidents du travail ». — Nombre d'indemnités journalières. Rentes en cours au 31 décembre 1952.**

RÉGIONS	COTISATIONS (en millions de francs) (1).	INCAPACITÉ TEMPORAIRE				INCAPACITÉ PERMANENTE			
		Indemnités journalières. (en millions de francs).	Autres prestations (en millions de francs).	Total des prestations (en millions de francs)	Nombre d'indemnités journalières.	Rentes servies par les caisses régionales (en millions de francs) (2).	Nombre de rentes en cours au 31 décembre 1952 (3). Assurés.	Ayants droit.	Total.
Paris	15.734	3.719	2.571	6.290	5.401.615	1.659	72.424	4.167	76.591
Rouen	3.252	852	499	1.351	1.414.370	460	16.982	1.339	18.321
Lille	6.953	1.848	926	2.774	3.098.483	677	33.244	1.885	35.129
Nancy	3.875	997	555	1.552	1.711.560	413	17.319	1.505	18.824
Rennes	1.436	303	204	507	663.768	170	6.322	939	7.261
Nantes	2.036	461	281	742	866.743	215	9.119	521	9.640
Orléans	1.048	244	145	389	475.765	131	5.494	373	5.867
Dijon	2.006	425	262	687	859.720	240	12.325	1.164	13.489
Limoges	1.223	299	201	500	629.861	202	6.909	374	7.283
Clermont-Ferrand	1.140	336	169	505	619.508	174	7.881	366	8.247
Lyon	5.696	1.910	956	2.866	3.104.244	694	37.613	2.196	39.809
Bordeaux	1.797	389	315	704	764.661	260	13.701	1.171	14.872
Toulouse	1.129	316	194	510	604.154	189	6.342	422	6.764
Montpellier	959	284	182	466	527.773	186	6.861	466	7.327
Marseille	3.373	1.121	648	1.769	1.712.773	398	25.490	1.924	27.414
Strasbourg	2.634	724	484	1.208	1.204.309	872	21.517	2.862	24.379
Total	54.291	14.228	8.592	22.820	23.659.307	6.940	299.543	21.674	321.217

(1) Les ristournes versées aux employeurs au titre des années 1947-1948-1949 n'ont pas été déduites.

(2) A l'exclusion des majorations de rentes servies par le fonds de majoration dont la charge incombe également au régime général.

(3) Rentes correspondant à des accidents survenus depuis le 1er janvier 1947, exception faite pour la région de Strasbourg où le régime est antérieur.

IV. — **Cotisations d'allocations familiales et prestations familiales par région de sécurité sociale.**

Familles bénéficiaires au 31 décembre 1952.

RÉGIONS	SECTION DES SALARIÉS — Salariés du régime général. Cotisations (en millions).	Prestations (1). Allocations familiales (en millions).	Allocations de salaire unique (en millions).	Autres prestations (2) (en millions).	Total (en millions).	Population non active, prestations (1) (total) (en millions) (1).
Paris	127.766	30.311	31.369	6.777	68.457	4.707
Rouen	18.090	9.059	7.128	1.732	17.919	1.232
Lille	41.768	16.275	13.966	3.352	33.593	2.009
Nancy	21.816	9.806	7.809	1.811	19.426	988
Rennes	8.726	5.590	4.234	933	10.757	782
Nantes	12.538	7.332	5.965	1.339	14.636	895
Orléans	6.943	3.142	2.582	558	6.882	437
Dijon	14.320	6.617	5.228	1.151	12.996	514
Limoges	7.773	3.946	3.320	741	8.007	719
Clermont-Ferrand	6.800	2.852	2.488	509	5.849	188
Lyon	35.456	13.137	11.120	2.298	26.555	1.324
Bordeaux	10.828	4.714	4.338	862	9.914	715
Toulouse	7.685	3.237	3.134	605	6.976	504
Montpellier	5.884	2.974	2.675	513	6.162	428
Marseille	17.804	7.317	7.251	1.234	15.802	1.329
Strasbourg	19.045	7.421	6.708	1.399	15.528	909
Total	363.242	133.730	119.315	25.814	278.859	17.680

RÉGIONS	SECTION DES SALARIÉS — Salariés des mines. Cotisations (en millions).	Salariés des mines. Prestations (en millions) (1).	Familles bénéficiaires. Salariés du régime général.	Familles bénéficiaires. Salariés des mines.	SECTION DES EMPLOYEURS et travailleurs indépendants. Cotisations (en millions).	Prestations (en millions) (1).	Familles bénéficiaires.
Paris	»	»	553.517	»	5.940	3.699	51.876
Rouen	65	98	122.915	1.427	1.135	1.278	17.172
Lille	3.648	5.793	252.155	92.178	2.275	1.867	22.499
Nancy	435	502	142.847	8.130	1.114	976	13.448
Rennes	»	13	77.317	653	978	1.339	18.335
Nantes	103	156	106.135	2.477	965	1.447	19.115
Orléans	40	48	47.593	825	613	581	8.531
Dijon	281	322	90.497	5.804	905	936	12.568
Limoges	»	»	62.383	»	864	886	12.693
Clermont-Ferrand	208	239	46.669	4.743	559	561	8.668
Lyon	581	696	207.420	11.755	1.793	1.949	26.912
Bordeaux	»	»	82.087	»	861	871	12.794
Toulouse	250	249	59.273	5.290	640	684	10.540
Montpellier	753	1.015	55.389	16.223	641	662	10.602
Marseille	157	147	130.109	946	1.215	1.150	16.789
Strasbourg	1.836	1.857	134.237	35.977	923	791	11.874
Total	8.357	11.135	2.170.643	186.428	21.421	19.677	274.416

(1) A l'exclusion des allocations de logement, primes de déménagement et d'aménagement.
(2) Allocations prénatales, allocations de maternité, congés de naissance.

TROISIÈME PARTIE

REPARTITION DETAILLEE DES OPERATIONS DE L'ANNEE 1951 DANS LE CADRE DES REGIONS RESULTATS D'ORDRE DEMOGRAPHIQUE

NOTA. — Les opérations financières relevées dans cette troisième partie sont indiquées en francs.

A. — CAISSES PRIMAIRES DE SECURITE SOCIALE

1 — Cotisations assurances sociales et accidents du travail encaissées par les caisses primaires et les directions régionales de sécurité sociale au cours de l'année 1951.

(Compte tenu des identifications, annulations, remboursements et régularisations.)

RÉGIONS	ASSURANCES SOCIALES						ACCIDENTS du travail.	MAJORATIONS de retard assurances sociales et accidents du travail
	Régime général.	Régime divers.	Total.	Fonctionnaires et ouvriers d'Etat.	Étudiants	Total.		
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	(1)96.399.537.019	895.302.416	(1)97.294.839.435	1.159.547.004	22.554.133	(1)98.476.940.572	13.528.888.105	265.910.724
Rouen	14.860.409.769	150.018.503	15.010.428.272	381.121.709	1.318.600	15.392.868.581	2.752.398.302	81.252.962
Lille	33.901.604.094	392.078.715	34.293.682.809	537.439.947	2.743.200	34.833.865.956	5.958.632.851	114.274.907
Nancy	17.099.690.524	217.802.851	17.317.493.375	377.708.378	2.115.000	17.697.316.753	3.004.311.896	53.381.819
Rennes	7.153.941.415	157.072.152	7.311.013.567	381.121.412	1.679.000	7.693.813.979	1.151.475.998	61.223 407
Nantes	9.959.135.033	185.153.676	10.144.288.709	342.016.955	1.802.800	10.488.108.464	1.597.581 147	61.375.635
Orléans	5.540.183.372	113.403.330	5.653.586.702	248.161.730	145.800	5.901.894.232	835.736.013	49.355.089
Dijon	11.356.552.173	212.905.647	11.569.457.820	338.801.808	1.038.600	11.909.298.228	1.660.871.454	47.988.508
Limoges	6.546.670.969	163.871.867	6.710.542.836	379.103.640	999.200	7.090.645.676	1.045.594.708	41.972.900
Clermont-Ferrand...	5.498.018.929	100.363.353	5.598.382.282	230.964.223	1.266.800	5.830.613.305	899.312.812	20.420.770
Lyon	28.610.111.986	379.092.076	28.989.204.062	634.506.364	4.971.800	29.618.682.226	4.872.136.628	114.444.984
Bordeaux	8.735.814.206	148.430.382	8.884.244.588	379.688.936	2.233.832	9.266.167.356	1.471.226.829	57.117.524
Toulouse	6.376.350.914	159.447.506	6.535.798.420	355.201.465	2.471.750	6.893.471.635	1.043.367.182	30.923.103
Montpellier	5.126.608.784	152.742.852	5.279.351.636	278.949.457	1.908.000	5.560.209.093	877.366.883	36.514 278
Marseille	13.831.821.087	312.174.277	14.143.995.364	613.290.256	2.428.200	14.759.713.820	2.633.874.573	67.955.296
Strasbourg	16.581.514.216	489.888.095	17.071.402.311	332.096.971	1.810.200	17.405.309.482	1.919.884.459	57.656.639
Total	287.577.964.490	4.229.747.698	291.807.712.188	6.959.720.255	51.486.915	298.818.919.358	45.252.659.840	1.161.768.545
Contribution spéciale de 4 p. 100 (arriéré)	403.051.715		403.051.715			403.051.715		
Total	287.981.016.205		292.210.763.903			299.221.971.073		

(1) Non compris une somme de 403.051.715 F, montant des versements effectués au cours de l'année 1951 au titre de la contribution spéciale de 4 p. 100 des années 1945-1946.

II. — **Cotisations ventilées en 1951 au titre des assurances sociales.**

RÉGIONS	TOTAL des cotisations ventilées assurances sociales.	COTISATIONS ATTRIBUÉES aux caisses primaires.				
		Régime général.			Fonctionnaires.	Etudiants.
		Risques.	Action sanitaire et sociale.	Contrôle médical.		
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	97.464.851.805	37.391.833.027	243.717.534	342.265.513	1.161.914.302	25.310.769
Rouen	15.188.833.619	5.805.962.252	37.972.410	53.296.901	374.794.177	1.201.400
Lille	34.790.929.863	13.448.651.468	88.060.599	123.617.514	534.844.065	2.715.800
Nancy	17.589.080.871	6.765.024.794	44.382.843	62.337.539	377.115.195	2.241.600
Rennes	7.711.687.852	2.906.791.854	19.317.048	27.192.323	398.438.580	1.699.000
Nantes	10.440.684.852	3.997.801.385	26.401.202	37.138.362	339.091.547	1.786.400
Orléans	5.889.996.851	2.236.871.317	14.825.860	20.859.634	245.201.599	130.000
Dijon	11.868.402.126	4.536.997.041	29.811.772	41.884.506	337.842.327	1.199.000
Limoges	7.071.878.217	2.676.285.685	17.909.758	25.153.135	373.935.733	991.400
Clermont-Ferrand	5.926.152.554	2.245.149.335	14.799.143	20.806.960	228.790.634	1.196.200
Lyon	29.773.943.193	11.461.449.043	75.237.343	106.086.767	625.385.885	5.095.200
Bordeaux	9.281.106.862	3.512.344.183	23.164.370	32.563.455	383.510.818	2.235.032
Toulouse	6.870.174.420	2.602.841.791	17.356.049	24.451.123	355.427.256	2.412.350
Montpellier	5.562.681.360	2.120.021.848	14.229.360	20.069.109	282.077.893	1.908.000
Marseille	14.723.103.085	5.603.490.445	35.115.379	54.489.554	610.400.716	2.428.200
Strasbourg	17.406.293.684	7.438.465.998	43.605.576	61.543.936	332.093.724	1.791.600
Total	297.559.801.214	114.749.981.466	745.906.246	1.053.756.331	6.960.864.451	54.341.951

RÉGIONS	COTISATIONS ATTRIBUÉES			
	aux caisses régionales.			à la caisse nationale.
	Régime général.			Régime général.
	Risques.	Action sanitaire et sociale.	Contrôle médical.	Fonds national des assurances sociales.
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	3.335.856.616	582.441.214	532.347.022	53.849.165.808
Rouen	514.250.353	90.614.290	82.624.696	8.228.117.140
Lille	1.188.315.579	209.915.106	191.198.237	19.003.611.495
Nancy	596.901.942	105.689.733	96.521.893	9.538.865.332
Rennes	251.880.933	45.794.395	41.500.503	4.019.073.216
Nantes	349.151.685	62.733.465	56.977.232	5.569.603.574
Orléans	194.304.020	35.184.386	31.917.006	3.110.703.029
Dijon	399.537.202	71.005.747	64.624.156	6.385.500.375
Limoges	229.923.555	42.206.780	38.240.927	3.667.231.244
Clermont-Ferrand	196.749.041	35.202.174	31.996.352	3.151.462.715
Lyon	1.009.640.521	179.254.923	162.781.583	16.149.011.928
Bordeaux	307.274.781	55.086.140	50.467.690	4.914.460.393
Toulouse	222.772.358	41.065.952	37.150.408	3.566.697.133
Montpellier	180.512.866	33.595.355	30.342.829	2.879.924.100
Marseille	486.184.475	91.158.974	76.767.252	7.763.068.090
Strasbourg	589.278.125	102.774.339	92.617.654	8.744.122.732
Total	10.052.534.052	1.783.722.973	1.618.075.440	160.540.618.304

III. — **Cotisations ventilées en 1951 au titre des accidents du travail.**

RÉGIONS	TOTAL DES COTISATIONS ventilées accidents du travail	COTISATIONS ATTRIBUÉES AUX CAISSES PRIMAIRES		
		Risques.	Action sanitaire et sociale.	Contrôle médical.
	Francs.	Francs.	Francs	Francs.
Paris	13.376.353.097	5.027.561.402	125.704.303	125.704.285
Rouen	2.721.805.581	987.806.122	24.686.063	24.686.047
Lille	5.943.414.353	2.190.473.685	54.761.762	54.761.697
Nancy	3.001.943.106	1.194.675.406	29.870.236	29.870.238
Rennes	1.146.988.138	397.542.316	9.942.885	9.942.888
Nantes	1.599.775.663	590.049.275	14.747.649	14.747.615
Orléans	866.226.141	309.295.699	7.733.990	7.733.973
Dijon	1.661.426.510	524.174.628	13.028.805	13.028.803
Limoges	1.061.098.508	371.484.942	9.293.523	9.293.488
Clermont-Ferrand	913.226.730	334.527.258	8.364.056	8.364.016
Lyon	4.920.371.703	1.963.762.595	49.100.898	49.100.873
Bordeaux	1.479.585.764	538.302.753	13.459.728	13.459.724
Toulouse	1.039.269.785	374.044.498	9.349.950	9.350.068
Montpellier	876.923.105	350.749.208	8.770.116	8.771.506
Marseille	2.632.671.946	1.036.278.013	25.906.155	25.907.365
Strasbourg	1.919.884.459	768.861.532	19.140.843	19.140.794
Total	45.160.964.593	16.959.589.422	423.860.962	423.863.380

RÉGIONS	COTISATIONS ATTRIBUÉES					
	aux caisses régionales.			à la caisse nationale.		
	Risques.	Action sanitaire et sociale.	Contrôle médical.	Fonds national des accidents du travail.	Fonds d'action sanitaire et sociale.	Fonds de prévention des accidents du travail.
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	1.762.550.059	125.904.518	125.890.990	5.831.004.374	125.911.673	126.121.493
Rouen	577.849.939	25.175.737	25.173.652	1.006.062.079	25.173.724	25.192.218
Lille	1.221.893.044	55.071.922	55.066.787	2.201.206.776	55.075.285	55.103.395
Nancy	420.631.043	30.073.859	30.063.180	1.206.567.630	30.093.902	30.097.612
[illegible]es	289.180.966	9.957.281	9.954.215	400.420.864	9.952.181	10.094.542
Nantes	314.798.291	14.974.452	14.973.045	605.525.985	14.973.058	14.986.293
Orléans	200.039.961	7.766.143	7.764.542	310.348.007	7.766.754	7.777.072
Dijon	419.624.956	16.211.053	16.208.383	626.470.967	16.226.596	16.452.319
Limoges	262.150.773	9.297.788	9.293.448	371.647.287	9.319.093	9.318.166
Clermont-Ferrand	192.906.451	8.364.620	8.364.017	335.601.366	8.368.161	8.366.785
Lyon	695.038.937	49.167.531	49.161.833	1.965.790.165	49.191.011	50.057.860
Bordeaux	316.726.774	13.501.680	13.499.510	543.603.428	13.515.396	13.516.771
Toulouse	229.379.454	10.042.813	9.775.315	377.777.536	9.466.798	10.083.353
Montpellier	122.780.125	8.768.317	8.771.495	350.769.660	8.772.635	8.769.957
Marseille	397.907.028	25.929.619	25.930.704	1.038.929.902	25.928.418	29.954.742
Strasbourg	276.674.879	19.281.184	19.141.097	758.123.122	19.141.065	20.379.943
Total	7.700.132.680	429.488.517	429.032.213	17.929.849.148	428.875.750	436.272.521

IV. — **Etat par nature des cotisations ventilées en 1951 au titre des accidents du travail.**

RÉGIONS	ASSURANCE obligatoire, totalité des risques.	ASSURANCE obligatoire, partie des risques. (1)	REMBOURSEMENTS de ristournes aux caisses régionales.	TAXES (2)	ASSURANCE volontaire.	TOTAL des cotisations ventilées.
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs	Francs.	Francs.
Paris	12.568.837.016	9.467.173	395.260	797.227.667	425.981	13.376.353.097
Rouen	2.468.182.768	24.382.153	226.282.328	2.745.189	213.143	2.721.805.581
Lille	5.474.649.888	16.014.347	451.547.363	693.881	508 874	5.943.414.353
Nancy	2.985.925.325	9.779.093	»	5.691.386	547.302	3.001.943.106
Rennes	993.677.222	686.145	149.772.462	2.547.148	305.161	1.146.988.138
Nantes	1.474.487.658	11.272.868	105.620.769	8.257.592	136.776	1.599.775.663
Orléans	773.128.675	1.529.549	91.353.151	56.179	158.590	866.226.141
Dijon	1.302.384.130	158.980.508	199.055.982	740.522	265.368	1.661.426.510
Limoges	928.486.279	»	132.022.037	159.680	430.512	1.061.098.508
Clermont-Ferrand	835.166.829	»	76.928.437	1.073.911	57.853	913.226.730
Lyon	4.900.934.643	»	18.363.051	515.027	558.982	4.920.371.703
Bordeaux	1.345.752.819	1.793.614	127.804.457	4.021.297	213.577	1.479.585.764
Toulouse	952.513.234	3.802.629	82.901.058	»	52.864	1.039.269.785
Montpellier	874.826.552	1.995.099	»	»	101.458	876.923.109
Marseille	2.507.885.661	1.167.862	116.862.117	6.191.603	564.703	2.632.671.946
Strasbourg	1.894.511.523	2.221.760	8.910.962	233.610	14.006.604	1.919.884.459
Total	42.281.350.219	243.092.800	1.787.819.131	830.154.692	18.547.748	45.160.964.593

(1) Cotisations versées pour le personnel des entreprises autorisées à assurer elles-mêmes le service des prestations d'incapacité temporaire (art. 4 de la loi du 30 octobre 1946).

(2) Dues à titre de participation à l'alimentation des fonds énumérés par l'article 83 de la loi du 30 octobre 1946 par les collectivités ou entreprises assumant directement la charge totale de la réparation des accidents du travail.

V. — Dépenses de l'assurance maladie (régime général) (1). — Année 1951.

RÉGIONS	FRAIS MÉDICAUX					
	Consultations.	Visites.	Pratique médicale courante.	Soins d'auxiliaires.	Frais de déplacement.	Total.
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	1.979.595.083	1.507.246.042	1.197.388.988	543.688.162	185.493.391	**5.413.411.666**
Rouen	250.164.905	228.194.242	35.162.076	129.360.845	83.631.347	**726.513.415**
Lille	598.091.274	587.996.902	53.623.127	130.901.167	100.354.593	**1.470.967.063**
Nancy	334.331.558	291.209.480	76.780.775	106.904.304	90.995.119	**900.221.236**
Rennes	165.043.266	161.080.885	37.505.862	51.545.074	57.232.508	**472.407.595**
Nantes	196.716.307	189.002.656	35.635.405	102.459.153	57.495.058	**581.308.579**
Orléans	91.292.137	93.955.305	16.780.102	29.086.375	35.132.465	**266.246.384**
Dijon	212.748.442	164.015.864	60.475.999	81.841.388	69.442.220	**588.523.913**
Limoges	146.677.472	146.591.333	30.230.172	35.059.492	56.681.407	**415.239.876**
Clermont-Ferrand	124.413.563	89.751.969	18.451.646	44.011.134	31.782.166	**308.410.478**
Lyon	390.145.604	243.853.774	89.773.251	157.023.923	76.847.899	**957.644.451**
Bordeaux	247.057.934	263.721.219	127.541.796	47.151.206	51.433.479	736.905.634
Toulouse	159.279.219	153.500.994	42.618.106	28.354.711	39.436.994	423.190.024
Montpellier	141.848.624	145.024.728	69.522.861	38.824.417	29.099.102	424.319.732
Marseille	347.715.302	225.350.022	77.226.815	108.099.770	45.922.364	804.314.273
Strasbourg	539.455.214	267.342.894	107.444.496	116.690.113	48.986.625	1.079.919.342
Total	5.924.575.904	4.757.838.309	2.076.161.477	1.751.001.234	1.059.966.737	15.569.543.661
Répartition de 100 F de prestations	5,16	4,14	1,81	1,52	0,92	13,55

RÉGIONS	FRAIS chirurgicaux.	PHARMACIE	LUNETTES et orthopédie	SOINS DENTAIRES	FRAIS d'hospitalisation.	HONORAIRES médicaux, chirurgicaux dans les établissements publics.
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	1.738.341.315	7.317.569.552	620.035.642	2.706.114.820	12.166.657.052	1.046.232.541
Rouen	273.350.148	1.258.696.471	110.262.334	358.871.274	1.152.139.468	106.992.493
Lille	691.123.572	2.657.009.998	182.463.210	675.390.600	1.694.931.602	171.056.175
Nancy	457.782.313	1.485.388.061	131.585.293	466.890.321	1.139.531.371	101.859.544
Rennes	291.771.263	719.563.385	55.894.501	276.345.165	564.175.198	32.114.665
Nantes	358.042.327	1.011.166.809	93.295.317	322.743.400	1.030.822.652	74.320.534
Orléans	150.042.861	471.024.683	44.741.029	162.378.797	397.857.213	24.022.198
Dijon	317.341.711	942.223.709	88.010.616	426.909.520	840.232.947	38.425.374
Limoges	212.920.855	716.437.394	67.204.476	257.356.645	660.880.664	32.271.617
Clermont-Ferrand	164.614.466	533.632.197	49.432.150	216.183.251	553.957.328	21.091.582
Lyon	638.379.919	1.917.261.591	189.881.574	870.907.696	3.612.085.564	211.927.841
Bordeaux	254.558.779	862.586.166	73.683.402	286.906.524	1.145.811.879	57.137.793
Toulouse	276.501.560	633.663.597	59.224.428	210.882.555	563.165.481	22.614.761
Montpellier	176.874.133	567.932.317	55.288.954	198.012.903	782.848.270	39.972.770
Marseille	669.411.677	1.409.111.635	116.961.865	454.248.107	2.122.538.639	137.660.911
Strasbourg	451.954.976	1.447.424.681	157.714.282	770.999.199	2.145.622.708	225.526.398
Total	7.126.015.175	23.953.692.246	2.095.679.103	8.661.240.777	30.573.258.036	2.343.227.227
Répartition de 100 F de prestations	6,20	20,83	1,83	7,53	26,59	2,04

RÉGIONS	CURES thermales.	REMBOURSEMENTS à l'A.M.G. non ventilés.	DIVERS	TOTAL des prestations en nature	INDEMNITÉS journalières.	TOTAL général.
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	49.586.555	73.605.201	84.332.588	31.215.986.932	7.084.483.252	**38.300.470.184**
Rouen	43.296.739	125.074	9.301.993	4.039.549.409	**1.275.197.213**	**5.314.746.622**
Lille	8.517.344	168.963.093	»	7.720.422.657	3.116.292.569	**10.836.715.226**
Nancy	52.662.184	37.131.808	539.778	4.773.591.909	1.444.794.217	**6.218.386.126**
Rennes	2.334.361	27.717.541	982.396	2.446.309.070	546.648.573	**2.992.957.643**
Nantes	3.359.484	14.756.147	6.827.903	3.499.643.452	777.383.791	**4.277.026.943**
Orléans	6.058.723	73.239.554	1.462.432	1.597.073.874	419.271.446	**2.016.345.320**
Dijon	30.398.198	18.730.808	1.401.130	3.292.197.956	878.654.686	**4.170.852.642**
Limoges	20.472.122	37.345.372	1.313.045	2.421.442.096	515.377.276	**2.936.819.372**
Clermont-Ferrand	386.408.081	7.329.623	2.204.620	2.243.264.376	518.538.899	**2.761.803.275**
Lyon	118.940.433	8.009.174	395.833	8.525.434.076	2.459.165.719	**10.984.599.795**
Bordeaux	57.428.241	21.639.562	764.203	3.497.422.276	584.031.344	**4.081.453.620**
Toulouse	59.855.925	7.523.271	24.489.380	2.281.110.982	521.763.516	**2.802.874.498**
Montpellier	16.771.429	37.788.663	326.058	2.300.135.529	401.802.000	**2.701.937.529**
Marseille	14.399.530	26.618.516	109.167.847	5.864.433.000	1.229.379.255	**7.093.812.255**
Strasbourg	27.148.301	3.612.517	»	6.309.922.404	1.151.984.327	**7.461.906.731**
Total	897.638.253	564.135.924	243.509.296	92.027.939.698	22.924.768.083	**114.952.707.781**
Répartition de 100 F de prestations	0,79	0,49	0,21	80,06	19,94	**100**

(1) Les indications relatives au régime général concernent également les bénéficiaires des régimes divers, autres que les fonctionnaires et ouvriers d'Etat, les étudiants, les grands invalides, veuves et orphelins de guerre.

VI. — **Répartition des prestations en nature de l'assurance maladie par catégories de bénéficiaires (régime général). — Année 1951.**

RÉGIONS	PRESTATIONS AUX ASSURÉS		PRESTATIONS AUX CONJOINTS		PRESTATIONS AUX ENFANTS	
	Montant.	Pourcentage par rapport au total des prestations en nature.	Montant.	Pourcentage par rapport au total des prestations en nature.	Montant.	Pourcentage par rapport au total des prestations en nature.
	Francs.		Francs.		Francs.	
Paris	17.594.750.605	56,36	4.192.128.649	13,43	6.543.112.331	20,96
Rouen	1.918.733.318	48,24	686.538.219	17,00	926.156.407	22,93
Lille	3.721.012.125	48,20	1.368.850.107	17,73	1.709.647.557	22,15
Nancy	2.359.627.513	49,43	849.715.908	17,80	1.095.928.508	22,96
Rennes	1.173.865.205	47,99	401.474.400	16,41	560.966.837	22,93
Nantes	1.619.298.562	46,27	604.330.951	17,27	864.947.990	24,72
Orléans	786.814.421	49,27	263.235.194	16,48	369.913.386	23,16
Dijon	1.641.968.612	49,87	578.515.533	17,57	686.711.072	20,86
Limoges	1.120.450.272	46,27	413.661.490	17,09	577.133.851	23,83
Clermont-Ferrand	1.160.680.310	51,74	352.230.605	15,70	477.134.792	21,27
Lyon	4.484.192.224	52,60	1.195.325.288	14,02	1.830.479.082	21,47
Bordeaux	1.682.446.129	48,11	527.578.149	15,08	845.921.640	24,19
Toulouse	1.114.978.886	48,88	380.740.416	16,69	538.231.822	23,60
Montpellier	1.107.627.122	48,15	384.674.164	16,72	522.055.847	22,70
Marseille	3.045.328.791	51,93	1.044.711.423	17,81	1.122.880.202	19,15
Strasbourg	3.149.830.757	49,92	1.092.134.896	17,31	1.087.474.850	17,23
Total	47.711.604.852	51,84	14.335.845.392	15,58	19.758.696.174	21,47

RÉGIONS	PRESTATIONS aux autres membres de la famille.		PRESTATIONS aux invalides et à leurs ayants droit.		PRESTATIONS aux pensionnés et à leurs ayants droit.		TOTAL des prestations en nature.
	Montant.	Pourcentage par rapport au total des prestations en nature.	Montant.	Pourcentage par rapport au total des prestations en nature.	Montant.	Pourcentage par rapport au total des prestations en nature.	
	Francs.		Francs.		Francs.		Francs.
Paris	15.196.803	0,05	2.234.032.831	7,16	636.765.713	2,04	31.215.986.932
Rouen	3.328.296	0,08	340.926.365	8,44	133.866.804	3,31	4.039.549.409
Lille	4.015.337	0,05	660.309.854	8,55	256.557.677	3,32	7.720.422.657
Nancy	4.134.462	0,09	260.526.279	5,46	203.659.239	4,26	4.773.591.909
Rennes	1.340.081	0,06	215.089.006	8,80	93.573.541	3,81	2.446.309.070
Nantes	2.148.423	0,06	282.102.738	8,06	126.814.488	3,62	3.499.643.152
Orléans	390.377	0,03	111.024.989	6,95	65.695.507	4,11	1.597.073.874
Dijon	2.177.778	0,07	216.002.636	6,56	166.822.325	5,07	3.292.197.956
Limoges	1.157.390	0,05	208.704.049	8,62	100.335.044	4,14	2.421.442.096
Clermont-Ferrand	821.434	0,04	179.022.393	7,98	73.374.842	3,27	2.243.264.376
Lyon	5.496.477	0,07	809.687.549	9,49	200.253.456	2,35	8.525.434.076
Bordeaux	3.315.018	0,09	331.242.497	9,47	106.918.843	3,06	3.497.422.276
Toulouse	6.763.696	0,30	134.656.946	5,90	105.739.216	4,63	2.281.110.982
Montpellier	2.085.454	0,10	188.494.094	8,19	95.198.848	4,14	2.306.135.529
Marseille	4.448.446	0,07	480.121.130	8,19	166.943.008	2,85	5.864.433.000
Strasbourg	2.211.238	0,03	351.827.083	5,58	626.443.580	9,93	6.309.922.404
Total	59.060.710	0,07	7.003.770.439	7,61	3.158.962.131	3,43	92.027.959.698

VII. — **Dépenses de l'assurance longue-maladie (régime général). — Année 1951.**

RÉGIONS	FRAIS MÉDICAUX						FRAIS chirurgicaux.	PHARMACIE	LUNETTES et orthopédie.
	Consultations.	Visites.	Pratique médicale courante.	Soins d'auxiliaires.	Frais de déplacement.	Total.			
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	144.557.281	79.164.503	175.675.399	91.891.659	27.723.539	519.012.381	250.212.806	770.737.701	30.410.448
Rouen	20.023.202	11.338.010	5.155.835	20.800.553	13.262.911	70.580.511	51.012.048	136.941.976	6.443.656
Lille	65.633.663	40.626.369	9.398.479	25.249.355	20.317.974	161.225.840	123.978.456	353.792.365	11.327.071
Nancy	23.517.012	16.111.900	9.878.128	12.681.936	14.081.421	76.270.397	61.865.306	136.552.119	5.553.907
Rennes	14.811.867	8.570.689	6.088.210	9.250.437	8.176.233	46.897.436	60.412.443	82.321.232	2.435.099
Nantes	11.327.386	6.242.234	4.117.130	10.949.684	7.036.332	39.672.766	45.869.267	82.701.577	3.928.229
Orléans	6.220.077	3.367.032	1.886.654	1.006.113	4.769.235	20.249.111	19.054.849	39.443.081	2.921.423
Dijon	13.808.204	6.833.406	6.645.174	9.825.029	7.258.544	44.370.357	33.435.371	74.090.724	3.112.164
Limoges	9.487.078	5.702.767	3.517.166	4.681.222	5.545.775	28.934.008	29.969.303	57.131.987	2.527.647
Clermont-Ferrand.	6.934.749	4.289.387	2.386.913	6.109.010	4.527.327	24.247.386	20.410.199	45.359.321	1.577.516
Lyon	28.318.983	8.134.218	10.332.961	20.383.707	12.820.133	79.990.002	91.044.576	163.286.063	7.584.257
Bordeaux	18.717.097	12.837.636	22.837.650	7.276.469	6.448.133	68.116.985	26.063.548	78.191.004	3.304.684
Toulouse	10.716.982	6.039.437	5.475.162	3.662.125	4.077.036	29.970.742	29.840.562	46.640.219	1.428.786
Montpellier	7.870.751	5.772.504	8.070.918	3.916.252	3.970.431	29.600.856	19.010.542	38.898.429	1.679.372
Marseille	36.651.573	18.475.823	12.832.838	23.977.373	13.110.305	105.047.912	106.866.353	182.645.712	6.264.781
Strasbourg	18.240.186	7.499.796	7.515.664	7.937.256	2.752.270	43.945.172	35.511.448	61.363.280	2.551.303
Total	436.836.091	241.005.711	291.814.281	262.598.180	155.877.599	1.388.131.862	1.004.557.077	2.300.096.790	93.050.346
Répartition de 100 F de prestations	1,58	0,87	1,06	0,95	0,57	5,03	3,64	8,50	0,34

RÉGIONS	SOINS dentaires.	FRAIS d'hospitalisation.	HONORAIRES médicaux et chirurgicaux dans les établissements publics.	CURES thermales.	REMBOURSEMENTS à l'A.M.G. non ventilés.	DIVERS	TOTAL des prestations en nature.	ALLOCATIONS mensuelles.	TOTAL général.
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	2.174.697	3.821.152.765	112.966.068	12.763.973	13.407.177	3.438.444	5.536.276.460	2.932.342.136	8.468.618.596
Rouen	399.842	606.114.904	20.200.175	14.270.825	18.360	1.027.542	907.009.839	478.632.326	1.385.642.165
Lille	1.030.233	1.138.842.521	35.836.676	2.874.930	35.498.691	3.430	1.864.410.213	1.008.158.746	2.872.568.959
Nancy	532.530	398.336.065	24.672.429	13.980.248	4.859.675	456.994	723.079.670	503.994.494	1.227.074.164
Rennes	996.055	131.811.401	12.007.077	1.082.999	6.299.550	9.836	647.273.128	278.220.871	925.493.999
Nantes	892.521	428.290.088	17.597.103	1.034.554	2.986.898	2.516.561	625.489.564	274.433.666	899.923.230
Orléans	131.431	139.500.381	3.008.728	379.025	32.543.763	2.314	257.234.106	156.721.262	413.955.368
Dijon	921.848	453.298.978	9.050.961	4.086.440	3.335.735	577.023	626.279.601	302.378.673	928.658.274
Limoges	552.241	341.736.988	5.631.325	6.167.736	14.589.438	220.192	487.460.865	183.758.896	671.219.761
Clermont-Ferrand.	133.381	387.664.472	5.710.391	52.688.036	596.034	84.800	534.259.587	149.335.446	683.595.033
Lyon	5.028.386	2.372.204.290	41.304.295	29.960.994	1.205.654	22.386	2.791.630.903	796.297.725	3.587.928.628
Bordeaux	443.521	763.013.014	12.838.909	13.287.634	2.505.442	241.244	968.005.985	250.127.431	1.218.133.416
Toulouse	698.466	165.699.202	4.136.523	6.188.332	489.164	1.863.262	286.955.258	189.239.192	476.194.450
Montpellier	546.919	418.966.173	4.425.350	1.701.890	3.826.371	88.103	518.744.005	157.760.345	676.504.350
Marseille	1.094.650	1.199.996.517	36.096.415	4.208.480	30.031.131	93.453	1.672.345.407	608.939.964	2.281.285.371
Strasbourg	602.497	433.432.309	16.825.946	40.044.714	158.242	142.898	634.577.809	269.524.361	904.102.170
Total	16.179.218	13.498.848.119	362.308.371	204.720.810	152.351.325	10.788.482	19.081.032.400	8.539.865.534	27.620.897.934
Répartition de 100 F de prestations	0,06	48.87	1,31	0,74	0,55	0,04	69,08	30,92	100

VIII. — **Répartition des prestations en nature de l'assurance longue maladie par catégories de bénéficiaires (régime général). — Année 1951.**

RÉGIONS	PRESTATIONS AUX ASSURÉS		PRESTATIONS aux conjoints.		PRESTATIONS AUX ENFANTS		PRESTATIONS aux autres membres de la famille (1).		TOTAL des prestations en nature
	Montant.	Pourcentage par rapport au total des prestations en nature.	Montant.	Pourcentage par rapport au total des prestations en nature.	Montant.	Pourcentage par rapport au total des prestations en nature.	Montant.	Pourcentage par rapport au total des prestations en nature.	
	Francs.		Francs.		Francs.		Francs.		Francs.
Paris	3.947.564.486	70,77	482.400.115	8,71	1.135.629.024	20,51	403.050	0,01	5.535.996.675
Rouen	607.804.815	67,01	93.746.285	10,34	205.152.278	22,62	306.461	0,03	907.009.839
Lille	1.481.982.288	63,40	215.722.796	11,57	465.234.929	24,95	1.470.200	0,08	1.864.410.213
Nancy	503.926.757	69,69	89.183.591	12,33	129.486.057	17,91	483.265	0,07	723.079.670
Rennes	417.761.000	64,54	65.131.480	10,06	163.882.049	25,32	498.599	0,08	647.273.128
Nantes	399.605.675	63,89	46.612.329	7,36	179.798.107	28,74	73.453	0,01	625.489.564
Orléans	164.161.079	63,82	32.918.369	12,80	60.151.658	23,38	»	»	257.234.106
Dijon	476.345.663	76,06	63.782.641	10,18	86.129.046	13,75	22.251	0,01	626.279.601
Limoges	340.514.810	69,86	48.115.712	9,87	98.763.583	20,26	66.760	0,01	487.460.865
Clermont-Ferrand	344.880.397	64,55	66.691.602	12,48	122.582.288	22,95	105.300	0,02	534.259.587
Lyon	1.958.258.090	70,15	208.453.537	7,47	624.157.185	22,36	762.091	0,02	2.791.630.903
Bordeaux	665.410.215	68,74	67.841.448	7,01	234.391.094	24,21	363.228	0,04	968.005.985
Toulouse	206.949.395	72,42	34.993.040	12,19	44.994.758	15,68	18.065	0,01	286.955.258
Montpellier	365.635.936	70,48	52.616.672	10,14	100.399.079	19,36	92.318	0,02	518.744.005
Marseille	1.265.534.385	75,67	150.923.332	9,02	255.133.076	15,26	754.614	0,05	1.672.345.407
Strasbourg	469.980.337	74,06	70.552.001	11,12	93.789.367	14,78	256.104	0,04	634.577.809
Total	13.286.318.328	69,63	1.789.084.950	9,38	3.999.673.578	20,96	5.675.759	0,03	19.080.752.615

(1) Bénéficiaires de l'article 23 (3°) de l'ordonnance du 19 octobre 1945.

IX. — **Dépenses de l'assurance maternité (régime général). — Année 1951.**

RÉGIONS	FRAIS MÉDICAUX autres que ceux relatifs à l'accouchement.	FRAIS pharmaceutiques et d'appareils.	FRAIS d'hospitalisation et A. M. G.	FRAIS MÉDICAUX d'accouchement.	TOTAL des prestations en nature.	PRIMES D'ALLAITEMENT	
						Assurées.	Conjointes
	Francs	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	340.700.192	113.713.492	1.689.553.671	518.930.403	2.662.897.758	128.253.935	162.958.021
Rouen	34.471.066	25.199.774	148.743.201	130.274.910	338.688.951	15.418.401	48.856.727
Lille	75.764.304	72.331.426	231.351.345	251.592.380	634.039.455	44.294.709	113.008.348
Nancy	41.832.395	18.902.234	191.367.515	129.058.441	381.160.525	31.033.264	76.271.364
Rennes	27.831.385	10.979.718	75.212.992	96.550.470	210.574.565	7.212.356	27.937.492
Nantes	25.889.071	14.736.684	111.383.912	123.691.591	275.701.258	13.157.660	48.481.857
Orléans	21.648.585	10.119.865	49.027.558	43.531.780	124.327.788	9.871.642	23.631.384
Dijon	35.672.869	12.835.469	139.212.476	72.249.881	259.970.695	16.947.682	51.813.413
Limoges	23.240.889	17.328.006	78.539.452	66.553.303	185.661.650	13.589.121	39.989.851
Clermont-Ferrand	13.572.780	10.905.596	63.810.644	39.265.682	127.554.702	10.432.098	25.081.282
Lyon	59.399.080	28.314.282	417.244.010	124.092.680	629.050.052	50.216.684	108.548.237
Bordeaux	15.211.208	13.841.826	102.941.419	81.945.895	213.940.348	22.586.944	43.684.668
Toulouse	12.864.049	10.996.806	70.890.534	62.997.737	157.749.126	11.612.132	28.557.569
Montpellier	17.782.630	7.866.288	69.721.433	45.926.268	141.296.619	8.680.856	24.608.132
Marseille	44.057.177	24.926.327	189.373.765	104.658.550	363.015.819	20.202.769	62.254.268
Strasbourg	32.713.989	11.676.263	166.115.278	77.951.077	288.456.607	19.356.162	56.335.627
Total	822.651.609	404.674.056	3.797.730.240	1.969.030.013	6.994.085.918	422.866.415	942.018.240
Répartition de 100 F de prestations.	6,84	3,37	31,60	16,38	58,19	3,52	7,84

RÉGIONS	BONS DE LAIT		PRIMES DIVERSES	INDEMNITES journalières	TOTAL des prestations en espèces	TOTAL GÉNÉRAL des dépenses de l'assurance maternité.
	Assurées.	Conjointes.				
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs
Paris	61.861.615	66.732.991	45.830.549	1.175.137.317	1.640.774.428	4.303.672.186
Rouen	14.334.578	34.430.327	2.568.286	145.927.829	261.536.148	600.225.099
Lille	24.277.818	52.578.458	1.375.617	356.679.894	592.214.844	1.226.254.299
Nancy	12.203.835	23.492.981	2.916.437	189.505.193	335.423.074	716.583.599
Rennes	7.556.601	21.747.897	608.684	68.582.908	133.645.938	344.220.503
Nantes	8.195.782	24.014.872	651.217	95.703.477	190.204.865	465.906.123
Orléans	5.070.935	8.258.591	3.158.291	63.346.352	113.337.195	237.664.983
Dijon	7.117.452	13.610.062	1.857.407	107.659.542	199.005.558	458.976.253
Limoges	4.534.899	8.519.234	3.420.720	65.856.416	135.910.241	321.571.891
Clermont-Ferrand	3.991.080	6.688.418	734.910	52.012.253	98.940.041	226.494.743
Lyon	12.656.599	19.172.451	4.977.438	280.177.973	475.749.382	1.104.799.434
Bordeaux	4.495.123	7.219.207	2.045.588	90.470.674	170.502.204	384.442.552
Toulouse	4.656.842	9.669.810	3.836.938	59.463.701	117.796.992	275.546.118
Montpellier	3.073.913	6.646.175	3.922.333	45.665.390	92.596.799	233.893.418
Marseille	5.968.539	15.662.547	13.969.427	112.551.039	230.608.589	593.624.408
Strasbourg	8.297.727	12.604.113	4.654.625	135.778.134	237.026.388	525.482.995
Total	188.293.338	331.048.134	96.528.467	3.044.518.092	5.025.272.686	12.019.358.604
Répartition de 100 F de prestations.	1,57	2,75	0,80	25,33	41.81	100

X. — **Nombre de naissances ayant donné lieu à l'attribution des prestations de l'assurance maternité. — Année 1951.**

RÉGIONS	RÉGIME GÉNÉRAL			FONCTIONNAIRES			ÉTUDIANTS			GRANDS INVALIDES, VEUVES ET ORPHELINS DE GUERRE		
	Mères assurées.	Mères non assurées.	Total.	Mères assurées.	Mères non assurées.	Total.	Mères assurées.	Mères non assurées.	Total.	Mères assurées.	Mères non assurées.	Total.
Paris	53.077	39.501	92.578	3.271	3.097	6.368	130	137	267	»	»	»
Rouen	7.528	19.156	26.684	580	1.040	1.620	2	1	3	1	5	6
Lille	15.195	34.917	50.112	749	1.680	2.429	18	41	59	1	8	9
Nancy	9.521	20.953	30.474	627	1.530	2.157	11	30	41	»	6	6
Rennes	3.646	11.346	14.992	478	1.309	1.787	8	19	27	1	24	25
Nantes	5.579	16.247	21.826	441	1.296	1.737	8	15	23	1	14	15
Orléans	3.342	6.495	9.837	356	591	947	2	1	3	»	5	5
Dijon	5.301	12.238	17.539	462	996	1.458	5	4	9	»	7	7
Limoges	3.553	9.543	13.096	466	997	1.463	12	7	19	1	14	15
Clermont-Ferrand	2.511	5.369	7.880	329	513	842	6	8	14	»	4	4
Lyon	13.502	24.488	37.990	666	1.305	1.971	13	22	35	»	2	2
Bordeaux	5.265	9.713	14.978	498	866	1.364	20	34	54	2	10	12
Toulouse	3.728	7.971	11.699	475	892	1.367	25	49	74	2	9	11
Montpellier	2.170	5.647	7.817	398	694	1.092	19	60	79	1	4	5
Marseille	5.212	13.529	18.741	526	1.588	2.114	25	24	49	2	3	5
Strasbourg	6.262	14.904	21.166	306	1.127	1.433	13	7	20	3	5	8
Total	145.392	252.017	397.409	10.628	19.521	30.149	317	459	776	15	120	135

XI. — **Nombre de déclarations de grossesses enregistrées par les caisses primaires de sécurité sociale au cours de l'année 1951.**

RÉGIONS	RÉGIME GÉNÉRAL			FONCTIONNAIRES			ÉTUDIANTS			GRANDS INVALIDES, VEUVES et orphelins de guerre.		
	Assurées.	Non assurées.	Total.	Assurées.	Non assurées.	Total.	Assurées.	Non assurées.	Total.	Assurées	Non assurées	Total.
Paris	51.840	57.109	108.949	3.585	4.256	7.841	282	434	716	»	13	13
Rouen	8.775	21.976	30.751	544	1.389	1.933	5	8	13	»	17	17
Lille	17.705	39.161	56.866	474	1.201	1.675	12	33	45	»	»	»
Nancy	10.507	22.128	32.635	626	1.359	1.985	17	29	46	»	5	5
Rennes	4.471	12.868	17.339	583	1.697	2.280	8	17	25	2	112	114
Nantes	5.757	16.134	21.891	386	892	1.278	9	9	18	1	25	26
Orléans	3.935	7.548	11.483	374	553	927	»	»	»	»	2	2
Dijon	6.446	14.477	20.923	607	1.044	1.651	4	8	12	»	6	6
Limoges	3.938	9.767	13.705	467	1.043	1.510	3	1	4	»	8	8
Clermont-Ferrand	2.834	6.502	9.336	238	475	713	11	6	17	»	4	4
Lyon	13.776	27.010	40.786	1.179	1.900	3.079	49	45	94	»	»	»
Bordeaux	5.349	10.590	15.939	558	810	1.368	33	50	83	»	20	20
Toulouse	3.624	8.173	11.797	362	634	996	31	52	83	»	9	9
Montpellier	2.431	6.126	8.557	312	485	797	33	37	70	»	1	1
Marseille	5.517	14.401	11.918	845	1.629	2.474	29	22	51	2	1	3
Strasbourg	7.713	17.001	24.714	302	1.243	1.545	13	14	27	1	3	4
Total	154.618	290.971	445.589	11.442	20.610	32.052	539	765	1.304	6	226	232

XII. — **Assurance décès. — Année 1951.**

RÉGIONS	NOMBRE DE DÉCÈS ayant donné droit à l'attribution des prestations.	MONTANT DES DÉPENSES	POURCENTAGE DES DÉPENSES de l'assurance décès par rapport aux cotisations assurances sociales du régime général.
		Francs.	
Paris	15.102	815.870.263	0,84
Rouen	2.784	138.655.791	0,92
Lille	6.297	329.638.941	0,96
Nancy	2.907	145.005.586	0,84
Rennes	1.592	66.655.498	0,91
Nantes	1.871	86.774.100	0,86
Orléans	982	41.251.488	0,73
Dijon	1.872	88.436.759	0,76
Limoges	1.189	50.495.032	0,75
Clermont-Ferrand	1.012	43.102.332	0,77
Lyon	5.308	268.115.446	0,92
Bordeaux	1.694	74.852.454	0,84
Toulouse	1.097	49.205.070	0,75
Montpellier	895	37.402.973	0,71
Marseille	2.595	128.501.793	0,91
Strasbourg	2.599	134.556.279	0,79
Total	49.796	2.498.519.805	0,86

XIII. — **Dépenses de l'assurance maladie (régime des fonctionnaires et ouvriers d'Etat). — Année 1951.**

RÉGIONS	FRAIS MÉDICAUX						FRAIS chirurgicaux
	Consultations.	Visites.	Pratique médicale courante.	Soins d'auxiliaires.	Frais de déplacement.	Total.	
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	160.223.450	143.428.731	78.567.318	51.009.468	26.145.999	459.374.965	172.736.575
Rouen	29.219.648	30.069.710	4.527.442	13.480.018	13.771.268	91.068.086	39.155.972
Lille	43.720.279	52.790.673	5.142.054	10.495.211	11.117.303	123.265.520	65.464.076
Nancy	34.101.320	37.346.824	7.287.555	10.830.636	14.355.486	103.921.821	60.148.585
Rennes	35.746.504	37.853.021	8.063.251	10.957.576	11.741.073	104.361.425	69.782.712
Nantes	28.698.871	29.663.040	5.680.246	14.774.684	8.401.732	87.218.573	53.679.119
Orléans	17.344.057	19.295.070	3.860.605	5.246.055	7.484.149	53.229.936	31.385.303
Dijon	29.759.699	29.062.359	10.802.395	10.886.519	14.136.590	94.647.562	48.761.066
Limoges	33.360.524	36.781.290	6.685.475	8.005.416	14.741.754	99.574.459	53.357.403
Clermont-Ferrand	19.936.401	19.008.043	3.444.309	7.902.307	8.382.181	58.673.241	31.483.115
Lyon	40.711.840	28.354.416	8.511.338	15.790.387	11.048.289	104.416.270	76.521.053
Bordeaux	45.685.563	52.358.194	15.344.578	10.211.252	11.075.772	134.675.359	63.619.501
Toulouse	34.425.172	37.114.669	8.606.749	6.288.330	11.032.565	97.467.485	59.688.964
Montpellier	27.545.744	34.938.982	17.320.462	6.719.375	8.337.901	94.862.464	31.465.413
Marseille	59.314.451	49.807.922	13.719.409	20.299.284	10.887.956	154.029.022	123.234.959
Strasbourg	49.268.218	28.647.587	13.698.683	8.658.388	5.731.617	106.004.493	46.494.249
Total	689.061.741	666.520.531	211.261.869	211.554.906	188.391.635	1.966.790.682	1.026.978.065
Répartition de 100 F de prestations	7,01	6,79	2,16	2,15	1,91	20,02	10,45

RÉGIONS	PHARMACIE	LUNETTES et orthopédie	SOINS dentaires.	FRAIS d'hospitalisation.	HONORAIRES dans les hôpitaux publics.	CURES thermales	DIVERS	TOTAL
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	671.349.026	57.673.617	286.673.844	407.261.827	37.637.795	12.817.022	1.747.781	2.107.272.453
Rouen	160.611.019	15.721.489	51.541.587	49.232.480	5.183.815	10.442.054	476.507	423.433.009
Lille	226.617.387	17.239.220	70.911.134	60.022.717	5.486.253	2.240.159	992.322	572.238.788
Nancy	172.522.191	17.113.961	62.646.902	71.044.048	4.495.140	12.470.187	272.570	504.635.405
Rennes	167.082.187	16.101.153	68.952.896	69.169.349	2.414.493	1.858.380	156.163	499.878.758
Nantes	152.759.690	15.893.965	57.470.477	84.962.633	3.312.297	1.074.041	631.611	457.002.406
Orléans	95.010.431	10.909.701	37.216.756	40.616.673	1.458.880	2.081.968	861.200	272.770.848
Dijon	152.985.489	15.783.704	72.543.118	79.119.391	3.788.119	3.392.077	221.773	471.242.299
Limoges	174.371.460	18.631.111	67.341.311	85.842.621	3.106.930	6.271.778	784.303	509.281.376
Clermont-Ferrand	99.750.632	10.373.228	41.658.681	40.432.755	1.017.547	87.818.990	45.042	371.253.231
Lyon	221.147.043	23.001.851	101.725.258	225.605.941	9.699.845	22.430.449	162.132	784.709.842
Bordeaux	169.161.074	17.867.712	59.829.096	79.969.223	3.195.670	19.224.927	113.969	547.656.531
Toulouse	147.846.007	16.061.070	55.792.469	59.178.937	2.260.958	22.969.110	2.432.189	463.697.189
Montpellier	128.152.030	13.579.923	50.747.667	57.404.620	3.084.976	6.574.176	5.844.503	391.715.772
Marseille	296.490.722	26.709.353	103.630.377	186.398.984	11.729.970	5.893.741	1.445.917	909.563.045
Strasbourg	143.956.592	16.486.625	83.834.154	127.834.072	12.561.265	3.326.145	325.336	540.822.031
Total	3.179.812.980	309.147.683	1.272.515.727	1.724.096.271	110.433.953	220.885.204	16.513.318	9.827.173.883
Répartition de 100 F de prestations	32,35	3,15	12,95	17,54	1,12	2,25	0,17	100

XIV. — **Dépenses de l'assurance longue maladie (régime des fonctionnaires et ouvriers d'Etat). — Année 1951.**

RÉGIONS	FRAIS MÉDICAUX						FRAIS chirurgicaux
	Consultations.	Visites.	Pratique médicale courante.	Soins d'auxiliaires	Frais de déplacement.	Total.	
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	7.812.475	5.108.686	7.647.808	5.776.100	2.227.219	28.572.288	17.824.407
Rouen	1.270.513	952.435	597.883	1.818.391	1.384 448	6.023.670	4.340.932
Lille	3.440.553	2.773.158	773.045	1.669.739	1.465.852	10.122.347	9.303.307
Nancy	1.095.917	1.036.256	499.953	844.496	1.100.612	4.577.234	4.972.782
Rennes	2.163.603	1.630.206	987.449	2.039.702	1.409.589	8.230.551	10.165.933
Nantes	1.123.642	725.685	417.876	925.851	739.579	3.932.633	4.317.049
Orléans	719.816	509.682	292.677	539.342	740.448	2.801.965	2.696.053
Dijon	1.072.729	799.456	1.185.883	909.458	956.549	4.924.075	4.204.966
Limoges	1.399.852	899.372	470.948	768.880	835.993	4.375.045	4.608.915
Clermont-Ferrand	478.340	466.002	214.471	407.365	405.986	1.972.164	2.346.904
Lyon	1.574.181	556.036	619.440	1.250.855	1.285.827	5.286.539	7.443.344
Bordeaux	2.218.006	1.848.833	1.646.808	1.097.386	727.822	7.538.855	5.268.173
Toulouse	1.427.484	1.039.758	759.826	761.727	544.629	4.533.424	5.316.078
Montpellier	847.104	847.512	1.148.862	550.157	609.576	4.003.211	2.031.880
Marseille	3.364.895	2.744.288	1.254.146	3.302.940	1.412.960	12.079.229	12.313.703
Strasbourg	1.448.977	665.399	921.175	744.705	133.331	3.883.587	2.624.751
Total	31.428.087	22.602.764	19.438.250	23.407.096	15.980.420	112.856.617	99.779.177
Répartition de 100 F de prestations	2,48	1,78	1,53	1,85	1,26	8,90	7,86

RÉGIONS	PHARMACIE	LUNETTES et orthopédie.	SOINS dentaires.	FRAIS d'hospitalisation.	HONORAIRES dans les hôpitaux publics.	CURES thermales.	DIVERS	TOTAL
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	48.037.002	1.367.772	412.846	119.522.991	2.692.890	1.873.851	281.835	220.585.882
Rouen	10.695.104	438.727	60.620	19.674.813	507.805	2.039.508	47.901	43.829.080
Lille	22.136.246	822.968	217.430	50.442.827	723.521	679.921	489.856	94.938.423
Nancy	7.718.349	367.677	9.336	16.688.318	724.407	845.608	37.432	35.941.143
Rennes	14.103.942	459.838	469.858	38.816.191	1.099.414	626.357	28.098	74.000.162
Nantes	8.488.107	346.702	228.068	25.300.354	639.664	242.808	223.965	43.719.350
Orléans	5.297.152	207.822	43.986	13.413.459	264.038	216.856	807.082	25.748.413
Dijon	7.948.417	372.684	305.291	26.123.151	422.822	289.573	16.741	44.607.723
Limoges	8.904.559	325.020	103.708	65.644.817	522.396	1.079.557	594.443	86.158.460
Clermont-Ferrand	3.680.669	100.642	7.394	14.270.416	244.466	6.535.208	»	29.157.863
Lyon	10.889.054	431.302	1.032.836	180.870.042	1.627.383	3.675.145	58.075	211.313.520
Bordeaux	10.289.949	409.330	158.461	47.740.480	678.096	1.513.898	40.982	73.638.224
Toulouse	8.311.584	222.026	217.965	18.625.412	258.439	1.523.489	205.210	39.213.627
Montpellier	5.735.325	119.009	38.388	24.818.508	139.452	419.132	470.401	37.775.306
Marseille	23.795.938	746.517	126.125	116.844.389	1.473.575	704.688	283.313	168.367.477
Strasbourg	5.499.648	306.269	106.598	25.035.130	861.202	1.811.470	»	40.128.655
Total	201.531.045	7.044.305	3.538.913	803.831.298	12.879.570	24.077.069	3.585.334	1.269.123.328
Répartition de 100 F de prestations	15,88	0,55	0,28	63,34	1,01	1,90	0,28	100

XV. — **Dépenses de l'assurance maternité (régime des fonctionnaires et ouvriers d'Etat). — Année 1951.**

RÉGIONS	FRAIS MÉDICAUX autres que ceux relatifs à l'accouchement.	FRAIS pharmaceutiques et d'appareils.	FRAIS d'hospitalisation.	FRAIS MÉDICAUX d'accouchement.	TOTAL des prestations en nature.	PRIMES d'allaitement. — Assurées.
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	17.482.045	8.883.832	63.455.682	31.799.382	121.620.941	7.133.049
Rouen	2.890.931	2.155.989	9.726.115	10.092.781	24.865.816	1.425.984
Lille	3.910.556	4.187.420	12.001.045	13.759.614	33.858.635	2.401.669
Nancy	3.986.852	1.643.951	14.103.293	10.159.519	29.893.615	2.108.296
Rennes	3.750.674	1.455.038	11.452.700	12.962.352	29.620.764	948.757
Nantes	2.121.987	1.391.895	12.461.131	10.299.114	26.277.127	1.067.610
Orléans	2.014.722	1.053.783	4.916.519	4.830.579	12.815.603	1.303.232
Dijon	4.071.891	1.298.499	13.050.233	7.508.273	25.928.896	2.119.271
Limoges	3.150.810	1.978.341	9.239.675	8.250.466	22.619.292	2.019.972
Clermont-Ferrand...	1.645.853	1.373.207	5.989.944	4.859.895	13.868.899	1.383.930
Lyon	3.763.281	2.058.242	25.532.308	8.957.330	40.311.161	3.194.216
Bordeaux	1.709.373	1.472.806	8.183.682	8.858.701	20.224.562	2.013.535
Toulouse	1.461.752	1.269.485	7.177.229	7.901.857	17.810.323	1.384.600
Montpellier	2.316.119	1.026.216	8.560.071	6.200.135	18.102.541	1.245.660
Marseille	4.172.470	2.961.160	16.994.276	12.489.692	36.620.598	1.993.994
Strasbourg	2.882.837	916.343	14.125.957	6.182.849	24.107.986	1.179.266
Total	61.332.153	35.129.207	236.972.860	165.112.539	498.546.759	32.923.041
Répartition de 100 F de prestations....	9,45	5,41	36,50	25,43	76,79	5,07

RÉGIONS	PRIMES d'allaitement — Conjointes.	BONS DE LAIT — Assurées.	BONS DE LAIT — Conjointes.	PRIMES DIVERSES	TOTAL des prestations en espèces.	TOTA GÉNÉRAL des dépenses de l'assurance maternité.
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	9.037.700	2.353.725	3.678.710	2.445.202	24.648.386	146.269.327
Rouen	3.097.676	1.192.690	2.164.060	59.182	7.939.592	32.805.408
Lille	5.346.132	1.172.137	2.782.116	85.480	11.787.534	45.646.169
Nancy	5.286.007	947.480	2.026.054	61.890	10.429.727	40.323.342
Rennes	3.809.537	1.112.523	2.910.088	49.546	8.830.451	38.451.215
Nantes	4.048.468	780.166	2.287.312	13.670	8.197.726	34.474.853
Orléans	1.978.148	481.631	828.823	286.840	4.878.674	17.694.277
Dijon	4.177.874	616.697	1.246.186	209.359	8.369.387	34.298.283
Limoges	4.065.160	656.490	1.067.524	243.793	8.052.939	30.672.231
Clermont-Ferrand...	2.327.020	547.008	592.845	68.810	4.919.613	18.788.512
Lyon	6.971.461	943.356	1.450.043	353.076	12.882.152	53.193.313
Bordeaux	3.928.060	354.060	678.580	175.666	7.149.901	27.374.463
Toulouse	2.852.444	631.056	1.102.411	349.316	6.319.827	24.130.150
Montpellier	2.674.150	385.045	676.530	389.145	5.370.530	23.473.071
Marseille	6.904.332	625.574	2.584.207	1.219.245	13.327.352	49.947.950
Strasbourg	4.536.120	406.486	1.158.401	345.044	7.625.317	31.733.303
Total	71.040.289	13.176.124	27.234.390	6.355.264	150.729.108	649 275.867
Répartition de 100 F de prestations....	10.94	2,03	4,19	0,98	23,21	100

XVI. — **Prestations versées aux étudiants au cours de l'année 1951.**

RÉGIONS	ASSURANCE MALADIE	ASSURANCE longue maladie.	ASSURANCE MATERNITE	TOTAL DES PRESTATIONS
	Francs.	Francs	Francs.	Francs.
Paris	115.978.062	40.616.491	11.072.518	167.667.071
Rouen	5.581.442	530.201	80.882	6.192.525
Lille	14.813.593	4.003.596	952.145	19.769.334
Nancy	10.267.754	1.413.738	821.590	12.503.082
Rennes	11.190.547	2.130.790	480.036	13.801.373
Nantes	9.493.874	1.155.504	535.065	11.184.443
Orléans	749.676	65.534	33.400	848.610
Dijon	7.434.083	2.417.191	189.472	10.040.746
Limoges	6.510.998	826.060	534.635	7.871.693
Clermont-Ferrand	8.419.365	827.965	380.539	9.627.869
Lyon	36.504.523	68.960.045	1.750.280	107.214.818
Bordeaux	19.533.339	8.859.348	1.436.122	29.828.809
Toulouse	16.908.722	2.380.597	1.495.861	20.785.180
Montpellier	17.058.980	4.420.910	2.082.583	23.562.473
Marseille	16.991.903	23.031.484	1.188.801	41.212.188
Strasbourg	13.086.549	3.629.408	490.490	17.206.447
Total	310.523.410	165.268.832	23.524.419	499.316.661

XVII. — **Prestations versées aux grands invalides, veuves et orphelins de guerre au cours de l'année 1951.**

RÉGIONS	ASSURANCE MALADIE	ASSURANCE longue maladie.	ASSURANCE MATERNITÉ	TOTAL DES PRESTATIONS
	Francs	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	36.649.353	159.134	353.518	37.162.005
Rouen	10.940.206	»	73.351	11.013.557
Lille	14.115.655	1.684	145.508	14.262.847
Nancy	21.625.999	8.416	91.321	21.725.736
Rennes	27.093.061	»	358.256	27.451.317
Nantes	23.670.447	»	289.491	25.959.938
Orléans	7.999.745	»	51.923	8.051.668
Dijon	20.727.072	270.840	137.592	21.135.504
Limoges	32.113.689	1.828	200.058	32.315.575
Clermont-Ferrand	21.815.822	»	88.651	21.904.473
Lyon	23.988.905	3.233	126.675	24.118.813
Bordeaux	29.442.949	»	176.138	29.619.087
Toulouse	18.498.671	»	99.800	18.598.471
Montpellier	17.083.065	»	137.799	17.220.864
Marseille	24.938.548	3.859	167.355	25.109.762
Strasbourg	10.478.665	»	155.177	10.633.842
Total	343.181.852	448.994	2.652.613	346.283.459

XVIII. — **Récapitulation des prestations servies au titre des assurances maladie et longue maladie.**

(En millions de francs.)

	RÉGIME GÉNÉRAL		RÉGIME des fonctionnaires.		RÉGIME des étudiants.		GRANDS INVALIDES, veuves et orphelins de guerre.		TOTAL	
	Maladie.	Longue maladie.	Maladie.	Longue maladie.	Maladie.	Longue maladie.	Maladie	Longue maladie.	Maladie.	Longue maladie.
Prestations en nature.										
Consultations	5.925	437	689	32	19	0,9	23,8	»	6.657	470
Visites	4.758	241	667	23	9	0,5	26,6	»	5.461	265
Pratique médicale courante	2.076	292	211	19	8	1,2	7,5	»	2.303	312
Soins d'auxiliaires	1.751	262	212	23	4	0,7	7	»	1.974	286
Frais de déplacement	1.060	156	188	16	3	1,1	9,4	»	1.260	173
Frais chirurgicaux	7.126	1.005	1.027	100	38,7	7,8	44,1	0,1	8.236	1.113
Soins et prothèse dentaires	8.661	16	1.272	4	58,7	»	42,1	»	10.034	20
Pharmacie	23.954	2.350	3.180	201	76,1	7,8	118,6	0,1	27.329	2.559
Lunettes et orthopédie	2.095	93	309	7	9,8	0,2	14,8	»	2.429	100
Frais d'hospitalisation	30.573	13.499	1.724	804	76,6	144,6	44,9	0,2	32.418	14.448
Honoraires médicaux et chirurgicaux dans les établissements publics	2.343	362	110	13	3,9	0,3	2,5	»	2.459	375
Frais de cure thermale	898	205	221	24	3,7	0,2	1,3	»	1.124	229
Remboursements à l'A. M. G. non ventilés	564	152	6	2	»	»	0,2	»	570	154
Divers	244	11	11	1	»	»	0,4	»	255	12
Total des prestations en nature	92.028	19.081	9.827	1.269	310,5	165,3	343,2	0,4	102.509	20.516
Prestations en espèces.										
Indemnités journalières (maladie)	22.925	»	»	»	»	»	»	»	22.925	»
Allocations mensuelles (longue maladie)	»	8.540	»	»	»	»	»	»	»	8.540
Total général des prestations	114.953	27.621	9.827	1.269	310,5	165,3	343,2	0,4	125.434	29.056
Répartition des prestations en nature par catégories de bénéficiaires.										
Assurés	47.711	13.286	4.430	833	295,5	161,9	258,5	0,4	52.695	14.281
Conjoints	14.336	1.789	1.794	172	7,8	1,4	52,6	»	16.190	1.962
Enfants	19.759	4.000	2.198	262	7,2	2	32,1	»	21.996	4.264
Autres membres de la famille (1)	59	6	10	1	»	»	»	»	69	7
Invalides et leurs ayants droit	7.004	»	141	»	»	»	»	»	7.145	»
Pensionnés et leurs ayants droit	3.159	»	1.254	»	»	»	»	»	4.413	»
Total	92.028	19.081	9.827	1.268	310,5	165,3	343,2	0,4	102.508	20.514

(1) Bénéficiaires de l'article 23 (3°) de l'ordonnance du 19 octobre 1945.

XIX. — **Récapitulation des prestations servies au titre de l'assurance maternité.**
(En millions de francs.)

	RÉGIME général.	RÉGIME des fonctionnaires.	RÉGIME des étudiants.	RÉGIME des grands invalides, veuves et orphelins de guerre.	TOTAL
Frais médicaux autres que ceux relatifs à l'accouchement proprement dit	823	62	2,4	0,3	888
Frais pharmaceutiques et d'appareils	404	35	1,6	0,2	441
Frais d'hospitalisation	3.798	237	10,2	0,8	4.046
Frais médicaux d'accouchement	1.969	165	5,3	0,9	2.140
Primes d'allaitement servies aux assurées	423	33	1,1	»	457
Primes d'allaitement servies aux conjointes	942	71	1,7	0,2	1.015
Bons de lait servis aux assurées	188	13	0,4	»	201
Bons de lait servis aux conjointes	331	27	0,5	0,1	359
Primes diverses	97	6	0,3	0,2	103
Total des prestations en nature	8.975	649	23,5	2,7	9.650
Indemnités journalières	3.044	»	»	»	3.044
Total général	12.019	649	23,5	2,7	12.694

XX. — **Importance en pourcentage par rapport aux cotisations d'assurances sociales de chacune des catégories de dépenses de l'assurance maladie (régime général). — Année 1951.**

RÉGIONS	FRAIS médicaux	FRAIS chirurgicaux.	FRAIS pharmaceutiques.	SOINS dentaires.	HOSPITALISATION et A.M.G	DIVERS	INDEMNITÉS journalières.	TOTAL
	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.
Paris	5,56	1,78	8,16	2,78	13,71	0,09	7,28	39,36
Rouen	4,84	1,82	9,12	2,39	8,68	0,06	8,50	35,41
Lille	4,29	2,02	8,28	1,97	5,95	»	9,09	31,60
Nancy	5,20	2,64	9,34	2,70	7,69	»	8,34	35,91
Rennes	6,46	4,03	10,61	3,78	8,57	0,01	7,48	40,94
Nantes	5,73	3,53	10,92	3,18	11,06	0,07	7,67	42,16
Orléans	4,71	2,65	9,12	2,87	8,86	0,03	7,42	35,66
Dijon	5,09	2,74	8,91	3,69	8,02	0,01	7,59	36,05
Limoges	6,19	3,17	11,68	3,83	11,19	0,02	7,68	43,76
Clermont-Ferrand	5,51	2,94	10,41	3,86	17,31	0,04	9,26	49,33
Lyon	3,30	2,20	7,27	3,00	13,63	0,01	8,48	37,89
Bordeaux	8,29	2,87	10,54	3,23	14,43	0,01	6,57	45,94
Toulouse	6,48	4,23	10,60	3,23	9,99	0,37	7,98	42,88
Montpellier	8,04	3,35	11,80	3,75	16,62	0,01	7,61	51,18
Marseille	5,69	4,73	10,79	3,21	16 27	0,77	8,69	50,15
Strasbourg	6,32	2,65	9,40	4,52	14,07	»	6,75	43,71
France entière	5,33	2,44	8,93	2,97	11,78	0,08	7,86	39,39

XXI. — **Importance en pourcentage, par rapport aux cotisations d'assurances sociales, de chacune des catégories de dépenses de l'assurance longue maladie (régime général). — Année 1951.**

RÉGIONS	FRAIS médicaux.	FRAIS chirurgicaux.	FRAIS pharmaceutiques.	HOSPITALISATIONS et A. M. G.	SOINS dentaires et divers.	ALLOCATIONS mensuelles.	TOTAL
	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.
Paris	0,53	0,25	0,82	4,06	0,03	3,01	8,70
Rouen	0,47	0,34	0,96	4,27	»	3,19	9,23
Lille	0,47	0,37	1,06	3,54	»	2,94	8,38
Nancy	0,44	0,36	0,82	2,56	»	2,91	7,09
Rennes	0,64	0,83	1,16	6,21	0,01	3,81	12,66
Nantes	0,39	0,46	0,86	4,44	0,01	2,71	8,87
Orléans	0,36	0,34	0,75	3,10	»	2,77	7,32
Dijon	0,39	0,29	0,67	4,06	»	2,62	8,03
Limoges	0,43	0,45	0,89	5,49	»	2,74	10,00
Clermont-Ferrand	0,43	0,37	0,84	7,90	»	2,67	12,21
Lyon	0,28	0,31	0,59	8,43	0,01	2,75	12,37
Bordeaux	0,77	0,29	0,92	8,91	»	2,82	13,71
Toulouse	0,46	0,46	0,74	2,70	0,02	2,90	7,28
Montpellier	0,56	0,36	0,77	8,12	0,01	2,99	12,81
Marseille	0,74	0,76	1,34	8,98	»	4,30	16,12
Strasbourg	0,26	0,21	0,37	2,87	»	1,58	5,29
France entière	0,48	0,35	0,84	4,88	»	2,91	9,46

XXII. — **Importance en pourcentage, par rapport aux cotisations d'assurances sociales, de chacune des catégories de dépenses de l'assurance maternité (régime général). — Année 1951.**

RÉGIONS	PRESTATIONS EN NATURE	PRIMES D'ALLAITEMENT, bons de lait, primes diverses.	INDEMNITÉS JOURNALIÈRES	TOTAL
	Pourcentage	Pourcentage	Pourcentage	Pourcentage
Paris	2,73	0,48	1,21	4,42
Rouen	2,26	0,77	0,97	4,00
Lille	1,84	0,69	1,04	3,57
Nancy	2,30	0,84	1,10	4,14
Rennes	2,88	0,89	0,94	4,71
Nantes	2,72	0,93	0,94	4,59
Orléans	2,20	0,88	1,12	4,20
Dijon	2,25	0,79	0,93	3,97
Limoges	2,77	1,04	0,98	4,79
Clermont-Ferrand	2,28	0,84	0,93	4,05
Lyon	2,17	0,67	0,97	3,81
Bordeaux	2,41	0,90	1,01	4,32
Toulouse	2,41	0,89	0,91	4,21
Montpellier	2,68	0,89	0,86	4,43
Marseille	2,57	0,83	0,79	4,19
Strasbourg	1,69	0,59	0,79	3,07
France entière	2,40	0,68	1,04	4,12

XXIII. — **Dépenses effectuées par les caisses primaires de sécurité sociale au titre des accidents du travail (incapacité temporaire). — Année 1951.**

RÉGIONS	FRAIS médicaux.	FRAIS chirurgicaux.	FRAIS pharmaceutiques.	FRAIS d'hospitalisation.	FRAIS d'appareils orthopédie, lunettes.	PROTHESE et soins dentaires.
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	614.664.622	135.791.995	289.723.176	875.674.959	19.094.179	5.698.276
Rouen	105.290.708	33.620.707	84.815.434	143.604.588	6.140.554	1.262.837
Lille	272.857.211	76.838.567	217.342.166	126.798.592	5.371.027	2.197.463
Nancy	135.353.152	51.695.038	89.714.972	109.153.854	5.244.676	1.397.287
Rennes	41.778.477	27.230.479	27.373.424	37.981.446	2.406.982	513.456
Nantes	71.344.948	21.031.335	46.524.999	72.746.993	3.589.613	914.221
Orléans	35.016.417	10.488.019	22.472.298	23.334.649	1.836.596	530.663
Dijon	75 146.770	22.044.340	38.969.077	58.355.618	2.573.068	642.663
Limoges	48.092.598	26.198.405	32.907.092	40.955.436	2.564.300	596.134
Clermont-Ferrand	34.776.232	23.785.219	25.845.883	34.733.785	2.304.024	644.119
Lyon	309.134.535	61.741.784	156.986.115	286.519.564	6.946.802	2.160.638
Bordeaux	103.636.630	23.491.961	47.262.801	67.888.395	3.289.490	561.009
Toulouse	50.244.877	12.010.240	27.932.695	42.221.106	2.192.139	399.376
Montpellier	52.484.062	10.897.439	30.587.234	44.102.617	2.097.545	506.514
Marseille	139.962.289	77.082.915	82.541.531	180.045.846	6.315.007	1.203.812
Strasbourg	105.204.045	31.926.692	54.472.137	158.921.633	11.147.566	1.632.827
Total	2.191.987.573	645.875.135	1.275.471.034	2.303.039.081	83.113.568	20.861.295
Répartition de 100 F de prestations	12,54	3,72	7,28	13,16	0,47	0,12

RÉGIONS	FRAIS funéraires.	RÉADAPTATION fonctionnelle et rééducation professionnelle.	DIVERS	INDEMNITÉS journalières.	TOTAL
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	9.854.863	32.005.032	2.200.250	2.767.822.627	4.752.529.979
Rouen	1.671.632	2.412.725	4.410.676	695.551.325	1.078.781.186
Lille	2.205.834	11.462.114	3.318.514	1.416.244.654	2.134.636.142
Nancy	1.532.609	1.986.849	1.943.758	747.471.381	1.145.493.576
Rennes	859.327	2.178.158	1.461.459	232.032.091	373.815.299
Nantes	1.345.585	1.487.840	2.326.051	338.119.456	559.431.041
Orléans	643.734	870.079	1.015.881	173.062.289	269.270.625
Dijon	1.013.368	514.399	2.296.387	332.007.006	533.562.696
Limoges	825.971	4.235.985	1.544.536	238.907.664	396.828.121
Clermont-Ferrand	344.956	815.759	584.433	247.145.936	370.980.346
Lyon	1.808.133	2.342.736	4.309.099	1.460.138.675	2.292.088.081
Bordeaux	658.098	2.353.669	2.461.170	340.761.651	592.364.874
Toulouse	496.546	734.909	8.097.077	241.310.336	385.639.301
Montpellier	689.974	1.389.115	2.413.742	231.562.371	376.730.613
Marseille	1.429.616	2.854.765	7.149.265	804.969.421	1.303.554.467
Strasbourg	1.497.059	442.732	3.314.923	565.978.221	934.537.835
Total	26.877.305	66.086.866	48.847.221	10.833.085.104	17.500.244.182
Répartition de 100 F de prestations	0,15	0,27	0,39	61,90	100

XXIV. — **Importance en pourcentage par rapport aux cotisations d'accidents du travail de chacune des catégories des prestations servies au titre des accidents du travail (incapacité temporaire). — Année 1951.**

RÉGIONS	FRAIS médicaux.	FRAIS chirurgicaux.	FRAIS pharmaceutiques.	FRAIS d'hospitalisation	FRAIS d'appareils, orthopédie, lunettes.	SOINS dentaires.	FRAIS funéraires.	RÉADAPTATION fonctionnelle.	Divers.	INDEMNITES journalières.	TOTAL
Paris	4,52	1,00	2,13	6,46	0,14	0,04	0,07	0,22	0,13	20,44	35,15
Rouen	3,83	1,22	3,08	5,23	0,22	0,04	0,06	0,09	0,15	25,27	39,19
Lille	4,58	1,29	3,65	2,13	0,09	0,04	0,04	0,19	0,05	23,76	35,82
Nancy	4,50	1,72	2,99	3,65	0,17	0,05	0,05	0,07	0,05	24,88	38,13
Rennes	3,63	2,36	2,38	3,30	0,21	0,04	0,08	0,19	0,12	20,15	32,46
Nantes	4,47	1,32	2,91	4,60	0,22	0,06	0,08	0,09	0,11	21,16	35,02
Orléans	4,19	1,25	2,69	2,80	0,22	0,06	0,08	0,10	0,11	20,71	32,21
Dijon	4,52	1,33	2,35	3,58	0,15	0,04	0,06	0,03	0,07	19,99	32,12
Limoges	4,66	2,51	3,15	3,96	0,24	0,06	0,08	0,40	0,10	22,85	37,95
Clermont-Ferrand.	3,87	2,64	2,87	3,87	0,26	0,07	0,04	0,09	0,06	27,48	41,25
Lyon	6,34	1,27	3,22	5,90	0,14	0,04	0,04	0,05	0,07	29,97	47,04
Bordeaux	7,04	1,60	3,21	4,63	0,22	0,04	0,05	0,16	0,15	23,16	40,26
Toulouse	4,81	1,15	2,68	4,13	0,21	0,04	0,05	0,07	0,09	23,13	36,96
Montpellier	5,98	1,24	3,48	5,06	0,24	0,06	0,08	0,16	0,25	26,39	42,94
Marseille	5,31	2,93	3,13	6,85	0,24	0,05	0,05	0,11	0,26	30,56	49,49
Strasbourg	5,48	1,66	2,84	8.29	0,58	0,09	0,08	0,02	0,16	29,48	48,68
France entière..	4,85	1,43	2,82	5,10	0,18	0,05	0,06	0,15	0,09	23,94	38,67

XXV. — **Nombre d'indemnités journalières servies en 1951 (régime général).**

RÉGIONS	AU TITRE DE L'ASSURANCE MALADIE				AU TITRE de l'assurance maternité.	AU TITRE des accidents du travail.
	Indemnités normales.	Indemnités majorées.	Indemnités réduites.	Total.		
Paris	20.466.974	116.084	2.339.484	22.922.542	3.843.201	4.952.656
Rouen	4.359.077	69.034	360.706	4.788.817	584.756	1.443.670
Lille	10.303.798	105.912	483.208	10.892.918	1.384.774	2.911.061
Nancy	4.909.424	64.979	342.196	5.316.599	766.796	1.612.117
Rennes	2.276.330	40.526	168.694	2.485.550	308.423	623.709
Nantes	2.880.659	35.902	242.787	3.159.348	411.631	809.921
Orléans	1.634.899	11.474	121.639	1.768.012	291.011	430.406
Dijon	3.057.419	34.050	261.584	3.353.053	429.289	849.506
Limoges	2.022.249	20.737	153.555	2.196.541	286.362	599.491
Clermont-Ferrand...	1.826.328	29.162	139.799	1.995.289	220.287	569.469
Lyon	7.920.569	90.665	986.387	8.997.621	1.033.854	3.016.566
Bordeaux	2.141.685	17.552	212.965	2.372.202	403.324	814.446
Toulouse	1.876.802	19.733	153.017	2.049.552	263.266	479.513
Montpellier	1.559.580	12.522	150.413	1.722.515	432.590	505.973
Marseille	4.120.670	40.966	490.926	4.652.562	439.479	1.541.193
Strasbourg	3.504.436	50.294	570.801	4.125.531	526.748	1.217.327
Total	74.860.899	759.592	7.178.161	82.798.653	11.625.791	22.376.964

XXVI. — **Dépenses d'action sanitaire et sociale des caisses primaires de sécurité sociale. — Année 1951.**

RÉGIONS	DOTATION DES ŒUVRES de la caisse.		SUBVENTIONS de fonctionnement aux œuvres de la caisse.		DÉFICIT D'EXPLOITATION des œuvres.		SUBVENTIONS à des œuvres étrangères à la caisse.		AVANCES NOUVELLES consenties en 1951.	
	Crédits affectés.	Sommes dépensées ou versées.	Crédits affectés.	Sommes dépensées ou versées.	Crédits affectés.	Sommes dépensées ou versées.	Crédits affectés.	Sommes dépensées ou versées.	Crédits affectés.	Sommes dépensées ou versées.
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	58.252.553	41.867.209	9.280.000	1.673.417	167.635.301	167.635.301	102.370.032	31.072.532	»	»
Rouen	4.790.679	3.497.749	»	»	»	7.409.285	28.511.893	12.202.641	»	»
Lille	3.500.000	934.256	2.977.273	2.977.273	»	182.176	1.365.000	2.725.460	»	»
Nancy	3.000.000	3.000.000	5.875.342	5.875.342	»	»	12.355.777	12.265.821	»	»
Rennes	»	»	»	»	»	»	18.114.554	9.378.119	»	»
Nantes	1.751.600	3.069.355	»	»	1.458.721	1.458.721	4.216.652	7.616.652	»	»
Orléans	6.964.168	6.964.168	»	»	»	»	2.904.200	2.025.240	»	»
Dijon	237.799	237.799	371.610	1.045.073	»	»	2.581.280	2.151.750	»	»
Limoges	294.144	294.144	»	»	»	»	1.166.200	1.366.200	255.856	255.856
Clermont-Ferrand	»	»	100.000	81.137	»	»	16.321.000	15.179.061	»	»
Lyon	7.600.000	2.491.622	11.004.129	9.447.344	1.478.693	2.093.204	62.087.638	33.341.630	»	»
Bordeaux	47.738.510	32.513.231	8.921.645	»	2.983.124	2.983.124	3.542.500	2.292.500	»	»
Toulouse	5.854.420	5.291.912	»	»	»	»	150.000	150.000	»	»
Montpellier	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Marseille	12.500.000	12.500.000	»	»	6.314.037	6.314.037	7.250.000	7.250.000	»	»
Strasbourg	128.650.000	34.116.620	3.780.690	12.821.755	»	437.245	11.117.490	11.367.640	»	»
Total	281.133.873	146.778.065	42.310.689	33.921.341	179.869.876	188.513.093	274.054.218	150.385.246	255.856	255.856

RÉGIONS	PRETS NOUVEAUX CONSENTIS en 1951.		TOTAL		SERVICE social	PRESTATIONS supplémentaires.	DÉPENSES diverses.	TOTAL général des dépenses (sommes dépensées ou versées).
	Crédits affectés.	Sommes dépensées ou versées.	Crédits affectés.	Sommes dépensées ou versées.				
	Francs.	Francs.	Francs	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	20.025.000	»	357.562.886	242.248.459	21.117.751	53.402.784	3.153.441	319.922.435
Rouen	1.200.000	800.000	34.502.574	23.909.675	9.312.840	27.247.295	27.146	60.496.956
Lille	»	»	7.842.273	6.819.165	1.298.337	110.877.374	1.007.337	120.002.547
Nancy	»	»	21.231.119	21.441.163	13.377.648	44.723.755	64.770	79.307.336
Rennes	2.000.000	»	20.114.554	9.378.119	3.461.199	17.135.631	18.137	29.993.086
Nantes	5.000.000	»	12.426.973	12.144.728	7.819.473	22.015.292	»	41.979.493
Orléans	2.000.000	1.000.000	11.868.368	9.989.408	1.868.150	7.923.645	500.000	20.281.203
Dijon	500.000	500.000	3.690.689	3.934.622	2.694.193	14.087.778	41.885	20.758.478
Limoges	»	»	1.716.200	1.916.200	4.806.731	10.310.356	»	17.033.287
Clermont-Ferrand	»	650.000	16.421.000	15.910.198	3.301.737	3.336.631	3.188	22.551.754
Lyon	»	»	82.170.460	47.373.800	15.487.404	69.869.499	426.389	133.157.092
Bordeaux	»	»	63.185.779	37.788.855	907.213	9.595.099	»	48.291.167
Toulouse	»	»	6.004.420	5.441.913	2.316.316	7.369.793	»	15.128.021
Montpellier	»	»	»	»	822.456	7.522.856	280.407	8.625.719
Marseille	»	»	26.064.037	26.064.037	4.406.104	4.683.615	»	35.153.756
Strasbourg	»	»	208.548.180	74.743.260	1.602.545	79.471.455	»	155.817.260
Total	95.725.000	18.950.000	873.349.512	538.803.601	94.600.097	489.572.858	5.523.034	1.128.499.590

XXVII. — **Ventilation des dépenses effectuées par les caisses primaires de sécurité sociale au titre de l'action sanitaire et sociale d'après l'objet des œuvres bénéficiaires. — Année 1951.**

RÉGIONS	ÉQUIPEMENT HOSPITALIER		PROTECTION MATERNELLE et infantile.		LUTTE ANTITUBERCULEUSE	
	Crédits affectés.	Sommes dépensées en 1951.	Crédits affectés.	Sommes dépensées en 1951.	Crédits affectés.	Sommes dépensées en 1951.
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	98.064.354	80.269.010	248.976.240	156.657.157	5.100.000	»
Rouen	13.955.635	10.461.974	8.338.820	8.065.182	8.163.119	4.467.519
Lille	3.992.273	3.992.273	3.850.000	2.826.892	»	»
Nancy	5.658.374	6.608.374	5.415.718	5.237.317	3.000.000	3.000.000
Rennes	6.940.000	»	8.304.392	7.404.392	2.519.200	»
Nantes	5.800.000	4.300.000	3.740.412	4.958.167	1.473.311	1.473.311
Orléans	2.000.000	1.000.000	2.550.000	1.671.040	7.064.168	7.064.168
Dijon	1.121.610	1.121.610	1.983.500	1.747.184	169.120	»
Limoges	»	200.000	745.000	745.000	191.200	191.200
Clermont-Ferrand	13.484.000	10.703.928	2.065.000	2.008.068	740.000	1.510.000
Lyon	24.759.112	5.625.640	40.693.496	38.977.488	2.000.000	»
Bordeaux	2.842.500	1.892.500	3.482.500	400.000	41.493.758	33.828.194
Toulouse	5.854.420	5.291.912	150.000	150.000	»	»
Montpellier	»	»	»	»	»	»
Marseille	3.509.545	3.509.545	3.349.492	3.349.492	3.150.000	3.150.000
Strasbourg	155.830.085	36.928.473	8.250.000	12.643.742	9.428.095	9.428.095
Total	343.811.908	171.905.239	341.894.570	246.841.121	84.491.971	64.112.487

RÉGIONS	CLINIQUES DENTAIRES		LUTTE CONTRE LES AUTRES FLÉAUX sociaux et dépenses diverses.		TOTAL	
	Crédits affectés.	Sommes dépensées en 1951.	Crédits affectés.	Sommes dépensées en 1951.	Crédits affectés.	Sommes dépensées en 1951.
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	5.156.707	5.156.707	265.585	165.585	357.562.886	242.248.459
Rouen	»	»	4.045.000	915.000	34.502.574	23.909.675
Lille	»	»	»	»	7.842.273	6.819.165
Nancy	5.857.027	5.857.027	1.300.000	438.445	21.231.119	21.141.163
Rennes	»	»	2.350.962	1.973.727	20.114.554	9.378.119
Nantes	»	»	1.413.250	1.413.250	12.426.973	12.144.728
Orléans	»	»	254.200	254.200	11.868.368	9.989.408
Dijon	»	»	416.459	1.065.828	3.690.689	3.934.622
Limoges	550.000	550.000	230.000	230.000	1.716.200	1.916.200
Clermont-Ferrand	»	»	132.000	1.688.202	16.421.000	15.910.198
Lyon	4.990.803	1.990.803	9.727.049	779.869	82.170.460	47.373.800
Bordeaux	15.367.021	1.668.161	»	»	63.185.779	37.788.855
Toulouse	»	»	»	»	6.004.420	5.441.912
Montpellier	»	»	»	»	»	»
Marseille	»	»	16.055.000	16.055.000	26.064.037	26.064.037
Strasbourg	25.250.000	11.546.385	9.790.000	4.196.565	208.548.180	74.743.260
Total	57.171.558	26.769.083	45.979.505	29.175.671	873.349.512	538.803.601

XXVIII. — **Dépenses de contrôle médical des caisses primaires de sécurité sociale. — Année 1951.**

RÉGIONS	FRAIS de locaux et services généraux	TRAITEMENTS et salaires du personnel médical et para-médical	TRAITEMENTS et salaires du personnel administratif y compris diverses charges sociales.	MATÉRIEL médical	MATÉRIEL de bureau.	INDEMNITÉS aux assurés à l'occasion du contrôle médical.	EXPERTISES et frais de déplacement.	DIVERS	TOTAL
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs	Francs.	Francs	Francs.	Francs	Francs
Paris	87.668.427	410.454.894	207.788.503	37.996.181	4.088.311	21.501.656	704.162	10.270.023	780.417.858
Rouen	6.042.497	15.475.463	43.731.956	1.602.643	2.498.371	3.023.014	776.376	9.755.699	82.906.019
Lille	11.263.968	65.677.038	75.472.111	845.086	1.893.118	14.550.894	3.148.017	14.364.875	187.215.107
Nancy	4.867.059	23.256.337	33.008.982	1.215.028	2.799.288	4.969.009	3.061.308	3.212.618	75.509.629
Rennes	2.351.329	545.181	27.225.578	1.953.554	2.140.554	2.697.828	2.864.839	3.916.509	43.695.372
Nantes	3.387.093	27.893.552	22.374.264	336.053	1.462.732	3.270.084	1.328.356	1.641.178	61.693.312
Orléans	2.326.556	7.187.433	18.987.288	355.398	2.131.988	2.672.888	3.344.070	1.428.087	38.433.708
Dijon	3.258.854	20.920.870	21.085.918	325.032	1.312.032	4.193.613	541.774	7.124.972	59.093.065
Limoges	2.278.874	17.072.437	14.190.668	112.528	1.775.780	3.569.297	1.528.782	5.992.893	46.521.259
Clermont-Ferrand	2.629.724	8.229.119	13.732.043	385.991	709.311	3.567.913	126.350	3.180.663	32.561.177
Lyon	11.036.659	35.751.457	89.277.286	2.814.119	3.432.812	5.983.181	5.974.043	11.187.373	165.456.930
Bordeaux	2.586.141	27.842.683	21.651.228	362.980	1.138.279	2.213.810	8.085.554	751.461	64.662.166
Toulouse	1.843.542	1.080.009	34.793.876	1.048.587	1.170.004	7.169.473	1.612.649	6.628.907	55.347.047
Montpellier	988.777	18.667.679	9.830.458	258.755	978.157	1.945.500	1.621.982	4.971.093	39.262.401
Marseille	15.935.559	43.755.144	24.707.362	2.116.591	620.140	2.863.594	611.785	9.820.052	100.430.227
Strasbourg	9.273.808	24.091.259	39.836.526	5.180.287	5.170.080	4.056.094	1.973.789	1.305.978	90.887.821
Total	167.758.567	747.900.585	697.694.047	56.908.813	33.350.990	87.677.878	37.303.837	95.552.381	1.924.147.098

XXIX. — **Dépenses de gestion administrative des caisses primaires de sécurité sociale. — Année 1951.**

RÉGIONS	TRAITEMENTS et salaires du personnel.	COTISATIONS de sécurité sociale et autres charges sociales.	AUTRES DÉPENSES (1)	REMISES DE GESTION aux sociétés mutualistes.		TOTAL	FRAIS de premier établissement (2).
				de fonctionnaires.	d'étudiants.		
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris (3)	3.254.112.805	928.015.744	711.135.919	127.083.792	16.982.130	5.037.330.390	117.871.584
Rouen	583.902.338	174.919.616	150.983.481	16.192.801	77.106	926.075.342	18.104.697
Lille	1.012.464.824	278.915.051	317.607 279	20.327.139	1.821.750	1.631.136.043	41.455.124
Nancy (4)	494.043.366	150.726.407	137.827.702	15.204.211	»	797.801.686	32.972.233
Rennes	348.530.654	93.367.047	89.274.649	16.814.310	1.392 057	549.378.717	32.130.706
Nantes	448.987.630	118.549.360	133.434.848	14.186.707	781.587	715.940.132	20.364.538
Orléans	216.886.768	66.926.470	62.203.824	10.824.836	»	356.841.898	6.119.970
Dijon	378.330.716	92.639.312	107.581.165	23.130.665	295.711	601.977.569	12.476.981
Limoges	281.403.960	74.552.663	90.264.921	17.450.131	35.325	463.707.000	14.305.024
Clermont-Ferrand.	218.647.262	53.593.480	59.540.272	7.832.914	159.600	339.773.528	16.134.577
Lyon	980.767.966	262.797.401	301.532.631	33.165.172	2.542 215	1.580.805.385	78.232.606
Bordeaux	361.604.888	92.506.353	131.610.453	23.205.606	1.264.018	610.191.328	10.165.437
Toulouse	293.763.943	86.803.143	77.003.175	12.265.074	1.750.000	471.585.335	18.631.919
Montpellier	282.176.027	76.983.582	61.871.414	27.492 069	1.424.844	449.947.936	7.737.354
Marseille (5)	622.920.379	159.265.281	229.202.606	40.562.272	27.482	1.051.978.020	38.167.531
Strasbourg	594.754.879	137 629.541	174.576.872	15.234.182	813.584	923.009.058	25.186.165
France entière	10.373.298.405	2.848.190.451	2.835.651.221	420.971.881	29.367.409	16.507.479 367	490.056.446

(1) Non compris les amortissements de frais de premier établissement des années 1951 et antérieures.
(2) Dépenses effectuées en 1951 amorties ou non au cours de l'année et non comprises dans la colonne « total ».
(3) Non compris un versement de 492.103.211 F de la caisse primaire centrale de sécurité sociale de la région parisienne à l'union pour le recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales de la région parisienne, à titre de participation au frais de gestion de cet organisme.
(4) Non compris la participation de 12.500.000 F de la caisse primaire de la Meuse à l'U. R. S. A. F. de Bar-le-Duc.
(5) Non compris un versement de 28.068.522 F effectué au service commun de recouvrement de Nice par la caisse primaire des Alpes-Maritimes.

XXX. — **Dépenses de gestion administrative des unions de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales. — Année 1951.**

UNIONS DE RECOUVREMENT	TRAITEMENTS ET SALAIRES	COTISATIONS de sécurité sociale et autres charges sociales.	AUTRES DÉPENSES	TOTAL
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	586.199.952	135.913.410	163.543.594	885.656.656 (1)
Bar-le-Duc	13.225.041	1.468.613	5.676.003	20.369.657
Nice	38.280.244	8.529.127	7.907.643	54.717.014
Total	637.705.237	145.910.850	177.127.240	960.743.327

(1) La répartition de ces dépenses proportionnellement aux cotisations encaissées au titre des trois législations donne les resultats suivants: assurances sociales : 427.064.384 F; accidents du travail: 56.886.117 F; allocations familiales: 401.706.155 F.

XXXI. — **Etat du personnel employé par les caisses primaires de sécurité sociale au 31 décembre 1951.**

RÉGIONS	SERVICES ADMINISTRATIFS								SERVICES SOCIAUX (1)				PERSONNEL des œuvres propres aux caisses.		
	Personnel de direction.	Agents des cadres.	Agents de maîtrise.	Employés.	Personnel de service.	Auxiliaires.	Total.	Personnel à temps partiel.	Personnel technique.	Agents administratifs.	Total.	Personnel à temps partiel.	Permanent.	Saisonnier.	Total.
Paris	80	859	473	4.859	224	422	6.917	296	25	1.041	1.066	120	608	378	986
Rouen	24	136	49	1.103	24	57	1.393	38	42	87	129	2	8	»	8
Lille	48	233	98	2.062	50	86	2.577	66	89	176	265	4	3	2	5
Nancy	27	134	58	1.027	36	38	1.320	46	28	56	84	7	5	2	7
Rennes	18	104	26	639	10	83	880	28	6	50	56	5	8	1	9
Nantes	24	136	40	760	11	120	1.091	36	33	56	89	16	35	37	72
Orléans	18	60	38	373	8	45	542	11	20	31	51	1	1	»	1
Dijon	25	94	43	689	9	53	913	36	36	47	83	17	11	»	11
Limoges	23	66	19	513	6	109	736	15	29	40	69	2	16	1	17
Clermont-Ferrand	14	55	28	408	11	22	538	12	28	21	49	3	»	1	1
Lyon	48	294	214	1.771	74	96	2.497	63	49	195	244	11	132	15	147
Bordeaux	16	117	28	631	15	56	863	39	48	41	89	5	29	»	29
Toulouse	19	84	34	585	7	11	740	21	18	56	74	4	»	15	15
Montpellier	14	80	37	504	7	18	660	33	44	16	60	4	»	»	»
Marseille	23	183	115	985	13	51	1.370	79	92	45	137	3	3	»	3
Strasbourg	27	235	71	863	25	112	1.333	76	36	71	107	15	71	5	76
Total	448	2.870	1.371	17.772	530	1.379	24.370	895	623	2.029	2.652	219	930	457	1.387

(1) Action sanitaire et sociale et contrôle médical.

XXXII. — **Etat du personnel des unions de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales (services administratifs).**

UNIONS de recouvrement.	PERSONNEL de direction.	CADRES et maîtrise.	EMPLOYÉS	PERSONNEL de service.	AUXILIAIRES	TOTAL	PERSONNEL à temps partiel.
Paris	3	284	876	53	56	1.140	22
Bar-le-Duc	1	7	25	»	»	33	2
Nice	2	23	61	»	»	86	»
Total	6	314	962	53	56	1.259	24

B. — CAISSES REGIONALES DE SECURITE SOCIALE

I. — Dépenses au titre des assurances sociales. — Année 1951.

RÉGIONS	PENSIONS D'INVALIDITÉ payées au cours de l'année (y compris les avances non régularisées au 31 décembre 1951).	RÉÉDUCATION professionnelle.	AUTRES DÉPENSES incombant en propre à la caisse régionale.	TOTAL
	Francs.	Francs	Francs	Francs.
Paris	4.061.294.518	19.135.905	18.215	4.080.448.638
Rouen	532.015.351	2.752.612	126.224	534.894.187
Lille	1.273.103.184	4.831.965	111.649	1.278.046.798
Nancy	447.038.044	4.675.158	51.377	451.764.579
Rennes	332.786.322	2.311.356	15.400	335.113.078
Nantes	456.286.356	941.514	14.554	457.242.424
Orléans	199.261.925	1.527.693	»	200.789.618
Dijon	352.980.670	712.827	»	353.693.497
Limoges	332.662.010	2.036.092	»	334.698.102
Clermont-Ferrand	256.943.804	768.744	59.425	257.771.973
Lyon	1.010.794.324	5.987.691	400	1.016.782.415
Bordeaux	332.354.152	1.688.226	77.689	334.120.067
Toulouse	261.993.835	564.533	40.615	262.598.983
Montpellier	243.804.394	415.003	346.778	244.566.175
Marseille	451.112.949	2.101.394	»	453.214.343
Strasbourg	1.106.092.038	140.680	351.841	1.106,584.559
Total	11.650.523.876	50.591.393	1.214.167	11.702.329.436

II. — Dépenses au titre des accidents du travail. — Année 1951.

RÉGIONS	ARRÉRAGES de rentes payées au cours de l'année.	DÉPENSES DE PRÉVENTION (1)						PARTICIPATION aux services de soins d'urgence (1).	FRAIS d'enquêtes à la charge des caisses.	DIVERS (2).	TOTAL
		Dépenses de personnel.	Dépenses de matériel spécialisé.	Propagande et enseignement.	Création ou développement d'œuvres régionales de prévention.	Divers.	Total.				
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	1.079.427.698	99.756.071	849.708	1.133.946	157.650	»	101.897.375	197.314.669	16.446.100	292.681	1.395.378.523
Rouen	293.841.668	14.324.042	58.343	2.924.891	»	»	17.307.276	30.924.838	7.540.584	299.739	349.914.105
Lille	477.623.663	25.905.569	115.676	2.627.370	2.541.369	1.591.279	32.781.263	65.673.242	11.445.782	2.249.732	589.773.682
Nancy	270.820.744	18.844.274	84.396	420.161	1.362.250	»	20.711.081	38.125.670	5.871.928	2.058.215	337.587.638
Rennes	107.755.059	11.937.317	336.501	1.519.170	»	»	13.792.988	8.633.060	1.877.226	1.315.117	133.373.450
Nantes	152.145.887	16.243.708	48.557	357.368	»	1.551.876	18.201.509	15.104.082	4.675.009	1.757.983	191.884.470
Orléans	88.894.242	11.941.458	72.624	1.080.471	»	»	13.094.553	15.597.513	1.571.146	1.095.029	120.252.483
Dijon	158.187.237	10.655.182	55.769	1.073.851	»	567.730	12.352.532	16.514.818	4.016.918	685.342	191.756.847
Limoges	134.688.029	12.989.603	6.795	546.243	»	»	13.542.641	1.430.331	2.385.943	585.260	152.632.207
Clermont-Ferrand.	109.586.667	8.020.813	9.665	269.676	»	»	8.300.154	36.908.385	2.716.647	1.182.763	158.694.614
Lyon	522.021.173	19.988.060	1.150	560.025	»	»	20.549.235	81.400.576	10.960.788	2.760.076	637.691.848
Bordeaux	178.261.116	4.732.539	271 704	172.958	7.274.724	1.857.138	14.309.063	5.989.839	2.760.336	716.530	202.036.884
Toulouse	122.781.458	5.157.784	48.709	398.292	2.872.258	»	8.477.043	6.193.913	1.448.279	1.374.222	140.274.915
Montpellier	123.768.064	8.909.814	15.200	100.750	»	482.114	9.507.878	5.345.512	1.773.051	456.870	140.851.375
Marseille	271.378.893	20.510.430	75.349	721,827	88.673	»	21.396.279	29.709.142	3.272.732	623.551	326.380.600
Strasbourg	661.752.782	21.990.616	11.340	994.464	913.500	97.189	24.007.109	7.294.724	4.410.760	(3) 12.148.058	709.613.433
Total	4.752.934.380	311.907.280	2.061.486	14.901.463	15.210.424	6.147.326	350.227.979	562.160.315	83.173.229	29.601.171	5.778.097.074

(1) Que ces dépenses soient ou non remboursables, en totalité ou partiellement, par la caisse nationale de sécurité sociale.

(2) Y compris rentes rachetées. frais d'expertise et de contentieux, ainsi que subventions aux caisses primaires pour frais d'appareillage concernant les salariés employés dans des entreprises assurant elles-mêmes le service des prestations d'incapacité temporaire.

(3) Dont 11.092.241 (rentes déminage).

III. — **Importance en pourcentage par rapport aux cotisations assurances sociales du régime général des dépenses effectuées par les caisses régionales de sécurité sociale au titre des pensions d'invalidité. — Année 1951.**

RÉGIONS	PENSIONS d'invalidité servies.
	P. 100.
Paris	4,17
Rouen	3,54
Lille	3,68
Nancy	2,58
Rennes	4,55
Nantes	4,50
Orléans	3,52
Dijon	3,05
Limoges	4,96
Clermont-Ferrand	4,59
Lyon	3,49
Bordeaux	3,74
Toulouse	4,01
Montpellier	4,62
Marseille	3,19
Strasbourg	6,48
France entière	3,99

IV. — **Importance en pourcentage par rapport aux cotisations accidents du travail des dépenses effectuées par les caisses régionales de sécurité sociale au titre des rentes d'accidents du travail. — Année 1951.**

RÉGIONS	RENTES SERVIES
	P. 100.
Paris	7,98
Rouen	10,68
Lille	8,02
Nancy	9,01
Rennes	9,36
Nantes	9,52
Orléans	10,64
Dijon	9,52
Limoges	12,88
Clermont-Ferrand	12,19
Lyon	10,71
Bordeaux	12,12
Toulouse	11,77
Montpellier	14,11
Marseille	10,30
Strasbourg	34,47
France entière	10,50

V. — **Etat par catégories des pensions d'invalidité en cours au 31 décembre 1951.**

RÉGIONS	NOMBRE DE PENSIONS LIQUIDÉES en application du décret-loi du 28 octobre 1935.				NOMBRE DE PENSIONS LIQUIDÉES en application de l'ordonnance du 19 octobre 1945.							
					à 30 p. 100 du salaire de base.				à 40 p. 100 du salaire de base.			
	Pensions complètes.	Pensions suspendues		Total.	Pensions complètes.	Pensions suspendues		Total.	Pensions complètes	Pensions suspendues		Total.
		en partie	en totalité.			en partie.	en totalité.			en partie.	en totalité.	
Paris	15.205	3.591	15.163	33.959	7.029	2.152	4.676	13.857	26.207	1.617	4.411	32.235
Rouen	2.690	137	1.776	4.603	730	115	327	1.172	4.605	101	499	5.205
Lille	3.375	75	3.129	6.579	1.306	141	1.217	2.664	12.773	135	2.139	15.047
Nancy	2.336	77	1.314	3.727	641	77	455	1.173	3.256	42	312	3.610
Rennes	1.740	36	743	2.519	1.158	27	574	1.759	2.273	8	255	2.536
Nantes	2.326	65	1.392	3.783	1.108	68	279	1.455	3.008	40	321	3.369
Orléans	1.077	16	10	1.103	776	34	26	836	1.920	18	11	1.949
Dijon	1.777	274	1.368	3.419	743	148	355	1.246	2.005	57	272	2.334
Limoges	1.882	52	1.011	2.945	1.140	39	244	1.423	1.946	7	174	2.127
Clermont-Ferrand	1.166	54	788	2.008	1.261	36	314	1.611	1.231	18	181	1.430
Lyon	4.938	292	4.392	9.622	660	85	1.590	2.335	8.237	120	1.378	9.735
Bordeaux	1.675	102	1.158	2.935	771	51	257	1.079	2.622	39	387	3.048
Toulouse	1.251	95	929	2.275	687	54	442	1.183	1.778	31	404	2.213
Montpellier	266	»	853	1.119	998	»	76	1.074	2.082	»	57	2.139
Marseille	1.794	41	818	2.653	706	6	267	979	3.332	19	345	3.696
Strasbourg	11.446	120	720	11.986	208	»	11	219	533	»	13	546
Total	54.644	5.027	35.564	95.235	19.922	3.033	11.110	34.065	77.808	2.252	11.159	91.219

RÉGIONS	NOMBRE DE PENSIONS LIQUIDÉES en application de l'ordonnance du 19 octobre 1945 à plus de 40 p. 100 du salaire de base.				Nombre de pensions de veufs et de veuves (art. 75 de l'ordonnance du 19 octobre 1945).	NOMBRE TOTAL DES PENSIONS				MONTANT des pensions servies au cours de l'année. (En francs.)	NOMBRE TOTAL de pensions donnant lieu à majoration pour assistance d'une tierce personne.
	Pensions complètes	Pensions suspendues		Total.		Pensions complètes	Pensions suspendues		Total.		
		en partie	en totalité.				en partie	en totalité			
Paris	981	7	»	988	202	49.624	7.367	24.250	81.241	4.061.294.518	1.697
Rouen	162	»	»	162	68	8.255	353	2.602	11.210	532.015.351	292
Lille	287	5	2	294	241	17.982	356	6.487	24.825	1.273.103.184	292
Nancy	121	»	»	121	118	6.472	196	2.081	8.749	447.038.044	272
Rennes	95	»	»	95	58	5.324	71	1.572	6.967	332.786.322	204
Nantes	144	1	2	147	49	6.635	174	1.994	8.803	456.286.356	241
Orléans	116	»	»	116	9	3.898	68	47	4.013	199.261.925	116
Dijon	97	5	»	102	65	4.687	484	1.995	7.166	352.980.670	203
Limoges	132	1	1	134	54	5.154	99	1.430	6.683	332.662.040	228
Clermont-Ferrand	71	»	1	72	58	3.787	108	1.284	5.179	256.943.804	152
Lyon	432	1	12	445	87	14.354	498	7.372	22.224	1.010.791.324	893
Bordeaux	150	»	»	150	56	5.274	192	1.802	7.268	332.354.152	255
Toulouse	90	»	»	90	39	3.845	180	1.775	5.800	261.993.835	123
Montpellier	138	»	»	138	53	3.537	»	986	4.523	243.804.394	138
Marseille	243	2	2	247	39	6.114	68	1.432	7.614	451.112.949	247
Strasbourg	23	»	»	23	4.085	15.995	120	744	16.859	1.106.092.038	445
Total	3.282	22	20	3.324	5.281	160.937	10.334	57.853	229.124	11.650.523.876	5.798

VI. — **Etat par catégories des rentes d'accidents du travail en cours au 31 décembre 1951.**

RÉGIONS	ASSURÉS		VEUVES		ORPHELINS		ASCENDANTS		RÉCAPITULATION		TOTAL des décès correspondant à ces rentes.
	Nombre.	Montant.	Nombre.	Montant.	Nombre.	Montant.	Nombre.	Montant.	Nombre.	Montant.	
		Francs.		Francs.		Francs.		Francs.		Francs.	
Paris	58.052	918.308.858	1.694	101.626.126	1.500	52.154.698	274	7.338.016	61.520	1.079.427.698	2.014
Rouen	12.738	236.543.137	597	32.770.158	391	22.247.346	110	2.281.027	13.836	293.841.668	728
Lille	26.831	397.365.574	911	47.550.196	495	28.664.489	179	4.043.404	28.416	477.623.663	1.006
Nancy	13.650	221.640.456	474	27.361.086	615	18.295.554	129	3.523.648	14.868	270.820.744	702
Rennes	4.865	82.787.021	315	14.277.637	412	10.384.611	14	305.790	5.606	107.755.059	337
Nantes	7.919	120.353.948	385	17.837.609	222	12.704.712	58	1.249.618	8.584	152.145.887	396
Orléans	4.386	74.742.661	170	8.702.918	91	4.915.842	27	532.821	4.674	88.894.242	340
Dijon	9.065	133.465.984	295	14.105.727	330	9.260.492	74	1.355.034	9.764	158.187.237	337
Limoges	5.718	113.608.883	253	18.955.199	12	879.765	51	1.244.182	6.034	134.688.029	294
Clermont-Ferrand	6.031	96.438.514	162	8.012.150	95	4.655.364	24	480.639	6.312	109.586.667	185
Lyon	30.204	438.980.690	878	47.336.649	470	29.585.201	234	6.118.633	31.786	522.021.173	945
Bordeaux	8.129	153.544.327	289	9.262.808	274	13.421.376	59	2.032.605	8.751	178.261.116	330
Toulouse	5.070	98.939.116	243	13.240.661	310	9.255.918	58	1.345.763	5.681	122.781.458	384
Montpellier	5.392	108.354.901	176	9.170.930	189	5.663.145	27	579.088	5.784	123.768.064	203
Marseille	17.910	224.556.098	485	27.015.354	543	16.758.306	135	3.049.135	19.073	271.378.893	575
Strasbourg	20.044	536.615.331	1.842	94.630.648	844	25.278.956	271	5.227.847	23.001	661.752.782	2.149
Total	236.004	3.956.245.499	9.169	491.855.856	6.793	264.125.775	1.724	40.707.250	253.690	4.752.934.380	10.925

VII. — **Nombre et montant annuel par catégories de rentes d'accidents du travail liquidées au cours de l'année 1951.**

RÉGIONS	ASSURÉS		VEUVES		ORPHELINS		ASCENDANTS		TOTAL		NOMBRE d'accidents graves		TOTAL DES DÉCÈS correspondant à ces rentes
	Nombre	Montant.	Nombre	Montant.	Nombre	Montant.	Nombre	Montant.	Nombre.	Montant	déclarés dans l'année	déclarés dans l'année et réglés au 31 décembre 1951	
		Francs.		Francs		Francs.		Francs.		Francs			
Paris	17.956	388.587.446	435	32.964.126	425	18.957.631	91	2.834.700	18.907	443.344.203	17.622	9.812	504
Rouen	3.801	83.308.760	167	8.991.835	112	8.377.938	30	667.984	4.110	101.346.517	5.158	2.132	182
Lille	7.390	122.866.736	216	14.079.104	117	8.581.204	48	1.203.820	7.771	146.730.864	9.619	7.641	251
Nancy	4.342	81.865.404	132	8.256.842	168	5.231.175	47	1.139.128	4.689	96.492.549	4.157	3.096	172
Rennes	1.462	28.188.266	87	4.679 408	120	3.708.376	4	69.756	1.673	36.645.806	2.268	1.526	94
Nantes	2.295	41.332.180	95	5.197.160	159	4.280.180	13	314.020	2.562	51.123.540	2.882	1.852	106
Orléans	1.259	21.585.320	37	2.036.860	24	1.284.020	8	158.720	1.328	25.064.920	1.373	883	44
Dijon	2.548	48.223.210	74	4.353.860	111	3.371.560	19	408.120	2.752	56.556.750	3.394	2.667	92
Limoges	1.584	34.244.640	83	7.204.840	4	198.260	13	273.760	1.684	41.921.500	1.748	1.478	94
Clermont-Ferrand.	1.733	28.361.369	39	2.089.349	18	1.098.873	3	100.434	1.793	31.650.025	2.139	1.162	44
Lyon	9.481	147.985.710	203	12.774.300	124	9.056.830	49	1.201.820	9.857	171.018.660	11.141	3.387	295
Bordeaux	2.468	42.847.820	44	2.328.120	84	3.117.960	25	579.480	2.321	48.873.380	2.642	2.002	86
Toulouse	1.590	36.963.539	60	3.291.105	80	2.539.595	13	285.420	1.743	43.079.659	1.865	951	76
Montpellier	1.559	32.304.950	47	2.547.795	61	1.961.905	2	40.860	1.669	36.855.510	1.835	1.611	52
Marseille	5.093	70.320.640	125	7.944.970	127	5.796.730	27	398.020	5.372	84.660.360	6.126	3.375	121
Strasbourg	3.879	86.979.312	132	7.823.460	118	4.056.372	16	380.520	4.145	99.239.664	2.146	1.502	148
Total	68.140	1.295.965.302	1.976	126.563.434	1.852	81.818.609	408	10.256.562	72.376	1.514.603.907	76.115	45.077	2.355

VIII. — **Dépenses d'action sanitaire et sociale des caisses régionales de sécurité sociale. — Année 1951.**

RÉGIONS	DOTATION des œuvres des caisses.		SUBVENTIONS de fonctionnement aux œuvres des caisses.		SUBVENTIONS à des œuvres étrangères aux caisses.		AVANCES NOUVELLES consenties en 1951.	
	Crédits affectés en 1951.	Sommes dépensées ou versées.	Crédits affectés en 1951.	Sommes dépensées ou versées.	Crédits affectés en 1951.	Sommes dépensées ou versées.	Crédits affectés en 1951.	Sommes dépensées ou versées.
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	»	19.454.105	6.837.500	346.652.753	351.359.576	269.550.541	»	»
Rouen	5.000.000	6.206.362	»	»	69.773.122	64.669.456	4.581.861	4.128.725
Lille	96.589.370	29.594.536	3.361.342	3.361.342	390.043.018	313.282.921	75.018.600	75.018.600
Nancy	102.293.830	64.384.542	500.000	492.545	104.984.000	97.907.300	»	»
Rennes	»	»	»	»	50.903.273	54.259.032	»	»
Nantes	1.225.800	1.650.800	645.989	645.989	11.345.112	73.347.497	»	»
Orléans	»	»	»	»	53.653.897	28.601.678	»	»
Dijon	446.623	446.623	»	»	111.161.859	23.744.971	364.825	364.825
Limoges	18.228.720	3.228.720	2.155.013	2.155.013	88.028.743	55.875.577	»	»
Clermont-Ferrand	59.683.986	5.452.794	5.582.759	3.582.759	16.775.000	14.700.208	»	»
Lyon	»	8.592.952	»	4.035.983	61.805.666	57.586.878	»	»
Bordeaux	47.231.160	37.218.689	20.183.524	21.055.117	38.998.589	28.328.616	»	»
Toulouse	»	»	794.899	794.899	55.048.250	44.747.067	»	»
Montpellier	53.604.264	65.568.946	1.760.000	1.760.000	48.772.695	26.920.272	»	»
Marseille	1.297.202	1.297.202	8.163.492	8.163.492	147.613.845	123.300.000	»	»
Strasbourg	365.166.668	292.069.222	29.852.534	29.852.534	37.772.730	22.394.431	»	»
Total	750.767.623	535.165.493	79.837.052	422.552.426	1.638.039.375	1.299.216.445	79.965.286	79.512.150

RÉGIONS	PRETS NOUVEAUX consentis en 1951.		TOTAL		SERVICE social.	DÉPENSES diverses.	TOTAL GÉNÉRAL des dépenses (sommes dépensées ou versées).
	Crédits affectés en 1951.	Sommes dépensées ou versées.	Crédits affectés en 1951.	Sommes dépensées ou versées.			
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs	Francs.	Francs.
Paris	4.829.620	32.698.692	363.026.696	668.356.091	426.582.504	»	1.094.938.595
Rouen	12.100.000	2.500.000	91.454.983	77.504.543	3.660.522	366.569	81.531.634
Lille	63.025.000	23.000.000	628.037.330	444.257.399	52.348.707	2.125.846	498.731.952
Nancy	11.500.000	23.500.000	219.277.830	186.284.387	14.560.760	8.468.438	209.313.585
Rennes	7.272.727	11.977.273	58.176.000	66.236.305	18.288.490	»	84.524.795
Nantes	5.300.000	2.300.000	18.516.901	77.944.286	14.444.597	5.724.635	98.113.518
Orléans	»	2.692.420	53.653.897	31.294.098	4.458.658	956.566	36.709.322
Dijon	17.759.875	17.460.000	129.733.182	42.016.419	21.989.284	»	64.005.703
Limoges	5.600.000	»	114.012.476	61.259.310	»	»	61.259.310
Clermont-Ferrand	»	»	82.041.745	23.735.761	14.838.786	»	38.574.547
Lyon	103.167.600	»	161.973.266	123.346.035	18.871.829	35.389.134	177.606.998
Bordeaux	52.294.142	36.743.613	158.707.415	70.215.813	20.612.426	1.174.268	92.002.507
Toulouse	19.325.000	1.000.000	75.168.149	46.541.966	7.125.208	7.616.930	61.284.104
Montpellier	15.625.000	15.625.000	119.761.959	109.874.218	15.067.116	»	124.941.334
Marseille	»	»	157.074.539	132.760.694	39.993.002	14.630.495	187.384.191
Strasbourg	152.800.000	91.383.988	585.591.932	435.700.175	7.299.907	3.562.581	446.562.663
Total	470.598.964	260.880.986	3.019.208.300	2.597.327.500	680.141.796	80.015.462	3.357.484.758

IX. — **Ventilation des dépenses effectuées par les caisses régionales de sécurité sociale au titre de l'action sanitaire et sociale d'après l'objet des œuvres bénéficiaires. — Année 1951.**

RÉGIONS	ÉQUIPEMENTS HOSPITALIER		PROTECTION MATERNELLE et infantile		RÉPARATION des accidents du travail		LUTTE ANTI-TUBERCULEUSE	
	Crédits affectés en 1951.	Sommes dépensées dans l'année.	Crédits affectés en 1951.	Sommes dépensées dans l'année.	Crédits affectés en 1951.	Sommes dépensées dans l'année.	Crédits affectés en 1951	Sommes dépensées dans l'année.
	Francs.	Francs.	Francs	Francs	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	177.226.686	222.014.052	55.401.050	49.380.822	500.000	28.585.318	96.799.980	323.546.420
Rouen	52.702.840	30.636.026	14.662.825	10.559.339	»	»	24.089.318	27.990.670
Lille	535.788.035	397.592.820	23.798.772	14.996.246	»	»	36.885.725	18.529.238
Nancy	57.944.000	48.462.300	22.696.000	30.045.996	300.000	250.000	83.989.830	92.401.658
Rennes	31.827.273	21.691.036	»	374.448	»	»	10.000.000	16.409.600
Nantes	4.599.867	53.409.664	700.000	1.930.000	»	»	10.645.245	18.829.381
Orléans	35.990.697	22.314.239	500.000	2.345.000	»	»	8.883.200	1.202.024
Dijon	72.779.525	33.849.702	6.211.863	612.444	»	»	38.890.044	3.532.623
Limoges	48.234.817	31.937.964	15.605.178	7.679.384	1.630.457	787.023	23.462.477	11.615.392
Clermont-Ferrand	27.558.453	8.873.593	»	195.000	»	»	46.925.455	7.078.995
Lyon	100.555.504	13.904.724	42.828.936	29.767.328	»	»	3.656.008	15.932.530
Bordeaux	84.817.980	67.391.458	33.942	121.584	»	»	44.152.522	34.217.476
Toulouse	19.880.000	8.377.420	»	699.000	»	350.000	30.681.250	31.067.903
Montpellier	8.000.000	»	7.873.788	1.137.535	40.990.476	58.161.290	47.897.695	37.177.816
Marseille	29.000.000	19.000.000	5.060.771	5.060.771	»	»	101.129.149	101.129.149
Strasbourg	82.750.000	37.970.254	850.000	562.447	226.714.293	124.618.164	229.716.877	244.287.610
Total	1.369.655.677	1.017.425.252	196.223.125	155.467.344	270.135.226	212.751.795	837.804.775	984.948.485

RÉGIONS	LUTTE ANTI-VÉNÉRIENNE		LUTTE ANTI-CANCÉREUSE		LUTTE CONTRE LES MALADIES mentales.		CENTRES DE TRANSFUSION sanguine.	
	Crédits affectés en 1951.	Sommes dépensées dans l'année.	Crédits affectés en 1951.	Sommes dépensées dans l'année.	Crédits affectés en 1951.	Sommes dépensées dans l'année	Crédits affectés en 1951.	Sommes dépensées dans l'année.
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs	Francs.
Paris	1.800.000	18.127.640	»	7.512.610	21.911.480	11.861.927	»	»
Rouen	»	»	»	»	»	»	»	8.318.508
Lille	2.790.000	6.680.000	»	»	620.000	620.000	»	»
Nancy	7.848.000	8.748.000	»	»	»	»	50.000	50.000
Rennes	»	1.407.304	2.772.000	1.915.515	»	»	»	»
Nantes	»	»	»	»	»	»	»	»
Orléans	»	»	»	»	»	»	180.000	180.000
Dijon	»	»	3.170.000	»	»	»	6.180.000	239.200
Limoges	4.250.827	4.250.827	1.000.000	1.000.000	»	»	»	»
Clermont-Ferrand	»	»	»	»	200.000	200.000	»	600.000
Lyon	»	»	6.758.818	6.758.818	»	»	9.600.000	900.000
Bordeaux	»	»	5.000.000	2.891.961	»	»	3.202.971	5.127.936
Toulouse	»	»	16.000.000	»	400.000	290.000	4.700.000	2.618.597
Montpellier	»	»	»	»	»	»	4.500.000	2.897.577
Marseille	»	»	»	»	»	»	300.000	300.000
Strasbourg	»	»	1.000.000	»	»	»	2.000.000	2.000.000
Total	16.688.827	39.213.771	35.700.818	20.078.904	23.131.480	12.974 927	30.712.971	23.231.818

RÉGIONS	ENFANCE INADAPTÉE		LUTTE CONTRE LES AUTRES FLÉAUX sociaux et divers.		TOTAL	
	Crédits affectés en 1951.	Sommes dépensées dans l'année.	Crédits affectés en 1951	Sommes dépensées dans l'année.	Crédits affectés en 1951.	Sommes dépensées dans l'année.
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	»	»	9.387.500	7.324.302	363.026.696	668.356.091
Rouen	»	»	»	»	91.454.983	77.504.543
Lille	»	»	28.154.798	5.839.095	628.037.330	444.257.399
Nancy	»	800.000	46.450.000	5.526.433	219.277.830	186.284.387
Rennes	4.100.000	12.230.000	9.476.727	12.208.402	58.176.000	66.236.305
Nantes	»	»	2.571.789	3.775.241	18.516.901	77.944.286
Orléans	»	2.692.420	8.100.000	2.560.415	53.653.897	31.294.098
Dijon	»	»	2.501.750	3.782.450	129.733.182	42.016.419
Limoges	»	»	19.828.720	3.988.720	114.012.476	61.259.310
Clermont-Ferrand	4.000.000	4.000.000	3.357.837	2.788.173	82.041.745	23.735.761
Lyon	»	»	1.574.000	2.952.413	164.973.266	70.215.813
Bordeaux	»	»	21.500.000	13.595.620	158.707.415	123.346.035
Toulouse	»	50.000	3.506.899	3.089.046	75.168.149	46.541.966
Montpellier	500.000	500.000	10.000.000	10.000.000	119.761.959	109.874.218
Marseille	»	»	21.584.619	7.270.774	157.074.539	132.760.694
Strasbourg	1.000.000	1.000.000	41.560.762	25.261.700	585.591.932	435.700.175
Total	9.600.000	21.272.420	229.555.401	109.962.784	3.019.208.300	2.597.327.500

X. — **Dépenses de contrôle médical des caisses régionales de sécurité sociale. — Année 1951.**

RÉGIONS	FRAIS de locaux et des services généraux	TRAITEMENTS et salaires du personnel médical et para-médical (y compris les diverses charges sociales)	TRAITEMENTS et salaires du personnel administratif (y compris les diverses charges sociales)	MATÉRIEL médical.	MATÉRIEL de bureau.	INDEMNITÉS aux assurés à l'occasion du contrôle médical.	DIVERS (1)	TOTAL
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	1.105.613	557.331.647	54.927.462	17.081.475	566.974	13.540.478	13.347.835	657.901.484
Rouen	1.038.214	57.589.739	2.390.355	2.535 569	»	2.081.853	12.831.325	78.467.055
Lille	77.587	127.744.785	12.896.692	13.680.274	»	4.411.200	3.734.155	162.544.693
Nancy	690.644	50.707.747	10.082.756	3.243.164	294.518	4.192.727	5.426.770	74.638.326
Rennes	577.223	38.163.285	4.547.852	269.736	281.364	1.222.954	7.111.101	52.178.515
Nantes	846.853	56.683.102	5.655.838	1.935.126	1.159.688	1.573.261	4.693.163	72.547.031
Orléans	446.302	27.624.330	6.701.589	471.472	306.035	1.137.845	2.206.310	38.893.883
Dijon	2.025.073	54.588.366	2.615.733	268.647	538.000	1.451.270	4.829.232	66.316.321
Limoges	483.082	37.726.190	5.261.913	182.944	415.856	930.904	2.932.406	47.933.295
Clermont-Ferrand	803.583	41.185.383	6.107.270	65.847	175.235	1.599.110	3.760.639	53.697.067
Lyon	412.691	164.238.649	13.785.035	6.201.456	153.581	5.226.477	42.090.182	232.108.101
Bordeaux	1.125.411	51.692.723	3.786.646	3.163.400	1.094.101	1.461.756	8.034.680	70.358.717
Toulouse	978.222	48.602.886	4.139.668	»	»	2.015.884	6.078.175	61.814.835
Montpellier	62.244	39.453.034	2.373.229	»	16.819	1.533.637	2.723.440	46.162.403
Marseille	1.312.866	112.683.447	4.487.915	11.891	158.120	3.960.642	2.662.601	125.277.482
Strasbourg	583.351	49.467.183	9.068.364	52.492	1.092.870	2.984.112	9.026.842	72.275.244
Total	12.568.959	1.515.487.496	148.828.347	49.163.193	6.253.161	49.324.110	131.488.856	1.913.114.122

(1) Y compris notamment frais de déplacement des agents du contrôle médical, honoraires pour expertise, fournitures et documentation médicales.

XI. — **Dépenses de gestion administrative des caisses régionales de sécurité sociale. — Année 1951.**

RÉGIONS	TRAITEMENTS et salaires du personnel.	COTISATIONS de sécurité sociale et autres charges sociales.	AUTRES DÉPENSES (1)	TOTAL	FRAIS de premier établissement (2)
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	577.928.210	159.392.223	85.643.093	822.963.526	420.960
Rouen	59.782.358	17.161.424	23.628.540	100.572.322	»
Lille	134.180.547	41.516.217	29.334.129	205.030.893	»
Nancy	51.240.953	15.638.869	17.786.179	84.666.001	»
Rennes	36.254.558	10.341.196	7.291.903	53.887.657	2.464.416
Nantes	63.753.966	19.251.586	15.509.529	98.515.081	3.310.798
Orléans	34.214.291	10.340.890	10.704.156	55.259.337	»
Dijon	52.091.322	15.652.649	10.868.467	78.612.138	436.503
Limoges	45.966.084	14.773.007	9.853.184	70.592.275	8.614.634
Clermont-Ferrand	41.834.252	12.387.159	8.739.841	62.961.252	1.628.941
Lyon	141.159.161	43.911.616	38.277.467	223.348.244	9.249.423
Bordeaux	34.606.470	9.534.636	41.661.191	85.802.297	»
Toulouse	27.319.236	7.869.764	5.428.346	40.617.346	»
Montpellier	34.816.953	9.964.860	9.834.761	54.616.574	1.665.960
Marseille	111.082.217	30.965.479	15.670.261	157.717.957	2.142.142
Strasbourg	116.984.583	74.036.729 (3)	26.723.101	217.744.413	2.565.785
Total	1.563.215.161	492.738.304	356.953.848	2.412.907.313	32.499.562

(1) Non compris les amortissements de frais de premier établissement des années 1951 ou antérieures.
(2) Dépenses effectuées en 1951, amorties ou non au cours de l'année et non comprises dans la colonne (Total).
(3) Y compris une somme de 42.849.461 F, montant des pensions versées aux agents retraités ou aux veuves d'agents.

XII — **Etat du personnel employé par les caisses régionales de sécurité sociale au 31 décembre 1951.**

1° Personnel administratif et personnel des œuvres

RÉGIONS	PERSONNEL ADMINISTRATIF								PERSONNEL DES ŒUVRES propres aux caisses.		
	Personnel de direction.	Personnel des cadres.	Agents de maîtrise.	Employés.	Personnel de service	Auxiliaires.	Total.	Personnel à temps partiel (non compris dans la colonne « Total » ci-contre)	Permanent.	Saisonnier.	Total.
Paris	8	155	152	683	121	9	1.128	1	334	6	340
Rouen	5	21	3	105	»	5	139	1	62	10	72
Lille	7	37	16	228	13	11	312	»	40	»	40
Nancy	5	7	15	88	3	3	121	9	18	29	47
Rennes	4	9	6	53	3	»	75	»	»	»	»
Nantes	5	20	8	108	3	»	144	3	14	1	15
Orléans	4	11	4	79	1	2	101	3	10	»	10
Dijon	5	14	3	91	4	2	119	»	1	»	1
Limoges	4	11	12	72	4	1	104	5	4	»	4
Clermont-Ferrand	3	15	5	61	3	5	92	5	44	12	56
Lyon	5	38	33	262	2	34	374	»	31	2	33
Bordeaux	3	15	1	51	2	16	88	5	21	2	23
Toulouse	4	8	1	47	1	5	66	1	»	»	»
Montpellier	4	14	2	58	3	»	81	4	22	4	26
Marseille	4	38	10	177	5	2	236	2	4	40	44
Strasbourg	5	74	7	159	2	2	249	»	497	33	530
Total	75	487	278	2.322	170	97	3.429	39	1.102	139	1.241

2° Personnel des services techniques

RÉGIONS	CONTROLE MÉDICAL							ACTION SANITAIRE SOCIALE			
	Médecins-conseils.	Chirurgiens dentistes.	Auxiliaires médicaux.	Infirmières	Agents administratifs.	Total	Personnel à la vacation ou à temps partiel (non compris dans la colonne « Total » ci-contre).	Assistantes sociales.	Autres agents.	Total	Personnel à la vacation ou à temps partiel non compris dans la colonne « Total » ci-contre).
Paris	291	38	30	2	115	476	3	353	252	605	»
Rouen	37	»	»	1	5	43	7	1	»	1	»
Lille	77	9	»	»	28	114	16	48	46 (1)	94	»
Nancy	39	2	»	»	16	57	1	27	6	33	»
Rennes	26	»	»	»	9	35	4	26	1	27	»
Nantes	36	4	2	»	11	53	1	22	»	22	»
Orléans	19	2	2	1	9	33	1	7	8	15	»
Dijon	30	7	»	2	18	57	»	30	2	32	»
Limoges	24	3	1	»	10	38	1	1	3	4	»
Clermont-Ferrand	24	1	»	1	15	41	30	20	6	26	»
Lyon	96	14	»	»	32	142	46	32	30	62	»
Bordeaux	31	5	9	»	5	50	10	26	14	40	11
Toulouse	32	5	2	»	8	47	»	12	2	14	»
Montpellier	24	3	»	»	6	33	1	14	14	28	»
Marseille	61	8	8	»	18	95	11	45	26	71	2
Strasbourg	30	2	»	»	16	48	10	15	41	56	»
Total	877	103	54	7	321	1.362	142	679	451	1.130	13

RÉGIONS	PRÉVENTION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL					TOTAL GÉNÉRAL (Services techniques.)	
	Ingénieurs conseils	Contrôleurs de sécurité.	Agents administratifs.	Total.	Personnel à la vacation ou à temps partiel (non compris dans la colonne « Total » ci-contre)	Personnel permanent.	Personnel à la vacation ou à temps partiel (non compris dans la colonne « Total » ci-contre).
Paris	5	40	63	108	»	1.189	3
Rouen	1	6	13	20	»	64	7
Lille	3	8	25	36	»	244	16
Nancy	2	12	8	22	»	112	1
Rennes	2	4	7	13	»	75	4
Nantes	4	9	5	18	»	93	1
Orléans	2	6	6	14	»	62	1
Dijon	1	7	4	12	»	101	»
Limoges	1	7	5	13	»	55	1
Clermont-Ferrand	1	4	6	11	»	78	30
Lyon	2	14	10	26	»	230	46
Bordeaux	1	3	3	7	»	97	21
Toulouse	1	2	3	6	1	67	1
Montpellier	2	5	7	14	»	75	1
Marseille	10	1	11	22	2	188	15
Strasbourg	9	4	17	30	»	134	10
Total	47	132	193	372	3	2.864	158

(1) Dont 2 médecins conseils.

C. — CAISSES REGIONALES D'ASSURANCE VIEILLESSE DES TRAVAILLEURS SALARIES

I. — **Etat des dépenses effectuées en 1951 au titre de l'assurance vieillesse et de l'allocation aux vieux travailleurs salariés par les caisses régionales d'assurance vieillesse et la caisse nationale d'assurances sur la vie.**

RÉGIONS	PENSIONS R. O. P., rentes, allocations, bonifications de la loi de 1910.	PENSIONS A. S. et autres éléments prévus par le décret-loi du 28 octobre 1935.	PENSIONS REVISÉES à soixante-cinq ans (assurés sociaux).	ALLOCATIONS aux vieux travailleurs salariés.	ALLOCATIONS aux mères de cinq enfants.	PENSIONS de reversion (art. 75 de l'ordonnance du 19 octobre 1945).
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	6.512.164	3.081.170.228	9.880.384.214	11.975.312.299	618.876.006	301.697.358
Rouen	1.345.974	472.108.328	1.573.820.281	2.381.891.589	240.764.821	69.524.986
Lille	3.362.116	1.235.800.377	4.306.538.123	3.265.890.935	1.148.186.914	140.974.881
Nancy	3.911.067	523.877.596	2.272.098.956	1.581.472.675	357.210.689	86.473.421
Rennes	780.139	151.475.825	845.405.463	3.055.676.136	227.807.343	25.424.197
Nantes	1.483.079	234.224.077	1.526.230.502	3.583.107.286	254.133.770	36.590.572
Orléans	916.401	146.831.268	536.906.901	2.237.786.839	181.224.153	24.674.603
Dijon	4.952.480	392.526.563	1.388.926.577	2.649.181.220	236.832.502	46.409.093
Limoges	723.911	169.541.014	669.687.113	3.759.544.801	222.343.822	19.160.524
Clermont-Ferrand	1.548.456	155.827.057	531.683.529	2.602.104.737	102.187.872	16.110.734
Lyon	10.241.783	932.336.077	2.531.597.838	3.808.431.715	302.176.114	75.244.030
Bordeaux	1.058.929	373.931.668	1.270.302.439	3.496.029.887	156.231.625	35.562.832
Toulouse	1.378.684	309.411.848	900.606.658	2.830.671.919	92.688.698	12.041.434
Montpellier	960.232	103.529.570	836.468.785	2.707.794.269	167.712.041	28.406.955
Marseille	2.019.783	462.435.362	1.603.058.606	2.679.474.637	272.434.410	34.834.947
Total	41.195.198	8.745.026.858	30.673.715.985	52.614.370.947	4.580.810.780	953.130.567
Strasbourg	»	1.424.598.231	7.523.675.283	19.328.543	265.367.606	1.071.297.503
C. N. A. V.	12.302.074	279.498.340	14.872.110.089	»	»	27.107.079
Total France entière	53.497.272	10.449.123.429	53.069.501.357	52.633.699.490	4.846.178.386	2.051.535.149

RÉGIONS	PENSIONS de veuves ou de veufs art. 75 de l'ordonnance du 19 octobre 1945).	SECOURS VIAGERS, allocations de veuves ou de veufs, allocations de reversion.	CAPITAUX RÉSERVÉS R. O. P. et A. S.	REMBOURSEMENT de cotisations A. S. art. 67 de l'ordonnance du 19 octobre 1945).	DIVERS (1)	TOTAUX
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	9.707.357	541.405.934	2.611.315	423.128.006	18.978.139	26.859.783.020
Rouen	1.112.190	130.813.950	985.582	99.894.669	12.756.122	4.985.018.492
Lille	13.047.374	267.350.434	6.165.720	87.599.949	13.178.713	10.488.095.506
Nancy	4.809.530	191.942.915	1.130.632	139.039.404	17.085.074	5.179.051.959
Rennes	1.141.457	90.793.334	607.650	82.027.758	10.861.156	4.492.000.458
Nantes	1.260.926	163.283.907	568.230	68.262.505	14.591.476	5.883.736.330
Orléans	111.634	90.825.131	274.725	53.115.125	14.583.745	3.287.250.525
Dijon	628.021	144.805.442	517.402	45.903.431	3.123.641	4.913.806.372
Limoges	549.605	139.329.964	159.970	73.696.320	13.923.071	5.068.660.118
Clermont-Ferrand	742.193	69.897.654	304.411	56.114.849	27.281.759	3.563.803.251
Lyon	»	193.924.150	776.021	103.047.210	15.195.159	7.972.970.097
Bordeaux	1.077.554	127.470.642	216.712	47.683.505	9.735.744	5.519.301.537
Toulouse	307.871	73.699.328	73.318	52.276.170	21.387.011	4.294.542.939
Montpellier	1.770.618	121.811.061	156.953	46.157.885	68.648.325	4.083.416.694
Marseille	324.166	101.029.944	515.059	95.739.305	13.984.252	5.265.850.471
Total	36.590.496	2.448.383.790	15.063.700	1.473.686.061	275.313.387	101.857.287.769
Strasbourg	»	2.796.745	»	51.718.137	13.267.388	10.372.049.436
C. N. A. V.	»	175.816.335	833.256	83.641	585.895	15.368.336.709
Total France entière	36.590.496	2.626.996.870	15.896.956	1.525.487.839	289.166.670	127.597.673.914

(1) Notamment frais de déplacement, rachats de rentes et de pensions d'orphelins, allocations différentielles.

II. — **Etat des sommes précomptées sur avantages attribués au titre du régime général de la sécurité sociale, au cours de l'année 1951, et liquidés au profit d'anciens titulaires de l'allocation temporaire.**

RÉGIONS	MONTANT	RÉGIONS	MONTANT
	Francs.		Francs.
Paris	695.893.487	Bordeaux	98.082.715
Rouen	96.444.364	Toulouse	78.305.039
Lille	405.331.802	Montpellier	67.291.388
Nancy	189.332.337	Marseille	171.152.461
Rennes	86.610.438	Strasbourg	37.409.547
Nantes	104.550.695	Total	2.557.777.422
Orléans	107.303.390		
Dijon	167.367.525	C. N. A. V.	75.710.179
Limoges	150.966.344		
Clermont-Ferrand	32.261.335	Total général	2.633.487.601
Lyon	69.474.555		

III. — **Etat des payements effectués à l'étranger au cours de l'année 1951** (1).

RÉGIONS	BELGIQUE		ITALIE		POLOGNE		SUISSE		LUXEMBOURG	
	Nombre de bénéficiaires.	Montant net des sommes versées	Nombre de bénéficiaires.	Montant net des sommes versées.	Nombre de bénéficiaires.	Montant net des sommes versées.	Nombre de bénéficiaires.	Montant net des sommes versées	Nombre de bénéficiaires.	Montant net des sommes versées.
		Francs.		Francs.		Francs.		Francs.		Francs.
Paris	546	18.916.432	1.503	46.213.924	61	2.757.804	170	7.424.224	47	1.807.247
Rouen	31	1.981.451	24	1.540.403	8	811.159	2	26.984	»	»
Lille	6.594	294.225.628	82	2.682.319	88	3.857.672	10	787.789	1	13.400
Nancy	725	39.891.198	341	10.055.889	38	1.752.280	11	83.249	22	560.386
Rennes	5	184.025	13	460.716	»	»	»	»	»	»
Nantes	7	327.065	9	182.041	1	118.717	3	116.768	»	»
Orléans	5	291.944	10	428.725	6	411.080	5	399.017	»	»
Dijon	9	334.146	142	3.555.751	17	729.736	29	1.502.758	»	»
Limoges	5	152.335	13	371.190	3	86.902	»	»	»	»
Clermont-Ferrand.	1	49.683	27	813.182	2	39.774	1	51.500	1	12.285
Lyon	12	660.697	361	13.825.092	14	742.566	26	1.300.967	1	94.984
Bordeaux	5	219.648	11	583.790	»	»	2	31.455	1	48.449
Toulouse	6	246.366	12	667.555	»	»	»	»	»	»
Montpellier	2	120.983	12	322.764	1	81.816	1	47.049	»	»
Marseille	9	362.795	365	11.016.094	1	225.225	5	167.117	»	»
Strasbourg	23	1.945.883	521	38.136.117	170	15.322.317	131	13.121.329	147	11.684.286
Total	7.985	359.910.279	3.446	130.855.552	410	26.937.048	396	25.060.206	220	14.221.037

RÉGIONS	ETATS-UNIS		GRANDE-BRETAGNE		ESPAGNE		CANADA		TCHECOSLOVAQUIE	
	Nombre de bénéficiaires.	Montant net des sommes versées.	Nombre de bénéficiaires.	Montant net des sommes versées.	Nombre de bénéficiaires.	Montant net des sommes versées	Nombre de bénéficiaires	Montant net des sommes versées.	Nombre de bénéficiaires.	Montant net des sommes versées
		Francs.		Francs.		Francs.		Francs.		Francs.
Paris	77	3.138.078	53	2.412.399	55	1.904.588	12	698.980	18	479.496
Rouen	6	344.302	2	127.483	4	346.035	1	27.050	»	»
Lille	8	454.007	10	802.707	»	»	4	259.129	8	318.319
Nancy	5	450.259	»	»	1	4.200	1	64.484	1	72.933
Rennes	5	230.579	1	6.000	»	»	»	»	»	»
Nantes	1	42.100	1	39.767	1	52.200	2	109.034	»	»
Orléans	1	51.484	»	»	»	»	»	»	»	»
Dijon	11	791.675	»	»	»	»	»	»	2	96.416
Limoges	»	»	»	»	1	67.750	»	»	»	»
Clermont-Ferrand.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Lyon	2	62.734	3	134.302	5	351.651	»	»	»	»
Bordeaux	5	359.830	1	74.133	5	180.703	3	270.717	1	13.794
Toulouse	1	46.666	»	»	4	242.520	»	»	»	»
Montpellier	1	61.350	»	»	4	199.165	1	61.350	»	»
Marseille	10	401.377	4	357.514	6	234.614	2	74.466	»	»
Strasbourg	19	1.523.444	1	82.061	»	»	1	96.568	2	94.398
Total	152	7.957.885	75	4.036.366	86	3.583.426	27	1.661.778	32	1.075.356

RÉGIONS	ARGENTINE		PORTUGAL		ALLEMAGNE		AUTRES PAYS		TOTAL	
	Nombre de bénéficiaires.	Montant net des sommes versées.	Nombre de bénéficiaires.	Montant net des sommes versées.	Nombre de bénéficiaires.	Montant net des sommes versées	Nombre de bénéficiaires.	Montant net des sommes versées.	Nombre de bénéficiaires.	Montant net des sommes versées
		Francs.		Francs.		Francs.		Francs.		Francs.
Paris	17	500.617	10	135.678	12	187.668	69	1.549.275	2.650	88.126.410
Rouen	»	»	3	169.183	»	»	»	»	81	5.374.050
Lille	1	57.550	3	16.292	2	26.846	5	95.056	6.816	303.596.714
Nancy	1	5.467	3	30.450	»	»	3	35.568	1.152	53.006.363
Rennes	»	»	»	»	»	»	»	»	24	881.320
Nantes	1	65.167	»	»	»	»	»	»	26	1.052.859
Orléans	»	»	»	»	»	»	»	»	27	1.582.250
Dijon	»	»	3	179.109	»	»	1	63.150	214	7.252.741
Limoges	»	»	»	»	»	»	1	55.684	23	733.861
Clermont-Ferrand.	»	»	»	»	»	»	»	»	32	966.424
Lyon	»	»	»	»	»	»	1	48.451	425	17.221.444
Bordeaux	»	»	»	»	»	»	1	147.895	34	1.930.414
Toulouse	»	»	»	»	»	»	»	»	23	1.203.107
Montpellier	1	78.600	»	»	»	»	2	110.600	25	1.083.677
Marseille	»	»	»	»	»	»	3	149.148	405	12.988.250
Strasbourg	1	59.544	»	»	»	»	7	610.272	1.023	82.676.219
Total	22	766.945	22	530.712	14	214.514	93	2.865.099	12.980	579.676.203

(1) Ces dépenses sont comprises dans les prestations du tableau I.

IV. — Etat des pensions, rentes et allocations en cours au 31 décembre 1951.

RÉGIONS	PENSIONS R. O. P.	PENSIONS assurances sociales.	PENSIONS révisées à 65 ans (1).	PENSIONS de reversion.	PENSIONS de veufs et veuves.	ALLOCATIONS aux vieux travailleurs salariés.	SECOURS viagers.	ALLOCATIONS aux veuves et conjointes mères de 5 enfants	TOTAL
Paris	1.566	83.000	126.727	6.781	175	193.847	19.150	10.182	441.428
Rouen	174	11.539	16.400	1.001	27	50.391	4.202	5.443	89.177
Lille	340	34.723	57.784	3.309	173	53.341	9.079	19.350	178.099
Nancy	587	16.163	33.288	2.985	106	25.930	6.823	6.186	92.068
Rennes	308	4.681	10.528	747	13	53.445	4.071	4.680	78.473
Nantes	117	6.612	19.776	1.052	31	66.597	5.695	4.686	104.566
Orléans	160	4.713	7.517	751	3	37.980	3.412	2.965	57.501
Dijon	459	10.725	18.780	1.435	19	43.650	5.102	3.734	83.904
Limoges	118	7.066	9.109	1.586	15	65.722	4.396	3.740	91.752
Clermont-Ferrand	87	6.247	6.865	507	17	42.469	2.776	1.843	60.811
Lyon	794	30.359	32.410	2.025	»	65.061	7.161	6.052	143.862
Bordeaux	167	8.884	18.399	1.301	21	60.183	3.163	2.682	94.800
Toulouse	193	7.039	12.289	348	9	50.323	2.037	1.448	73.686
Montpellier	131	4.390	11.697	790	44	46.818	4.279	2.757	70.906
Marseille	418	14.019	20.898	1.734	8	44.757	3.031	4.452	89.317
Total	5.619	250.160	402.467	26.352	661	900.514	84.377	80.200	1.750.350
Strasbourg	»	»	(1) 104.178	»	»	334	103	4.838	109.453
C. N. A. V.	12.000	32.000	242.000	1.500	»	»	7.000	»	294.500
Total	17.619	282.160	748.645	27.852	661	900.848	91.480	85.038	2.154.303

(1) Pensions liquidées en application de l'ordonnance du 19 octobre 1945 ou du régime local.

V. — Dépenses de gestion administrative des caisses régionales d'assurance vieillesse. — Année 1951.

RÉGIONS	TRAITEMENTS et salaires du personnel.	COTISATIONS de sécurité sociale et autres charges sociales.	AUTRES DÉPENSES (1)	TOTAL	FRAIS de premier établissement (2).
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs	Francs.
Paris	1.010.640.997	202.226.175	215.073.445	1.427.940.617	42.717.515
Rouen	123.633.328	30.522.916	32.272.515	186.428.759	»
Lille	275.237.179	69.007.580	52.926.492	397.171.251	21.355.180
Nancy	109.110.542	26.324.530	31.973.454	167.408.526	1.306.727
Rennes	96.820.614	24.389.841	30.773.902	151.934.357	2.941.643
Nantes	113.504.909	28.076.415	22.410.766	163.992.090	8.568.366
Orléans	74.658.968	17.745.853	27.804.235	120.209.056	»
Dijon	89.372.236	21.971.374	29.989.414	141.333.024	11.461.055
Limoges	116.776.288	29.359.729	34.041.573	180.177.590	»
Clermont-Ferrand	60.460.047	15.039.612	30.980.080	106.479.739	»
Lyon	223.210.993	53.812.569	55.157.036	332.180.598	5.910.764
Bordeaux	123.994.711	31.878.812	42.273.036	198.146.559	24.913.270
Toulouse	108.650.263	29.216.297	22.851.285	160.717.845	14.342.009
Montpellier	77.594.160	18.991.760	26.122.473	122.708.393	4.846.629
Marseille	116.576.929	26.394.284	38.317.894	181.289.107	8.534.736
Strasbourg	150.309.075	48.268.589	28.957.486	227.535.150	4.708.568
Total	2.870.551.239	673.226.336	721.875.086	4.265.652.661	151.606.462

(1) Non compris les amortissements de frais de premier établissement des années 1951 ou antérieures.
(2) Dépenses effectuées en 1951, amorties ou non au cours de l'année et non comprises dans la colonne « Total ».

VI. — Etat du personnel employé par les caisses régionales d'assurance vieillesse au 31 décembre 1951.

RÉGIONS	PERSONNEL de direction.	CADRES et contrôle.	MAITRISE	EMPLOYÉS	PERSONNEL de service.	AUXILIAIRES	TOTAL	PERSONNEL à temps partiel (non compris dans la colonne « total » ci-contre).
Paris	7	203	289	1.683	21	5	2.208	1
Rouen	3	23	13	284	6	4	333	»
Lille	5	51	40	638	27	27	788	1
Nancy	4	19	21	217	»	»	261	9
Rennes	3	15	20	188	»	26	252	6
Nantes	3	23	15	183	7	72	303	»
Orléans	3	14	18	145	»	14	194	2
Dijon	4	17	12	196	3	»	232	5
Limoges	4	27	5	266	2	»	304	3
Clermont-Ferrand	3	14	8	143	3	3	174	1
Lyon	5	58	55	358	18	154	648	»
Bordeaux	4	35	4	262	5	4	314	»
Toulouse	5	15	29	231	»	12	292	»
Montpellier	3	18	6	177	»	3	207	4
Marseille	4	24	16	235	»	45	324	7
Strasbourg	3	71	15	213	3	54	359	10
Total	63	627	566	5.419	95	423	7.193	49

D. — CAISSES D'ALLOCATIONS FAMILIALES

I. — Cotisations d'allocations familiales encaissées au cours de l'année 1951.

RÉGIONS	COTISATIONS aux sections « salariés ».	COTISATIONS AUX SECTIONS « travailleurs indépendants et employeurs »			MAJORATIONS de retard.	REMBOURSEMENTS effectués par l'Etat (1).
		Travailleurs indépendants	Employeurs.	Total.		
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	95.329.196.178	2.388.313.375	2.409.389.343	4.797.702.718	280.178.527	20.278.675
Rouen	13.729.185.824	443.335.443	616.307.567	1.059.643.010	40.142.002	27.367.210
Lille	33.439.564.948	1.060.300.310	957.556.852	2.017.857.162	145.717.987	55.691.825
Nancy	16.302.004.062	437.306.054	478.197.766	915.503.820	45.882.705	24.313.668
Rennes	6.612.184.171	430.454.223	404.326.891	834.781.114	92.215.513	20.185.500
Nantes	9.324.248.341	397.613.472	413.999.088	811.612.560	53.091.237	22.401.450
Orléans	5.119.327.297	255.583.135	275.032.650	530.615.785	41.426.712	13.187.445
Dijon	10.645.622.516	389.600.724	401.041.320	790.642.044	48.238.031	24.472.863
Limoges	5.694.052.964	354.268.815	346.538.558	700.807.373	47.714.705	22.944.275
Clermont-Ferrand	5.040.014.084	258.289.049	196.496.868	454.785.917	25.626.449	14.752.187
Lyon	27.599.476.177	777.807.973	712.588.670	1.490.396.643	68.218.808	23.990.400
Bordeaux	8.293.613.231	362.286.746	380.930.180	743.216.926	62.776.629	25.066.025
Toulouse	5.987.950.977	313.762.834	253.303.428	567.066.262	26.670.887	20.018.248
Montpellier	4.488.346.841	291.064.132	275.831.993	566.896.125	34.583.693	14.525.775
Marseille	13.402.783.023	458.071.912	541.685.021	999.756.933	68.631.890	33.495.785
Strasbourg	14.315.737.570	341.964.248	497.015.100	839.009.348	35.269.077	25.918.985
Total	275.323.218.204	8.960.022.445	9.160.271.295	18.120.293.740	1.116.384.852	388.610.316

(1) Ces remboursements concernent les allocations de maternité aux personnes n'exerçant aucune activité professionnelle, dont la charge est supportée par l'Etat (art. 4, 4e alinéa, loi du 22 août 1946).

II. — Prestations légales servies aux salariés (1). — Année 1951.

RÉGIONS	ALLOCATIONS prénatales.	ALLOCATIONS maternité.	ALLOCATIONS familiales (2).	ALLOCATIONS de salaire unique.	CONGÉS de naissance.	TOTAL
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	3.135.383.395	2.183.364.062	25.884.789.089	26.430.632.839	182.787.389	57.816.956.765
Rouen	911.696.932	581.122.613	7.390.193.256	5.977.648.467	58.476.252	14.919.137.520
Lille	1.887.242.479	1.131.609.348	13.839.596.657	12.109.958.903	101.101.372	29.069.508.759
Nancy	1.023.304.240	611.629.513	7.786.434.316	6.574.587.608	55.188.938	16.051.144.615
Rennes	500.070.247	321.693.475	4.398.040.881	3.540.223.677	21.492.237	8.781.520.217
Nantes	712.537.250	459.312.252	5.959.749.148	4.964.447.427	33.252.857	12.129.298.934
Orléans	286.087.075	195.014.432	2.580.285.712	2.108.391.814	14.150.017	5.183.929.050
Dijon	594.969.278	394.352.397	5.283.821.911	4.197.638.752	34.379.437	10.505.161 775
Limoges	422.641.896	253.902.522	3.048.120.590	2.881.083.062	18.344.430	6.624.092.500
Clermont-Ferrand	269.233.048	175.744.672	2.291.378.473	2.047.808.237	13.705.124	4.797.869.554
Lyon	1.232.997.641	750.042.122	10.896.052.583	9.428.206.794	70.922.082	22.378.221.222
Bordeaux	465.473.296	285.220.092	3.678.953.504	3.684.017.715	15.149.521	8.128.814.128
Toulouse	326.563.026	197.714.536	2.629.103.097	2.566.399.739	12.396.879	5.732.177.277
Montpellier	279.432.526	165.044.359	2.394.526.522	2.232.662.995	10.284.517	5.081.950.919
Marseille	650.313.242	412.706.555	6.072.218.184	6.119.600.971	29.360.910	13.284.199.862
Strasbourg	645.057.990	447.554.492	5.504.548.948	5.080.113.936	44.921.605	11.722.196.371
Total	13.343.003.561	8.566.027.142	109.637.812.871	99.943.422.936	715.912.958	232.206.179.468
Répartition de 100 F de prestations	5,75	3,69	47,21	43,04	0,31	100,00

(1) Non compris les frais de tutelle aux allocations familiales (7.101.139 F).
(2) Y compris les allocations compensatrices de 650 et 1.000 F majorées.

III. — **Prestations légales servies aux travailleurs algériens, belges et italiens.**
(Ces prestations sont comprises dans les sommes du tableau II.)

RÉGIONS	PRESTATIONS versées aux travailleurs algériens	PRESTATIONS versées aux travailleurs belges.	PRESTATIONS versées aux travailleurs italiens.
	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	1.032.667.708	4.563	18.467.573
Rouen	67.081.929	»	8.073.594
Lille	366.346.861	898.494.119	15.083.174
Nancy	161.287.395	81.812.737	28.501.003
Rennes	4.747.254	410.904	608.907
Nantes	1.706.701	»	407.708
Orléans	4.530.136	»	742.980
Dijon	63.055.621	100.080	16.889.231
Limoges	9.768.215	»	1.231.068
Clermont-Ferrand	26.600.096	»	2.677.176
Lyon	398.549.177	»	49.748.431
Bordeaux	3.693.577	»	863.628
Toulouse	22.313.914	»	2.928.044
Montpellier	35.996.930	»	2.619.781
Marseille	237.739.102	»	6.796.296
Strasbourg	254.526.614	»	84.848.805
Total	2.690.611.230	980.822.403	240.487.399

IV. — **Prestations légales servies aux personnes sans activité professionnelle. — Année 1951.**

RÉGIONS	ALLOCATIONS prénatales.	ALLOCATIONS de maternité.	ALLOCATIONS familiales.	ALLOCATIONS de salaire unique.	TOTAL
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	133.505.817	189.116.196	1.912.025.037	1.744.082.963	3.978.730.013
Rouen	19.946.794	42.854.792	571.788.408	264.295.218	898.885.212
Lille	47.919.512	68.149.020	720.798.679	440.680.602	1.277.547.813
Nancy	20.151.761	32.959.800	439.889.019	304.070.406	797.070.986
Rennes	11.408.091	21.633.860	387.302.120	271.281.146	691.625.217
Nantes	19.292.884	29.243.988	393.399.392	285.973.737	727.910.001
Orléans	8.343.837	11.306.192	215.704.412	132.265.726	367.620.167
Dijon	9.236.895	19.017.034	283.367.539	161.744.493	473.365.961
Limoges	17.266.454	31.825.542	315.545.193	217.684.348	582.321.537
Clermont-Ferrand	4.883.450	16.102.942	84.468.662	56.117.490	161.572.544
Lyon	24.458.288	34.271.330	514.358.818	389.630.675	962.719.111
Bordeaux	15.935.515	26.883.795	325.113.634	253.020.491	620.953.435
Toulouse	15.163.763	24.772.347	241.929.306	182.942.392	464.807.808
Montpellier	13.042.786	22.129.791	165.116.869	120.334.011	320.623.457
Marseille	25.630.383	50.532.769	550.826.742	460.834.715	1.087.824.609
Strasbourg	14.943.992	28.394.661	320.951.205	249.384.145	613.674.003
Total	401.130.223	649.194.059	7.442.585.035	5.534.342.558	14.027.251.874
Répartition de 100 F de prestations	2,86	4,63	53,05	39,46	100,00

V. — **Pourcentage des prestations légales servies par les sections « salariés » par rapport aux cotisations.**

RÉGIONS	PRESTATIONS versées aux salariés.	PRESTATIONS versées aux personnes n'exerçant aucune activité professionnelle (1).	TOTAL DES PRESTATIONS versées par les sections « salariés ».	POURCENTAGE des prestations par rapport aux cotisations.
	Francs.	Francs.	Francs.	P. 100.
Paris	57.816.956.765	3.958.451.338	61.755.408.103	64,80
Rouen	14.919.137.520	871.518.002	15.790.655.522	115,01
Lille	29.069.508.759	1.221.855.988	30.291.364.747	90,58
Nancy	16.051.144.615	772.757.318	16.823.901.933	103,20
Rennes	8.781.520.217	671.439.717	9.452.959.934	144,48
Nantes	12.129.298.934	705.508.551	12.834.807.485	137,65
Orléans	5.183.929.050	354.432.722	5.538.361.772	108,19
Dijon	10.505.161.775	448.893.098	10.954.054.873	102,81
Limoges	6.624.092.500	559.377.262	7.183.469.762	126,20
Clermont-Ferrand	4.797.869.554	146.820.357	4.944.689.911	86,84
Lyon	22.378.221.222	938.728.711	23.316.949.933	84,47
Bordeaux	8.128.814.128	595.887.410	8.724.701.538	105,19
Toulouse	5.732.177.277	444.789.560	6.176.966.837	103,16
Montpellier	5.081.950.919	306.097.682	5.388.048.601	120,05
Marseille	13.284.199.862	1.054.328.824	14.338.528.686	106,97
Strasbourg	11.722.196.371	587.755.018	12.309.951.389	92,27
Total	232.206.179.468	13.638.641.558	245.844.821.026	89,36

(1) A l'exclusion des prestations remboursées par l'Etat.

VI. — **Prestations légales servies aux travailleurs indépendants. — Année 1951.**

RÉGIONS	ALLOCATIONS prénatales.	ALLOCATIONS de maternité.	ALLOCATIONS familiales.	TOTAL
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	140.241.917	128.451.345	1.780.150.805	2.048.844.067
Rouen	40.480.823	39.052.836	499.740.829	579.274.488
Lille	68.880.505	58.514.139	755.656.018	883.050.712
Nancy	34.635.670	33.367.499	457.379.811	525.382.980
Rennes	50.509.008	50.669.573	623.523.571	724.702.152
Nantes	52.907.582	50.152.943	685.967.502	789.028.027
Orléans	21.490.295	21.123.247	277.103.272	319.716.814
Dijon	32.508.424	29.465.216	433.724.367	495.698.007
Limoges	33.166.638	32.297.338	409.967.051	475.431.027
Clermont-Ferrand	19.280.262	18.199.773	290.648.843	328.128.878
Lyon	55.538.382	50.744.994	791.438.945	897.722.321
Bordeaux	33.013.317	28.971.327	408.510.879	470.495.523
Toulouse	26.024.230	23.992.438	344.733.551	394.750.219
Montpellier	24.035.468	22.483.539	312.058.707	358.577.714
Marseille	34.366.169	32.055.089	520.724.034	587.145.292
Strasbourg	24.335.886	25.012.946	295.654.065	345.002.897
Total	691.414.576	644.554.292	8.886.982.250	10.222.951.118
Répartition de 100 F de prestations	6,76	6,31	86,93	100

VII. — **Prestations légales servies aux employeurs. — Année 1951.**

RÉGIONS	ALLOCATIONS prénatales.	ALLOCATIONS de maternité.	ALLOCATIONS familiales.	TOTAL
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	42.207.884	35.665.808	821.051.213	898.924.905
Rouen	22.078.408	20.651.602	464.637.463	507.367.473
Lille	31.128.796	25.036.925	589.467.793	645.633.514
Nancy	13.007.335	12.047.604	274.372.601	299.427.540
Rennes	19.691.947	16.341.560	375.996.915	412.030.422
Nantes	19.312.094	17.305.006	440.327.559	476.944.659
Orléans	8.601.355	7.823.993	178.430.462	194.855.810
Dijon	16.255.738	12.515.162	292.696.775	321.467.675
Limoges	13.359.326	10.474.339	254.467.481	278.301.146
Clermont-Ferrand	10.410.039	9.458.278	154.979.110	174.847.427
Lyon	28.707.262	24.438.354	688.874.133	742.019.749
Bordeaux	12.066.167	9.557.439	253.808.964	275.432.570
Toulouse	7.603.798	6.998.009	171.768.731	186.370.538
Montpellier	8.251.314	6.333.007	181.614.910	196.199.231
Marseille	14.720.497	15.952.039	359.652.933	390.325.469
Strasbourg	10.876.164	11.463.296	293.640.604	315.980.064
Total	278.278.124	242.062.421	5.795.787.647	6.316.128.192
Répartition de 100 F de prestations	4,40	3,83	91,77	100

VIII. — **Pourcentage des prestations légales servies par les sections « travailleurs indépendants » et employeurs par rapport aux cotisations.**

RÉGIONS	PRESTATIONS versées aux travailleurs indépendants.	PRESTATIONS versées aux employeurs.	TOTAL DES PRESTATIONS versées par les sections « travailleurs indépendants et employeurs ».	POURCENTAGE des prestations par rapport aux cotisations.
	Francs.	Francs.	Francs.	P. 100
Paris	2.048.844.067	898.924.905	2.947.768.972	61,44
Rouen	579.274.488	507.367.473	1.086.641.961	102,54
Lille	883.050.712	645.633.514	1.528.684.226	75,76
Nancy	525.382.980	299.427.540	824.810.520	90,07
Rennes	724.702.152	412.030.422	1.136.732.574	136,17
Nantes	789.028.027	476.944.659	1.265.972.686	155,91
Orléans	319.716.814	194.855.810	514.572.624	96,98
Dijon	495.698.007	321.467.675	817.165.682	103,29
Limoges	475.431.027	278.301.146	753.732.173	107,56
Clermont-Ferrand	328.128.878	174.847.427	502.976.305	110,60
Lyon	897.722.321	742.019.749	1.639.742.070	110,06
Bordeaux	470.495.523	275.432.570	745.928.093	100,40
Toulouse	394.750.219	186.370.538	581.120.757	102,48
Montpellier	358.577.714	196.199.231	554.776.945	87,88
Marseille	587.145.292	390.325.469	977.470.761	97,70
Strasbourg	345.002.897	315.980.064	660.982.961	78,78
Total	10.222.951.118	6.316.128.192	16.539.079.310	91,28

IX. — **Allocations de logement et prêts pour l'amélioration à l'habitat versés en 1951.**

RÉGIONS	SALARIÉS					TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS ET EMPLOYEURS			
	Allocations de logement	Primes		Prêts pour l'amélioration de l'habitat.	Total.	Allocations de logement.	Primes		Total.
		de déménagement	d'aménagement				de déménagement	d'aménagement	
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	109.917.151	4.787.026	729.073	83.924.377	199.357.627	3.979.077	218.433	»	4.197.510
Rouen	12.160.806	915.749	680.064	10.673.482	24.430.101	342.369	102.651	48.000	493.020
Lille	80.467.331	2.555.223	680.900	21.423.885	105.127.339	1.507.553	85.676	»	1.593.229
Nancy	35.953.917	1.256.663	354.008	14.783.724	52.348.312	849.452	35.949	41.850	927.251
Rennes	10.400.815	555.973	417.657	10.416.612	21.791.057	360.502	64.803	»	425.305
Nantes	38.829.769	1.468.970	680.152	20.144.497	61.123.388	1.180.429	24.702	»	1.205.131
Orléans	5.465.734	298.568	40.080	6.283.775	12.088.157	174.964	3.567	»	178.531
Dijon	20.902.085	1.216.810	226.945	11.848.949	34.194.789	638.421	58.675	»	697.096
Limoges	8.578.915	447.502	222.835	6.996.794	16.246.046	595.569	17.560	»	613.129
Clermont-Ferrand	7.996.500	133.106	103.595	5.284.125	13.517.326	357.507	53.846	»	411.353
Lyon	50.652.226	3.316.710	249.198	26.526.583	80.744.717	1.480.088	96.986	14.000	1.591.074
Bordeaux	11.175.869	847.725	222.302	7.003.570	19.249.466	443.016	36.648	»	479.664
Toulouse	8.926.861	824.544	168.680	4.639.588	14.559.673	255.051	73.330	63.944	392.325
Montpellier	5.556.986	94.857	161.666	1.413.740	7.227.249	445.759	11.470	»	457.229
Marseille	15.616.583	415.503	275.359	4.501.312	20.808.757	1.139.393	17.100	»	1.156.493
Strasbourg	37.689.335	2.313.760	650.009	4.528.780	45.181.884	1.044.397	54.540	39.975	1.138.912
Total	460.290.883	21.448.689	5.862.523	240.393.793	727.995.888	14.793.547	955.936	207.769	15.957.252

X — **Dépenses d'action sanitaire et sociale effectuées par les caisses d'allocations familiales** (1). — **Année 1951.**

RÉGIONS	PRESTATIONS supplémentaires et secours.	DOTATION des œuvres des caisses.	SUBVENTIONS de fonctionnement des œuvres des caisses.	DÉFICIT d'exploitation des œuvres des caisses.	SUBVENTIONS consenties à des œuvres étrangères aux caisses.	AVANCES et prêts à des œuvres étrangères aux caisses.	SERVICE social.	TOTAL des dépenses de l'année.
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	755.278.229	119.343.550	114.635.134	2.552.845	250.741.024	189.906.175	870.609.467	2.303.066.424
Rouen	85.372.757	29.450.255	25.386.799	11.028.593	257.184.580	83.459.765	84.513.032	576.395.781
Lille	191.320.432	73.171.077	132.155.064	10.305.021	495.712.856	202.858.954	142.730.210	1.248.453.614
Nancy	72.185.023	26.827.147	26.673.122	»	350.198.386	54.932.865	78.170.671	608.987.214
Rennes	64.712.633	10.295.000	24.225.000	2.534.718	135.909.369	73.008.983	95.058.542	405.744.245
Nantes	55.980.242	12.003.844	17.863.151	198.341	212.681.297	111.507.409	91.803.008	502.037.292
Orléans	41.508.559	17.455.757	29.561.073	722	42.072.989	30.085.996	41.593.185	202.281.281
Dijon	84.685.574	53.000	24.836.174	»	191.637.568	77.103.237	20.736.395	399.051.948
Limoges	56.644.041	15.120.263	21.594.638	3.337.962	89.115.411	22.661.015	56.986.195	265.459.525
Clermont-Ferrand	30.696.388	34.068.188	21.740.550	»	19.993.343	11.365.305	60.953.141	178.816.915
Lyon	139.844.426	57.131.090	47.835.899	6.308.145	348.570.158	143.031.024	201.743.718	944.464.460
Bordeaux	55.476.887	22.433.556	114.929.583	314.776	151.932.652	66.853.913	33.636.780	448.578.147
Toulouse	57.945.943	7.485.416	5.331.093	»	95.204.174	28.481.134	23.346.632	217.794.392
Montpellier	20.761.381	12.601.700	1.333.226	»	124.711.107	16.531.169	30.021.371	205.959.951
Marseille	77.887.874	40.814.613	110.340.753	1.297.634	325.814.165	29.396.786	72.551.177	658.103.002
Strasbourg	41.009.641	1.852.151	961.005	1.808.769	344.428.958	125.000.133	15.409.968	530.470.625
Total	1.831.310.030	480.106.607	719.605.261	39.687.526	3.438.908.037	1.266.183.863	1.919.863.492	9.695.664.816

(1) Ventilation des dépenses de l'année figurant au compte d'action sanitaire et sociale des caisses.

XI. — **Ventilation des dépenses d'action sanitaire et sociale d'après l'objet de la dépense** (1).

RÉGIONS	PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES ET SECOURS				AIDE MÉNAGÈRE			
	Prestations supplémentaires résultant d'assouplissements du régime légal.	Prestations supplémentaires résultant d'une réglementation indépendante.	Secours.	Total.	Enseignement ménager.	Travailleuses familiales	Equipement ménager familial.	Services collectifs ménagers.
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	(2) 287.935.002	(3) 370.307.189	97.036.038	755.278.229	118.382.012	192.750.578	2.950.176	2.682.257
Rouen	58.226.156	16.725.518	10.421.083	85.372.757	13.067.457	25.275.309	31.970.632	10.588.288
Lille	69.690.427	115.980.751	5.649.254	191.320.432	8.288.095	59.316.170	76.503.440	11.627.311
Nancy	9.667.819	57.467.162	5.050.042	72.185.023	35.648.335	32.066.776	24.588.799	4.880.697
Rennes	56.650.888	342.250	7.719.495	64.712.633	25.815.132	18.001.610	22.689.509	2.000.000
Nantes	47.683.571	4.829.755	3.466.916	55.980.242	27.272.372	27.916.316	9.001.599	1.709.180
Orléans	24.620.175	6.944.382	9.944.002	41.508.559	10.313.714	7.366.757	12.706.139	110.136
Dijon	46.521.853	25.295.959	12.867.762	84.685.574	9.115.889	15.702.341	18.174.974	7.928.443
Limoges	30.163.967	16.861.726	9.618.348	56.644.041	10.211.807	14.079.906	1.773.479	5.225.392
Clermont-Ferrand	23.523.307	5.691.531	1.481.550	30.696.388	12.104.241	4.994.275	4.343.424	728.067
Lyon	66.986.982	21.842.453	51.014.991	139.844.426	28.654.999	88.553.505	21.379.198	2.697.146
Bordeaux	26.869.628	11.216.895	17.390.364	55.476.887	12.049.412	9.084.725	9.728.362	»
Toulouse	49.882.920	1.838.506	6.224.517	57.945.943	2.784.012	5.754.528	3.102.334	393.428
Montpellier	5.857.292	3.655.241	11.248.848	20.761.381	6.623.807	8.711.612	3.304.667	283.110
Marseille	30.054.839	18.574.827	29.258.208	77.887.874	29.836.704	27.350.299	18.484.267	715.000
Strasbourg	15.220.949	12.501.382	13.287.310	41.009.641	29.121.864	24.400.433	22.694.316	2.395.403
Total	849.555.775	690.075.527	291.678.728	1.831.310.030	379.289.852	561.325.140	283.395.315	53.963.858

(1) Ventilation statistique.

(2) A titre indicatif, la caisse centrale d'allocations familiales de la région parisienne a versé 259.356.104 F, se répartissant comme suit: prestations servies aux femmes seules et orphelins, 72.073.711 F; prestations pour des étudiants de plus de 20 ans, 119.097.836 F; prestations pour des apprentis de plus de 17 ans, 65.925.806 F; prestations de maternité hors délais, 2.258.751 F.

(3) La caisse centrale d'allocations familiales de la région parisienne a versé 303.472.947 F, se répartissant comme suit: mères médaillées, 1.446.331 F; colonies de vacances, 291.286.464 F; aide exceptionnelle, 8.249.766 F; diffusion de documentation et conseil juridique, 2.490.386 F.

Ventilation des dépenses d'action sanitaire et sociale d'après l'objet de la dépense (1).

RÉGIONS	AIDE au logement, participation à la construction et à l'amélioration de logements existants.	AIDE AUX VACANCES						PLACEMENTS (2)	CANTINES scolaires, layettes, aide aux gouttes de lait.
		Colonies de vacances.	Camps de vacances.	Maisons familiales de vacances.	Garderies urbaines de vacances.	Placements familiaux surveillés.	Vacances familiales.		
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	290.572.951	123.709.913	1.874.827	13.982.163	1.704.515	2.792.647	1.924.000	118.702.393	6.031.465
Rouen	71.984.824	91.830.802	5.036.641	1.211.702	9.786.205	7.406.396	11.266.517	69.103.434	10.399.278
Lille	278.597.575	143.153.290	17.576.883	4.220.379	4.283.080	7.178.030	162.437.199	76.160.541	28.288.122
Nancy	70.224.000	132.684.727	1.964.127	5.031.611	6.192.848	1.670.191	67.340.807	41.847.504	9.824.561
Rennes	86.139.766	39.128.022	1.569.987	9.220.289	793.276	9.658.738	20.393.392	8.764.876	5.864.861
Nantes	121.008.003	60.524.261	2.382.726	200.000	3.853.875	7.900.990	64.174.382	35.812.109	4.754.527
Orléans	13.759.627	45.620.335	857.926	3.707.874	357.000	2.304.375	11.424.549	6.719.928	6.716.328
Dijon	56.652.332	71.060.065	9.259.766	6.915.426	1.703.188	1.348.280	24.591.032	10.312 435	1.304.361
Limoges	22.618.635	35.636.659	10.763.181	923.000	1.926.500	334.279	20.975.418	30.196.738	9.050.795
Clermont-Ferrand.	14.332.125	32.277.127	3.774.609	21.655.110	201.080	1.006.303	7.091.748	50.000	110.000
Lyon	92.965.164	140.859.596	2.724.920	4.145.368	2.281.019	63.358.737	13.439.874	77.948.223	2 439.889
Bordeaux	154.185.369	86.616.015	1.483.070	6.331.981	1.440.000	9.203.728	22.930.463	17.210.122	5.264.649
Toulouse	19.464.714	56.301.428	1.801.455	1.541.385	1.063.409	355.800	12.757.018	4.590.472	2.573.117
Montpellier	8.313.399	34.299.731	15.455.612	16.018.379	»	»	13.353.361	19.403.897	2.218.081
Marseille	56.375.389	101.106.075	9.816.932	2.761.142	5.663.707	151.200	43.826.318	103.519.396	3.706.587
Strasbourg	88.909.515	142.408.411	3.907.719	10.500.000	673.591	»	11.666.420	94.638.917	164.087
Total	1.446.103.388	1.337.216.457	90.250.381	108.401.809	41.923.243	114.669.694	509.592 528	714.981.015	93.710.708

RÉGIONS	ORIENTATION professionnelle, apprentissage.	SECRÉTARIATS familiaux, documentation familiale, groupements familiaux.	SERVICE social proprement dit.	CENTRES sociaux.	FORMATION du personnel social.	FRAIS généraux d'administration.	DIVERS	DÉPENSES engagées mais non effectuées au 31 décembre 1931.	TOTAL général.
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	33.985.864	1.280.744	337.185.981	59.878.615	17.325.273	167.842.505	52.229.316	»	2.303.066.424
Rouen	12.183.747	12.686.758	54.712.822	1.130.573	3.779.464	7.150.206	28.275.772	9.176.147	576.395.781
Lille	3.828.376	21.459.953	90.941.407	20.209.566	5.842.619	21.925.045	8.696.670	6.599.431	1.248.453.644
Nancy	4.279.372	25.233.591	32.265.153	2.209.501	1.925.626	9.502.173	27.216.316	205.476	608.987.241
Rennes	1.500.000	5.302.252	56.287.021	1.799.627	1.717.165	17.260.257	6.302.849	822.983	405.744.246
Nantes	3.198.100	1.375.114	34.625.955	13.557.804	1.439.446	17.187.894	8.162.397	»	502.037.292
Orléans	2.759.058	3.183.811	21.678.339	404.600	152.280	4.072.711	300.000	6.257.235	202.281.281
Dijon	332.275	4.191.172	18.243.513	»	576.541	3.261.177	12.842.094	40.821.070	399.051.948
Limoges	460.000	9.180.227	25.205.919	»	962.356	4.352.003	4.937.240	2.000	265.459.525
Clermont-Ferrand.	10.000	2.739.765	28.915.482	»	594.500	3.708.673	5.323.646	4.160.350	178.816.915
Lyon	1.784.150	44.806.172	72.209.513	6.290.241	1.254.761	13.981.419	122.475.605	370.535	944.464.460
Bordeaux	1.299.920	7.368.871	34.091.813	3.810.449	985.000	544.997	9.472.344	»	448.578.147
Toulouse	310.500	7.063.819	9.013.393	300.000	453.670	7.459.281	4.189.776	18.571.880	217.794.392
Montpellier	625.000	26.528.033	18.216.118	»	1.300.000	1.314.181	1.338.718	7.860.564	205.959.951
Marseille	5.749 700	11.257.493	40.363.393	»	2.287.658	25.762.999	14.761.972	76.715.949	658.103.002
Strasbourg	665.200	1.664.145	10.833.600	400.000	3.125.384	7.867.585	22.132.025	14.292.339	530.170.625
Total	72.971.262	185.321.920	884.819.422	112.990.976	43.721.743	313.193.376	328.656.740	182.855.959	9.695.664.816

(1) Ventilation statistique.
(2) Crèches, pouponnières, abris temporaires, maisons maternelles...

XII. — **Dépenses de gestion administrative des caisses d'allocations familiales. — Année 1951.**

RÉGIONS	TRAITEMENTS et salaires du personnel.	COTISATIONS de sécurité sociale et autres charges sociales.	AUTRES DEPENSES (1)	TOTAL	FRAIS de premier établissement (2).
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris (3)	1.457.945.124	418.496.657	358.411.050	2.234.852.831	57.164.050
Rouen	271.129.593	70.517.925	113.124.544	454.772.062	23.172.418
Lille	514.078.108	138.841.956	187.428.175	840.348.239	60.920.464
Nancy (4)	223.352.483	61.949.503	100.001.535	385.303.521	21.952.774
Rennes	212.445.252	54.977.944	84.715.813	352.139.009	17.861.498
Nantes	193.402.027	49.715.502	109.692.481	352.810.010	27.079.439
Orléans	110.109.388	28.446.837	39.691.903	178.248.128	8.059.793
Dijon	162.125.881	42.256.559	81.980.413	286.362.853	28.284.149
Limoges	135.248.757	34.311.618	50.791.784	220.352.159	13.134.335
Clermont-Ferrand	101.126.386	26.323.175	40.290.001	167.739.562	2.371.039
Lyon	408.461.027	111.362.898	182.342.928	705.166.853	67.196.291
Bordeaux	189.239.005	55.398.510	64.190.148	308.827.663	18.764.216
Toulouse	116.991.614	32.138.385	65.346.307	214.476.306	6.617.008
Montpellier	111.422.779	27.776.288	48.094.084	187.293.151	3.528.482
Marseille (5)	288.578.275	68.010.959	86.514.587	443.103.821	12.988.795
Strasbourg	199.922.228	55.510.936	106.145.454	361.608.618	34.520.876
Total	4.695.577.927	1.279.065.652	1.718.761.207	7.693.404.786	403.615.627

(1) Non compris les amortissements de frais de premier établissement de 1951 ou des années antérieures.
(2) Dépenses effectuées en 1951, amorties ou non au cours de l'année et non comprises dans la colonne « Total ».
(3) Compte non tenu d'un versement de 428.427.722 F à l'union pour le recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales de la région parisienne, effectué à titre de participation aux frais de gestion de cet organisme.
(4) Non compris la participation de 8.625.000 F de la caisse d'allocations familiales de la Meuse à l'U. R. S. A. A. F. de Bar-le-Duc.
(5) Non compris un versement de 26.574.165 F effectué au service commun de recouvrement de Nice par la caisse d'allocations familiales des Alpes-Maritimes.

XIII. — **Familles de salariés bénéficiaires des allocations familiales au 31 décembre 1951.**

RÉGIONS	1 ENFANT (1)	2 ENFANTS	3 ENFANTS	4 ENFANTS	5 ENFANTS	6 ENFANTS	7 ENFANTS	8 ENFANTS et plus.	TOTAL
Paris	9.206	172.418	74.871	28.935	11.358	4.674	1.951	1.355	304.768
Rouen	77	36.002	19.326	9.363	4.399	2.214	1.116	962	73.459
Lille	1.832	74.541	38.654	17.089	7.730	3.534	1.719	1.146	146.245
Nancy	168	43.068	22.738	10.621	4.746	2.527	1.056	858	85.782
Rennes	»	23.256	12.631	5.901	2.798	1.319	562	509	46.976
Nantes	11	30.517	16.254	7.407	3.394	1.532	755	615	60.485
Orléans	13	14.328	7.185	3.347	1.458	742	352	286	27.711
Dijon	22	27.472	14.818	6.610	3.094	1.456	696	543	54.711
Limoges	»	18.321	9.032	4.001	1.818	927	390	323	34.812
Clermont-Ferrand	»	14.435	6.529	2.734	1.186	521	239	192	25.836
Lyon	4.046	63.100	31.918	14.284	6.076	2.570	1.046	897	123.937
Bordeaux	49	24.887	11.572	4.724	1.875	814	340	208	44.469
Toulouse	»	19.296	8.070	3.193	1.141	478	185	145	32.508
Montpellier	276	17.608	7.358	2.952	1.169	456	184	101	30.104
Marseille	138	39.237	17.011	6.771	2.774	1.059	490	289	67.769
Strasbourg	1.448	39.520	18.135	7.409	3.215	1.366	649	383	72.125
Total	17.286	658.006	316.102	135.341	58.231	26.189	11.730	8.812	1.231.697
Répartition par 100 familles	1,4	53,5	25,7	10,9	4,7	2	1	0,8	100

(1) Les nombres figurant dans cette colonne concernent les familles de travailleurs algériens.

XIV. — **Familles de salariés bénéficiaires de l'allocation de salaire unique au 31 décembre 1951. Congés de naissance accordés en 1951.**

RÉGIONS	BÉNÉFICIAIRES DE L'ALLOCATION DE SALAIRE UNIQUE						CONGÉS de naissance accordés en 1951.
	Jeunes ménages (allocation à 10 p. 100)	1 enfant (allocation à 10 p. 100).	1 enfant (allocation à 20 p. 100).	2 enfants (allocation à 40 p 100).	3 enfants et plus (allocation à 50 p. 100).	Total.	
Paris	6.483	24.486	173.319	146.651	107.252	458.191	52.422
Rouen	1.945	4.247	33.629	33.019	35.877	108.717	18.588
Lille	3.989	7.683	72.681	67.753	64.424	216.530	37.558
Nancy	2.309	4.313	37.417	38.055	40.111	122.205	17.250
Rennes	1.485	1.802	19.243	20.865	21.276	64.671	8.608
Nantes	1.989	2.590	25.687	27.610	28.244	86.120	11.754
Orléans	561	2.106	12.873	13.103	12.612	41.255	5.673
Dijon	1.764	2.809	25.826	25.119	25.022	80.540	12.310
Limoges	1.086	2.240	17.406	16.661	15.563	52.956	7.142
Clermont-Ferrand	708	2.203	13.571	12.777	10.183	39.442	4.893
Lyon	2.955	6.691	54.350	52.869	47.301	164.106	20.039
Bordeaux	1.148	3.015	23.817	21.851	18.092	67.923	5.978
Toulouse	1.080	2.439	18.674	17.358	12.168	51.719	5.195
Montpellier	1.365	2.979	16.244	14.768	10.756	46.112	4.446
Marseille	3.911	7.296	40.764	36.976	26.727	115.674	9.587
Strasbourg	3.861	4.398	39.921	36.684	28.600	113.464	15.661
Total	36.639	81.297	625.422	582.059	504.208	1.829.625	237.104
Répartition par 100 familles	2	4,5	34,1	31,9	27,5	100	

XV. — **Personnes n'exerçant aucune activité professionnelle bénéficiaires des allocations familiales au 31 décembre 1951.**

RÉGIONS	2 ENFANTS	3 ENFANTS	4 ENFANTS	5 ENFANTS	6 ENFANTS	7 ENFANTS	8 ENFANTS et plus.	TOTAL
Paris	7.382	3.421	1.455	696	304	143	102	13.503
Rouen	1.716	1.051	620	315	201	78	59	4.040
Lille	3.249	1.725	895	471	216	112	77	6.745
Nancy	1.555	804	452	290	112	69	46	3.328
Rennes	1.598	889	471	205	99	41	36	3.339
Nantes	1.627	1.010	471	277	135	65	43	3.628
Orléans	595	333	159	100	59	19	24	1.289
Dijon	1.112	653	310	158	70	41	32	2.356
Limoges	1.246	707	335	181	71	45	39	2.624
Clermont-Ferrand	344	178	80	51	20	7	4	684
Lyon	2.413	1.288	593	309	151	66	58	4.878
Bordeaux	1.376	684	328	152	66	36	8	2.650
Toulouse	1.111	525	200	92	36	16	17	1.997
Montpellier	1.062	447	212	91	43	19	4	1.878
Marseille	3.122	1.371	551	222	86	41	16	5.409
Strasbourg	1.846	873	454	191	97	40	33	3.534
Total	31.354	15.939	7.586	3.801	1.766	838	598	61.882
Répartition pour 100 familles	51	25,7	12,2	6	2,9	1,4	0,8	100

XVI. — **Personnes n'exerçant aucune activité professionnelle bénéficiaires de l'allocation de salaire unique au 31 décembre 1951.**

RÉGIONS	JEUNES MÉNAGES (allocation à 10 p. 100).	1 ENFANT (allocation à 10 p. 100).	1 ENFANT (allocation à 20 p. 100).	2 ENFANTS (allocation à 40 p. 100).	3 ENFANTS et plus (allocation à 50 p. 100).	TOTAL
Paris	167	503	9.741	6.007	5.235	21.653
Rouen	18	104	1.683	1.199	1.697	4.701
Lille	149	85	4.232	2.532	2.848	9.846
Nancy	43	63	1.682	1.355	1.563	4.706
Rennes	20	104	1.642	1.200	1.286	4.252
Nantes	28	46	1.821	1.264	1.579	4.741
Orléans	29	34	576	356	488	1.483
Dijon	11	20	1.074	825	940	2.870
Limoges	11	75	1.180	876	1.019	3.161
Clermont-Ferrand	8	13	373	230	249	873
Lyon	44	378	2.693	2.008	2.588	7.711
Bordeaux	24	45	1.411	947	896	3.323
Toulouse	8	30	965	782	721	2.455
Montpellier	14	53	1.071	759	632	2.529
Marseille	66	222	3.093	2.211	1.679	7.271
Strasbourg	31	69	2.031	1.466	1.395	4.992
Total	671	1.853	35.211	24.017	24.815	86.567
Répartition pour 100 familles....	0,9	2,1	40,6	27,7	28,7	100

XVII. — **Allocations prénatales et de maternité versées en 1951 aux salariés et aux personnes sans activité professionnelle.**

RÉGIONS	NOMBRE D'ALLOCATIONS PRÉNATALES			NOMBRE D'ALLOCATIONS DE MATERNITÉ				TOTAUX	
				Premières naissances.		Naissances suivantes.			
	Premiers versements (1res mensualités).	Deuxièmes versements (2e et 3e mensualités).	Troisièmes versements (soldes).	Premiers versements.	Deuxièmes versements.	Premiers versements.	Deuxièmes versements.	Premiers versements.	Deuxièmes versements.
Paris	88.267	86.900	99.101	35.339	36.417	45.943	45.553	81.282	81.970
Rouen	24.992	24.738	27.068	8.343	7.863	15.829	15.128	24.172	22.991
Lille	45.153	46.427	51.099	15.849	14.559	28.420	26.063	44.269	40.622
Nancy	30.305	27.247	27.536	9.397	8.821	15.998	15.570	25.395	24.391
Rennes	12.385	12.590	14.046	4.361	4.076	8.762	8.372	13.123	12.448
Nantes	19.479	19.142	19.547	6.169	5.711	12.024	11.813	18.193	17.557
Orléans	8.581	8.443	9.589	3.210	2.940	5.432	5.049	8.642	7.989
Dijon	17.568	16.991	19.655	5.937	5.301	10.867	9.960	16.804	15.261
Limoges	11.300	11.228	12.612	4.326	4.142	7.177	6.807	11.503	10.949
Clermont-Ferrand	7.734	7.516	8.692	3.075	2.842	4.625	4.300	7.700	7.142
Lyon	31.641	30.535	33.378	11.091	10.386	14.751	14.489	25.842	24.875
Bordeaux	12.189	12.161	13.603	4.794	4.518	6.981	6.691	11.775	11.209
Toulouse	7.738	8.015	8.911	3.660	3.225	4.838	4.428	8.498	7.653
Montpellier	7.549	7.516	8.147	2.979	2.765	4.063	3.931	7.042	6.696
Marseille	17.074	15.777	20.321	6.822	6.023	9.094	7.721	15.916	13.744
Strasbourg	20.824	20.620	25.642	7.633	6.926	10.281	9.438	17.914	16.364
Total	365.779	355.846	398.947	132.985	126.548	205.085	195.513	338.070	321.861

XVIII. — **Familles de travailleurs indépendants bénéficiaires des allocations familiales au 31 décembre 1951.**

RÉGIONS	2 ENFANTS	3 ENFANTS	4 ENFANTS	5 ENFANTS	6 ENFANTS	7 ENFANTS	8 ENFANTS et plus.	TOTAL
Paris	21.872	7.308	2.338	841	322	134	78	32.893
Rouen	5.45[illegible]	2.311	851	326	149	58	30	9.177
Lille	8.50[illegible]	3.245	1.140	377	130	81	43	13.525
Nancy	5.2[illegible]7	2.043	787	314	156	56	36	8.609
Rennes	6.883	2.896	998	352	158	55	42	11.384
Nantes	6 888	3.179	1.226	456	194	71	47	12.061
Orléans	3.241	1.302	419	163	70	22	19	5.236
Dijon	4.453	1.949	767	305	130	74	37	7.715
Limoges	4.834	1.813	597	204	87	28	30	7.593
Clermont-Ferrand	3.744	1.338	452	144	55	24	18	5.775
Lyon	9.492	3.712	1.227	464	194	79	56	15.224
Bordeaux	5.232	1.833	592	192	59	26	17	7.951
Toulouse	5.25[illegible]	1.711	478	172	63	30	15	7.726
Montpellier	4.849	1.636	499	166	55	22	8	7.235
Marseille	6.763	2.215	675	213	89	34	15	9.994
Strasbourg	3.303	1.318	393	132	60	31	11	5.248
Total	105.989	39.809	13.439	4.821	1.971	815	502	167.346
Répartition pour 100 familles...	63,4	23,7	8,2	2,8	1,1	0,5	0,3	100

XIX. — **Familles d'employeurs bénéficiaires des allocations familiales au 31 décembre 1951.**

RÉGIONS	2 ENFANTS	3 ENFANTS	4 ENFANTS	5 ENFANTS	6 ENFANTS	7 ENFANTS	8 ENFANTS et plus.	TOTAL
Paris	11.266	3.660	1.019	337	125	52	36	16.495
Rouen	4.239	2.014	809	315	121	42	41	7.581
Lille	4.704	2.200	962	422	190	116	78	8.672
Nancy	2.617	1.316	504	208	58	35	19	4.757
Rennes	3.895	1.949	662	242	97	26	29	6.900
Nantes	3.522	1.859	860	326	146	52	59	6.824
Orléans	2.121	826	259	114	29	11	10	3.370
Dijon	2.988	1.366	500	191	93	36	34	5.208
Limoges	2.973	1.243	451	163	64	22	20	4.936
Clermont-Ferrand	2.021	768	240	85	20	11	14	3.159
Lyon	6.377	3.122	980	405	167	64	59	11.174
Bordeaux	3.000	1.158	400	133	37	14	11	4.753
Toulouse	2.321	898	251	74	29	11	7	3.591
Montpellier	2.462	856	247	75	29	5	5	3.679
Marseille	4.375	1.601	473	128	37	13	5	6.632
Strasbourg	3.610	1.541	551	171	45	14	16	5.948
Total	62.491	26.377	9.168	3.389	1.287	524	443	103.679
Répartition pour 100 familles...	60,3	25,4	8,9	3,3	1,2	0,5	0,4	100

XX. — **Allocations prénatales et de maternité versées en 1951 aux travailleurs indépendants et employeurs.**

RÉGIONS	NOMBRE D'ALLOCATIONS PRÉNATALES			NOMBRE D'ALLOCATIONS DE MATERNITÉ				TOTAUX	
				Premières naissances.		Naissances suivantes.			
	Premiers versements (1res mensualités).	Deuxièmes versements (2e et 3e mensualités).	Troisièmes versements (soldes).	Premiers versements.	Deuxièmes versements.	Premiers versements.	Deuxièmes versements.	Premiers versements.	Deuxièmes versements.
Paris	6.610	6.305	7.687	2.286	2.190	4.265	4.368	6.551	6.558
Rouen	2.445	2.554	3.000	731	760	1.681	2.002	2.412	2.762
Lille	3.804	3.496	4.171	1.151	1.029	2.707	2.448	3.858	3.477
Nancy	2.070	1.934	2.186	651	618	1.438	1.402	2.089	2.020
Rennes	2.822	2.803	3.429	863	722	2.053	2.158	2.916	2.880
Nantes	2.988	2.951	3.563	823	752	2.537	2.251	3.360	3.003
Orléans	1.197	1.163	1.470	323	373	819	863	1.142	1.236
Dijon	1.921	1.881	2.524	541	500	1.475	1.489	2.016	1.989
Limoges	1.979	1.924	2.436	640	655	1.480	1.395	2.120	2.050
Clermont-Ferrand	1.247	1.239	1.557	454	373	973	863	1.427	1.236
Lyon	3.444	3.309	3.872	965	853	2.130	2.119	3.095	2.972
Bordeaux	1.871	1.865	2.294	591	517	1.241	1.274	1.832	1.791
Toulouse	1.787	1.817	1.916	709	576	1.094	927	1.803	1.503
Montpellier	1.409	1.346	1.483	429	401	874	818	1.303	1.219
Marseille	1.721	1.631	2.297	759	638	1.111	1.017	1.870	1.655
Strasbourg	1.496	1.754	1.788	560	516	1.181	1.184	1.741	1.700
Total	38.811	38.002	45.673	12.476	11.473	27.059	26.578	39.535	38.051

XXI. — **Nombre de familles bénéficiaires des prestations familiales au 31 décembre 1951 (Récapitulation).**

COMPOSITION DES FAMILLES	SALARIÉS ET PERSONNES N'EXERÇANT AUCUNE ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE						TRAVAILLEURS indépendants et employeurs. — Familles bénéficiaires des allocations familiales.	
	Familles bénéficiaires des allocations familiales.		Familles bénéficiaires de l'allocation de salaire unique.		Familles bénéficiaires des prestations familiales.			
	Effectif.	P. 100	Effectif.	P. 100	Effectif.	P. 100	Effectif.	P. 100
Jeunes ménages	»	»	37.310	2	37 310	1,8		
Familles de 1 enfant (sal. unique à 10 p. 100).	17.286	1,3	83.150	4,3	761.069	36,7		
Familles de 1 enfant (sal. unique à 20 p. 100).			660.633	34,5				
Familles de 2 enfants	689.360	53,3	606.076	31.6	689.360	33,2	168.480	62,2
Familles de 3 enfants	332.041	25.7			332.041	16	66.186	24,5
Familles de 4 enfants	142.927	11			142.927	6,9	22.607	8,3
Familles de 5 enfants	62.032	4,8	529.023	27,6	62.032	3	8.210	3
Familles de 6 enfants	27.955	2.2			27.955	1.5	3.258	1,2
Familles de 7 enfants	12.568	1			12.568	0,6	1.339	0,5
Familles de 8 enfants et plus	9.410	0,7			9.410	0,5	945	0,3
	1.293.579	100	1.916.192	100	2.074.672	100	271 025	100

XXII. — **Nombre d'enfants ouvrant droit aux prestations familiales au 31 décembre 1951** (1).

COMPOSITION DES FAMILLES	ENFANTS DES SALARIÉS (2)		ENFANTS DES TRAVAILLEURS indépendants.		ENFANTS DES EMPLOYEURS		TOTAL
	Effectif.	P. 100	Effectif.	P. 100	Effectif.	P. 100	
Familles de 1 enfant	761.069	17,5	»	»	»	»	761.069
Familles de 2 enfants	1.378.720	31,7	211.978	49,1	124.982	45,8	1.715.680
Familles de 3 enfants	996.123	22,9	119.427	27,7	79.131	29	1.194.681
Familles de 4 enfants	571.708	13,1	53.756	12,4	36.672	13,5	662.136
Familles de 5 enfants	310.160	7,1	24.105	5,9	16.945	6,2	351.210
Familles de 6 enfants	167.730	3,9	11.826	2,7	7.722	2,8	187.278
Familles de 7 enfants	87.976	2	5.705	1,3	3.668	1,3	97.349
Familles de 8 enfants et plus	79.985	1,8	4.267	0,9	3.765	1,4	88.017
	4.353.471	100	431.064	100	272.885	100	5.057.420

(1) Nombre calculé à partir de la statistique des familles. Pour les familles de huit enfants et plus, on a retenu le coefficient 8,5.
(2) Y compris les enfants des personnes n'exerçant aucune activité professionnelle.

XXIII. — **Personnel des caisses d'allocations familiales au 31 décembre 1951.**

RÉGIONS	SERVICES ADMINISTRATIFS								SERVICES SOCIAUX					PERSONNEL des œuvres propres aux caisses.		
	Personnel de direction.	Agents des cadres.	Agents de maîtrise.	Employés.	Personnel de service.	Auxiliaires.	Total.	Personnel à temps partiel.	Personnel technique.	Agents administratifs.	Personnel de service.	Total.	Personnel à temps partiel.	Permanent	Saisonnier.	Total.
Paris	30	450	447	2.019	59	9	3.014	283	791	402	55	1.248	1	207	18	225
Rouen	22	70	34	503	7	8	644	15	71	24	1	96	»	40	»	40
Lille	35	152	56	901	23	28	1.195	22	127	40	9	176	8	89	88	177
Nancy	19	49	19	438	9	11	545	14	48	19	1	68	12	94	22	116
Rennes	17	65	27	393	8	6	516	59	112	20	»	132	13	17	25	42
Nantes	15	65	21	360	8	12	481	6	67	21	1	89	8	25	14	39
Orléans	14	31	21	183	2	27	278	22	49	9	9	67	3	5	»	5
Dijon	20	44	13	290	7	33	407	45	30	9	»	39	4	6	2	8
Limoges	18	36	24	234	5	15	332	4	39	14	1	54	2	35	39	74
Clermont-Ferrand	11	36	11	174	5	7	244	7	50	15	»	65	6	2	»	2
Lyon	36	145	86	683	4	14	968	22	146	44	3	193	25	139	34	173
Bordeaux	16	55	33	344	2	8	458	5	51	11	1	63	»	11	8	19
Toulouse	17	34	19	212	1	15	298	11	18	8	»	26	3	5	12	17
Montpellier	14	39	9	179	2	11	254	16	21	10	»	31	1	41	»	41
Marseille	22	82	76	373	6	32	591	96	102	30	2	134	»	112	227	339
Strasbourg	9	51	44	390	16	21	531	18	12	17	»	29	»	»	»	»
Total	315	1.404	940	7.676	164	257	10.756	645	1.734	693	83	2.510	86	828	489	1.317

QUATRIÈME PARTIE

L'ALLOCATION VIEILLESSE DES PERSONNES NON SALARIEES

La loi du 17 janvier 1948 a institué une allocation de vieillesse pour les personnes non salariées et prévu une organisation autonome pour chacun des groupes de professions ci-après:

1° Professions artisanales;

2° Professions industrielles et commerciales;

3° Professions libérales;

4° Professions agricoles.

En ce qui concerne les professions artisanales, libérales, industrielles et commerciales, la mise en place des organisations autonomes a fait l'objet des décrets des 19 juillet et 19 novembre 1948 et les régimes d'allocations de vieillesse ont été fixés par les textes suivants:

Professions artisanales: décret du 23 octobre 1950, abrogeant et remplaçant le décret du 21 avril 1949;

Professions libérales: décret du 30 mars 1949;

Professions industrielles et commerciales: décret du 21 avril 1949.

Les professions artisanales groupent toutes les personnes dont l'activité professionnelle comporte l'inscription au registre des métiers ou dont la dernière activité professionnelle aurait été de nature à provoquer cette inscription si elle avait été obligatoire à l'époque où les intéressés ont exercé cette activité.

L'organisation autonome des caisses artisanales comprend:

47 caisses interprofessionnelles locales;

8 caisses professionnelles;

1 caisse de compensation, la caisse autonome nationale de compensation de l'assurance vieillesse artisanale (C. A. N. C. A. V. A.).

Les cotisations sont versées trimestriellement et à terme échu. Elles correspondent à un nombre d'heures de travail fixé par arrêté. Depuis le 1er janvier 1951, la cotisation annuelle est calculée sur la base de 86 heures de travail et la valeur de l'heure de travail est égale a la 600e partie du taux minimum de l'allocation aux vieux travailleurs salariés.

Les artisans et les conjoints reçoivent à soixante-cinq ans, ou à soixante ans en cas d'inaptitude au travail, une allocation dont le taux annuel minimum est égal à 28.200 F depuis le 1er octobre 1951.

Pendant les quinze années suivant le 1er janvier 1949, l'allocation minimum est majorée d'un quinzième par année entière de cotisation. Au delà de quinze ans, chaque année entière de cotisation ouvre droit à une allocation supplémentaire égale à un trentième de l'allocation minimum.

Au 31 décembre 1952, 627.660 artisans cotisaient aux caisses artisanales qui servaient 144.671 allocations. En 1952, les recettes du régime se sont élevées à 4.502 millions et ses dépenses à 4.636 millions.

Les professions industrielles et commerciales groupent toutes les personnes dont l'activité professionnelle comporte soit l'inscription au registre du commerce, soit l'assujettissement à la contribution de la patente, en tant que commerçant.

L'organisation autonome des caisses d'allocations de vieillesse de l'industrie et du commerce comprend:

75 caisses interprofessionnelles locales;

15 caisses professionnelles nationales;

9 caisses professionnelles régionales;

1 caisse de compensation, la caisse de compensation de l'organisation autonome nationale de l'industrie et du commerce (O. R. G. A. N. I. C.).

Chaque assujetti opte pour une des classes de cotisation ci-après correspondant à un nombre déterminé de points de cotisation:

Classe I	4 points de cotisation.
Classe II	6 points de cotisation.
Classe III	8 points de cotisation.
Classe IV	10 points de cotisation.
Classe V	12 points de cotisation.
Classe VI	18 points de cotisation.
Classe VII	24 points de cotisation.

Les classes VI et VII ont été ajoutées depuis le 1er juillet 1951 et la classe I ne continue à subsister que pour ordre (décret du 13 juin 1951).

La cotisation annuelle est égale au produit du nombre de points correspondant à chaque classe par la valeur du point, fixée à 1.400 F à compter du 1er juillet 1951 et portée à 1 667 F au 1er octobre 1952, par l'arrêté du 29 septembre 1952.

Les bénéficiaires et les conjoints survivants reçoivent à soixante-cinq ans, ou à soixante ans en cas d'inaptitude au travail, l'allocation minimum indiquée plus haut.

En régime plein, pour les assujettis ayant cotisé, l'allocation sera égale au produit de la somme des points correspondants aux cotisations successivement versées, par la valeur du point d'allocation multipliée elle-même par le nombre de points correspondant à chaque classe.

L'arrêté du 29 septembre 1952 a relevé de 280 F à 305 F la valeur du point, à compter du 1er octobre 1952.

Au 31 décembre 1952, 883.956 industriels et commerçants cotisaient à leurs caisses d'allocations de vieillesse, qui versaient 273.087 allocations. En 1952, le régime a encaissé 12.946 millions et ses dépenses se sont élevées à 10.904 millions.

L'organisation autonome des professions libérales comprend:

16 caisses dites sections professionnelles, dont la compétence s'étend à toute la France métropolitaine;

1 caisse nationale.

La cotisation annuelle a été fixée pour la première année (1949) à un taux uniforme pour l'ensemble des sections professionnelles, soit 7.000 F. Pour les années postérieures, elle varie suivant la section professionnelle.

Les bénéficiaires et les conjoints survivants reçoivent l'allocation minimum à soixante-cinq ans, ou à soixante ans en cas d'inaptitude au travail. Des régimes d'assurance vieillesse complémentaires ont été institués pour les notaires, les médecins, les pharmaciens (décrets du 22 avril 1949), les vétérinaires (décret du 21 octobre 1950), et les experts comptables et comptables agréés (décret du 21 mai 1953).

Ces régimes sont financés par des cotisations complémentaires versées par les assujettis. Ils doivent prévoir des avantages revisables chaque année selon les ressources qui peuvent y être affectées.

Au 31 décembre 1952, 120.661 personnes des professions libérales cotisaient aux sections professionnelles, qui versaient 33.556 allocations. En 1952, le régime a encaissé 2.480 millions de cotisations et ses dépenses se sont élevées à 2.345 millions.

L'organisation autonome des professions agricoles a été créée par la loi du 10 juillet 1952, à compter du 1er juillet 1952. Les modalités d'application de cette loi ont été fixées par le décret du 18 octobre 1952.

Les effectifs des différents régimes d'allocations de vieillesse des personnes non salariées des professions non agricoles et les opérations effectuées en 1952 sont relevés dans les tableaux ci-après :

Effectif des régimes d'allocations de vieillesse des personnes non salariées.

	COTISANTS au 31 décembre 1952.	ALLOCATAIRES au 31 décembre 1952.
Professions artisanales	627.660	144.671
Professions industrielles et commerciales	883.956	273.087
Professions libérales	120.661	33.556
Ensemble	1.632.277	451.314

Opérations effectuées en 1952 par les régimes d'allocations de vieillesse des personnes non salariées.

(En millions de francs.)

	PROFESSIONS artisanales.	PROFESSIONS industrielles et commerciales.	PROFESSIONS libérales.	ENSEMBLE
Recettes.				
Cotisations	4.368	12.746	2.480	19.928
Majorations de retard	134	200		
Total	4.502	12.946	2.480	19.928
Dépenses.				
Prestations	4.188	9.776	2.178	16.142
Gestion administrative (1)	448	1.128	159	1.735
Total	4.636	10.904	2.337	17.877

(1) Prélèvement autorisé en ce qui concerne le régime des professions industrielles et commerciales, dépenses effectives en ce qui concerne le régime des professions artisanales et le régime des professions libérales.

Régime d'allocations de vieillesse des travailleurs non salariés des professions libérales. Cotisants et bénéficiaires au 31 décembre 1952.

CAISSES OU SECTIONS	COTISANTS AU 31 DÉCEMBRE 1952		BÉNÉFICIAIRES AU 31 DÉCEMBRE 1952			
	Régime minimum.	Régime complémentaire.	Droits propres	Conjoints.	Veuves.	Total.
Section professionnelle des avocats	7.000	»	376	148	502	1.026
Section professionnelle des notaires	6.750	6.750	1.476	2.688		4.164
Section professionnelle des officiers ministériels, officiers publics et des compagnies judiciaires	7.860	»	870	556	1.290	2.716
Caisse autonome de retraite des médecins français	27.650	27.650	2.495	1.118	4.212	7.825
Section professionnelle des chirurgiens dentistes	10.408	»	976	314	369	1.659
Section professionnelle des pharmaciens	14.318	14.318	1.341	629	2.895	4.865
Caisse autonome de retraite des sages-femmes françaises	5.972	»	1.525	»	»	1.525
Section professionnelle des infirmiers, masseurs, kinésithérapeutes et pédicures	5.154	»	683	44	27	754
Section professionnelle des vétérinaires	2.712	2.755	384	149	494	1.027
Section professionnelle des agents généraux d'assurances	13.584	»	2.338	1.086	1.232	4.656
Section professionnelle des architectes	6.085	»	985	373	578	1.942
Section professionnelle des experts comptables et comptables agréés	8.168	»	131	61	161	353
Section professionnelle des ingénieurs conseils et ingénieurs experts, géomètres experts, métreurs et vérificateurs	5.000	»	605	303	136	1.044
	120.661	51.473	14.185	19.371		93.556

TABLE DES MATIERES

Pages.

Introduction 1

PREMIERE PARTIE

L'évolution de la législation de sécurité sociale et de la jurisprudence en 1952 7

DEUXIEME PARTIE

Bilan financier de l'année 1952.

Chapitre Ier. — Assurances sociales:

A. — Recettes 12
B. — Dépenses 12
Récapitulation 28

Chapitre II. — Accidents du travail:

A. — Recettes 29
B. — Dépenses 29
Récapitulation 31

Chapitre III. — Prestations familiales·

Salariés:

A. — Recettes 33
B. — Dépenses 33

Employeurs:

A. — Recettes 35
B. — Dépenses 35
Récapitulation 36

Chapitre IV. — Action sanitaire et contrôle médical 37

Chapitre V. — Patrimoine des organismes de sécurité sociale. 39

Chapitre VI. — Principaux résultats de l'année 1952 par région de sécurité sociale 41

TROISIEME PARTIE

Répartition détaillée des opérations de l'année 1951 dans le cadre des régions. — Résultats d'ordre démographique.

Pages.

A. — Caisses primaires de sécurité sociale:

Tableau I. — Cotisations encaissées 45
II. — Cotisations ventilées au titre des assurances sociales 46
III. — Cotisations ventilées au titre des accidents du travail 47
IV. — Etat par nature des cotisations ventilées en 1951 au titre des accidents du travail 47
V. — Dépenses de l'assurance maladie (régime général) 48

Pages.

Tableau VI. — Répartition des prestations en nature de l'assurance maladie par catégories de bénéficiaires (régime général) 49
VII. — Dépenses de l'assurance longue maladie (régime général) 50
VIII. — Répartition des prestations en nature de l'assurance longue maladie par catégories de bénéficiaires (régime général) 51
IX. — Dépenses de l'assurance maternité (régime général) 51
X. — Nombre de naissances ayant donné lieu à l'attribution des prestations de l'assurance maternité 52
XI. — Nombre de déclarations de grossesses 52
XII. — Assurance décès 52
XIII. — Dépenses de l'assurance maladie (régime des fonctionnaires et ouvriers d'Etat) 53
XIV. — Dépenses de l'assurance longue maladie (régime des fonctionnaires et ouvriers d'Etat). 54
XV. — Dépenses de l'assurance maternité (régime des fonctionnaires et ouvriers d'Etat) 55
XVI. — Prestations versées aux étudiants 55
XVII. — Prestations versées aux grands invalides, veuves et orphelins de guerre 56
XVIII. — Récapitulation des prestations services au titre des assurances maladie et longue maladie.. 56
XIX. — Récapitulation des prestations servies au titre de l'assurance maternité 57
XX. — Importance par rapport aux cotisations des dépenses de l'assurance maladie (régime général) 57
XXI. — Importance par rapport aux cotisations des dépenses de l'assurance longue maladie (régime général) 58
XXII. — Importance par rapport aux cotisations des dépenses de l'assurance maternité (régime général) 58
XXIII. — Dépenses accidents du travail (incapacité temporaire) 59
XXIV. — Importance des dépenses accidents du travail (incapacité temporaire) par rapport aux cotisations 60
XXV. — Nombre d'indemnités journalières servies au titre des assurances maladie et longue maladie et de l'assurance contre les accidents du travail 60
XXVI. — Dépenses d'action sanitaire et sociale 61

Pages.

Tableau XXVII. — Ventilation des dépenses d'action sanitaire et sociale d'après l'objet des œuvres bénéficiaires 62

XXVIII. — Dépenses de contrôle médical..... 63

XXIX. — Dépenses de gestion administrative des caisses primaires 63

XXX. — Dépenses de gestion administrative des unions de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales 64

XXXI. — Etat du personnel des caisses primaires au 31 décembre 1951..... 64

XXXII. — Etat du personnel des unions de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales 64

B. — Caisses régionales de sécurité sociale:

Tableau I. — Dépenses au titre des assurances sociales.... 65

II. — Dépenses au titre des accidents du travail..... 65

III. — Importance par rapport aux cotisations des pensions d'invalidité 66

IV. — Importance par rapport aux cotisations des rentes accidents du travail..... 66

V. — Etat des pensions d'invalidité en cours au 31 décembre 1951 66

VI. — Etat des rentes d'accidents du travail en cours au 31 décembre 1951..... 67

VII. — Etats des rentes d'accidents du travail liquidées dans l'année..... 67

VIII. — Dépenses d'action sanitaire et sociale..... 68

IX. — Ventilation des dépenses d'action sanitaire et sociale d'après l'objet des œuvres bénéficiaires 69

X. — Dépenses de contrôle médical..... 70

XI. — Dépenses de gestion administrative..... 70

XII. — Etat du personnel au 31 décembre 1951..... 71

C. — Caisses régionales d'assurance vieillesse:

Tableau I. — Dépenses effectuées au titre de l'assurance vieillesse et de l'allocation aux vieux travailleurs salariés 72

II. — Etat des sommes précomptées sur arrérages liquidés au profit d'anciens titulaires de l'allocation temporaire 72

III. — Etat des payements effectués à l'étranger.... 73

IV. — Etat des pensions, rentes et allocations en cours au 31 décembre 1951..... 74

V. — Dépenses de gestion administrative..... 74

VI. — Etat du personnel au 31 décembre 1951..... 74

Pages.

D. — Caisses d'allocations familiales:

Tableau I. — Cotisations encaissées 75

II. — Prestations légales servies aux salariés..... 75

III. — Prestations légales servies aux travailleurs algériens, belges et italiens..... 76

IV. — Prestations légales servies aux personnes sans activité professionnelle 76

V. — Pourcentage des prestations légales servies par les sections « salariés » par rapport aux cotisations 76

VI. — Prestations légales servies aux travailleurs indépendants 77

VII. — Prestations légales servies aux employeurs... 77

VIII. — Pourcentage des prestations légales servies par les sections « travailleurs indépendants et employeurs » par rapport aux cotisations... 78

IX. — Allocation de logement, primes de déménagement et d'aménagement, prêts pour l'amélioration de l'habitat 78

X. — Dépenses d'action sanitaire et sociale..... 79

XI. — Ventilation des dépenses d'action sanitaire et sociale d'après l'objet de la dépense..... 79-80

XII. — Dépenses de gestion administrative..... 81

XIII. — Familles de salariés bénéficiaires des allocations familiales au 31 décembre 1951..... 81

XIV. — Familles de salariés des allocations de salaire unique au 31 décembre 1951, congés de naissance attribués en 1951 82

XV. — Personnes n'exerçant aucune activité professionnelle bénéficiaires des allocations familiales au 31 décembre 1951..... 82

XVI. — Personnes n'exerçant aucune activité professionnelle bénéficiaires de l'allocation de salaire unique au 31 décembre 1951..... 83

XVII. — Nombre d'allocations prénatales et de maternité versées aux salariés et aux personnes sans activité professionnelle..... 83

XVIII. — Familles de travailleurs indépendants bénéficiaires des allocations familiales au 31 décembre 1951 84

XIX. — Familles d'employeurs bénéficiaires des allocations familiales au 31 décembre 1951..... 84

XX. — Nombre d'allocations prénatales et de maternité versées aux travailleurs indépendants et employeurs 85

XXI. — Familles bénéficiaires des prestations familiales au 31 décembre 1951 (récapitulation)..... 85

XXII. — Nombre d'enfants ouvrant droit aux prestations familiales au 31 décembre 1951..... 86

XXIII. — Etat du personnel au 31 décembre 1951..... 86

QUATRIEME PARTIE

L'allocation de vieillesse des personnes non salariées..... 87

Paris. — Imprimerie des *Journaux officiels*, 31, quai Voltaire.